

Note de Conjoncture n°3-2003

La situation économique au Luxembourg Évolution récente et perspectives

Le texte intégral de la Note de Conjoncture est disponible sur Internet à l'adresse
http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html

statec

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Responsable de la publication: Serge ALLEGREZZA

Coordination: Bastien LARUE
Rédaction: Ferdy ADAM
Guy SCHULLER
Véronique SINNER

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 EUR

Prix de ce numéro: 2.90 EUR

La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source.

ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques
6, bd Royal - boîte postale 304 - L-2013 Luxembourg

Tél.: 478-4219 Fax: 46 42 89

E-mail: info@statec.etat.lu

Internet: www.statec.lu

Sommaire

Préface.....	4
A. Conjoncture internationale.....	5
B. Conjoncture luxembourgeoise	16
1. Résumé et faits principaux.....	16
1.1 Résultats macro-économiques, comptes nationaux et prévisions	16
1.2 Évolution conjoncturelle récente	17
2. Prévisions macro-économiques 2003-2004: une mise à jour.....	19
3. Activité sectorielle.....	23
3.1 Industrie.....	23
3.2 Construction	25
3.3 Commerce.....	28
3.4 Hôtels et restaurants	29
3.5 Transports et communications.....	30
3.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises.....	32
3.7 Secteur financier	33
3.8 Services collectifs et personnels.....	36
4. Inflation et salaires	37
4.1 Prix à la consommation	37
4.2 Salaires.....	40
5. Relations économiques extérieures.....	43
5.1 Net ralentissement des exportations de biens au second trimestre	44
5.2 Nouveau recul des exportations de services	45
6. Emploi et chômage.....	47
6.1 Emploi	49
6.2 Chômage.....	51
C. Annexe statistique	59
D. Index des tableaux et graphiques.....	90

Préface

Le pire est-il derrière nous?

L'économie luxembourgeoise devrait avoir atteint le fond cette année, mettant un terme à une série de trois années de croissance faible, un épisode inédit dans l'histoire économique contemporaine du Luxembourg. La reprise de la croissance si souvent reportée est annoncée par une kyrielle d'indicateurs précurseurs qui envoient des signaux positifs et nourrissent un optimisme prudent. Il faut espérer que les anticipations se concrétisent par une reprise de l'activité.

Le STATEC avait, dans sa prévision publiée au mois de juillet, exposé un scénario alternatif tenant compte du contexte récessif, qui marque les partenaires commerciaux du Luxembourg, et intégrant la morosité des marchés financiers. Ce scénario se traduisait par une croissance de 2.5% en volume. Depuis lors, la dégradation de l'environnement mondial, en particulier l'affaissement de la demande mondiale qui s'adresse aux entreprises luxembourgeoises, pèserait sur la croissance de cette année et de l'année 2004. Le STATEC se devait donc d'apporter un correctif aux prévisions du mois de juillet.

D'ailleurs, le suivi de la conjoncture est une activité permanente. Le STATEC analyse les indicateurs mensuels internationaux et tente, non sans mal, de relier statistiquement ces derniers aux indicateurs nationaux, comme l'illustre un encadré spécial sur la production industrielle.

Pour l'année prochaine, la situation économique devrait s'améliorer, progressivement. La matérialisation de la reprise dans la zone euro, d'une part, et le dosage des politiques publiques au Luxembourg, notamment de la

politique budgétaire d'autre part, devraient faire que la croissance économique (en volume) pourrait dépasser les 2%. La politique budgétaire, si elle vient soutenir quelque peu la conjoncture par le jeu des stabilisateurs automatiques, resterait contrainte, au cours des années à venir, par les critères de déficit public excessif, ancrés dans le Pacte de Stabilité. L'année prochaine, l'emploi salarié ralentirait encore, s'approchant de 1%, et le taux de chômage s'élèverait encore, atteignant 4% environ. La productivité du travail, régressant une fois de plus, entamerait, toutes choses égales par ailleurs, la compétitivité-coût de l'économie.

Il faut insister, une fois de plus, sur le caractère conditionnel de toute prévision: elle extrapole les données du passé, souvent encore provisoires, et pose des hypothèses, anticipant certaines variables prédéterminées, le tout dans un contexte très incertain. Chaque prévision est entachée d'une marge d'erreur, inévitable. Il faut donc interpréter les résultats issus de la simulation économétrique avec les précautions d'usage.

Plutôt que de gloser sur les décimales d'un taux de croissance, mieux vaut chercher, pour juger de l'importance et de la nature de la progression du PIB quelques points de repère significatifs et pertinents. A titre d'exemple, comme le suggère un encart statistique dans cette *Note de Conjoncture*, il faudrait une croissance de l'emploi de 3.5% (5.5% de croissance du PIB) pour stabiliser la croissance du taux de chômage!

Si le pire est derrière nous, il faudra encore patienter avant d'enregistrer à nouveau une croissance plus vigoureuse, proche de son potentiel.

Dr Serge Allegrezza
Directeur

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU-15	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)					
Croissance du PIB en volume	T2 03	T2 03	T2 03	T2 03	T2 03	T2 03
dernier trimestre publié	2.5	3.0	0.5	0.2	-0.2	-0.3
moyenne sur les 4 derniers trimestres	2.7	2.5	0.9	0.7	0.2	0.8
Indicateurs précurseurs OCDE	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03
derniers trois mois	5.7	4.4	2.1	2.5	3.9	0.1
Taux de chômage standardisé	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03
dernier mois publié	6.1	5.3	8.0	8.8	9.4	9.4
un an avant	5.8	5.4	7.7	8.4	8.6	8.8
Taux d'inflation (prix à la consommation)	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03	Aug-03
dernier mois publié	2.2	-0.3	2.0	2.1	1.1	2.0
un an avant	1.8	-0.9	1.9	2.1	1.1	1.8
Taux d'intérêt à court terme	Sep-03	Sep-03	Sep-03	Sep-03		
dernier mois publié	1.1	0.1	2.4	2.2		
un an avant	1.8	0.1	3.5	3.3		
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	Sep-03	Sep-03	Sep-03	Sep-03	Sep-03	Sep-03
dernier mois publié	4.3	1.5	4.3	4.2	4.2	4.2
un an avant	3.9	1.2	4.5	4.5	4.4	4.5
Cours de change (par EUR) ¹	Oct-03	Oct-03				
dernier mois publié	1.17	128.8				
un an avant	0.98	121.6				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)

¹ Données au 15 octobre 2003

Etats-Unis: le redémarrage se concrétise

Au fil des semaines et des publications successives de bons résultats d'indicateurs clé pour l'économie, les Etats-Unis confirment qu'ils se situent bel et bien dans une phase de croissance économique. De nombreux étalons de performances ont réellement le vent en poupe et ce dernier ne semble pas vouloir s'essouffler. La croissance du PIB s'élève ainsi d'après les dernières estimations à 2.5% au deuxième trimestre (en glissement annuel), et l'on s'attend à un chiffre encore meilleur pour le troisième. Les dépenses de consommation (+3.8%), qui sont le principal levier de croissance, ont notamment été plus élevées que prévues au deuxième trimestre, et les chiffres disponibles pour juillet et août ne démentent pas cet appétit de consommation de la part des ménages, particulièrement en ce qui concerne les biens durables (ventes automobiles, biens d'équipement des ménages).

L'intensification des dépenses publiques de consommation et d'investissement (+8.2% en rythme annualisé sur le deuxième trimestre) a achevé de renforcer la demande intérieure. Cette hausse des dépenses, largement imputable au domaine militaire dans le contexte du conflit en Irak, se conjugue à une politique économique largement axée sur la baisse des impôts, signes d'une forte implication de l'Etat dans cette croissance retrouvée.

Du côté des entreprises, les profits affichent une remarquable progression au deuxième trimestre: +10.8% sur un trimestre (et +15.3% sur un an, résultats ajustés de la valorisation des stocks et de la dépréciation du capital), grâce à la vigueur de la demande interne alliée aux gains de productivité et à la croissance contenue des coûts salariaux. Les attentes restant conformes à ce schéma pour le deuxième semestre, l'investissement des entreprises devrait s'en ressentir positivement.

Certains phénomènes viennent cependant entacher ce portrait a priori idyllique de la situation économique américaine. A commencer par le creusement des déficits (balance commerciale, comptes courants et budget): le déficit fédéral devrait approcher 500 milliards de dollars pour 2004, une évolution fortement critiquée au niveau politique intérieur (les élections présidentielles fin 2004 vont devenir un paramètre de plus en plus important dans les choix de politique économique), et qui, faute d'une croissance insuffisamment élevée, deviendrait difficilement compatible avec le programme de diminution d'impôts envisagé.

Autre difficulté au cœur des préoccupations des américains, l'emploi, qui en dépit des bonnes performances précitées ne redémarre pas: le taux de chômage reste élevé à 6.1% en septembre. Même si on observe traditionnellement un décalage entre reprise de l'activité et reprise de l'emploi, les pertes d'emplois sont toujours considérables et en tous cas supérieures aux

attentes, principalement dans des domaines comme l'industrie et l'informatique.

Enfin, les risques de déflation ne sont toujours pas définitivement écartés: l'augmentation de 0.1% de l'inflation sous-jacente en août est inférieure aux prévisions des analystes, et conforte la Réserve Fédérale dans sa volonté de laisser inchangé son principal taux directeur à 1%. Cette politique monétaire accommodante devrait perdurer ("pour une période considérable" des propres mots du comité monétaire) jusqu'à ce que l'activité et l'emploi donnent simultanément des signes nets de reprise.

Zone asiatique: le rebond japonais

Les résultats du deuxième trimestre ont été meilleurs que prévus pour l'économie du Japon, qui voit la reprise se dessiner avec un sixième trimestre consécutif de croissance (+0.6% par rapport au 1^{er} trimestre). Des signes encourageants apparaissent déjà depuis quelques mois, mais la deuxième puissance économique mondiale n'osait pas jusqu'alors se montrer trop optimiste par crainte d'une nouvelle replongée dans la récession pour la quatrième fois en une dizaine d'années. Les récents espoirs de retour à une croissance durable sont soutenus par de nombreux indicateurs: hausse des dépenses d'investissement, reprise des exportations, progression de la consommation privée (+0.4% entre avril et juin), amélioration des bénéfices des entreprises et stabilisation de l'emploi.

Les exportations reprennent en particulier vers l'Asie (alors qu'elles avaient pâti des conséquences du SARS) et l'accélération prévue de la croissance aux Etats-Unis permet aussi d'envisager de meilleurs résultats vers ce partenaire (et réciproquement). On observe aussi un changement de la donne dans les échanges au niveau de la zone asiatique: la Chine notamment, alors qu'elle avait tendance à se positionner en concurrent direct du Japon et de la Corée du Sud, fait maintenant profiter ces économies du dynamisme de sa demande intérieure via des importations accrues en biens d'équipement et en véhicules. L'évolution du dollar américain à la baisse bénéficie aussi à l'ensemble des monnaies asiatiques, dont la plupart ont un lien fixe avec le billet vert (hormis le Japon): la Chine se retrouve à cet égard régulièrement fustigée par les économies occidentales car elle tire massivement parti de l'avantage concurrentiel qui en résulte pour grignoter des parts de marchés à l'exportation.

Europe: une reprise encore virtuelle

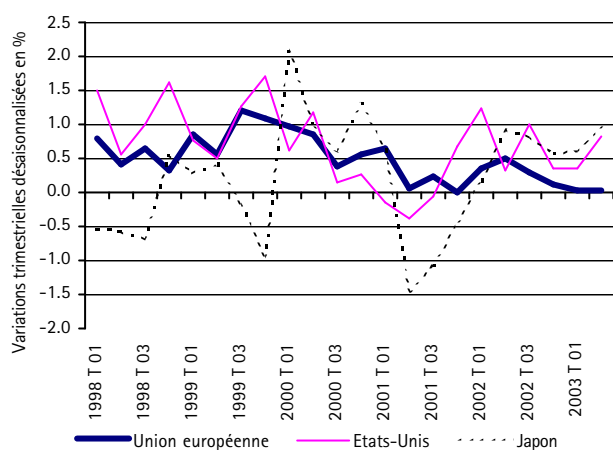
La baisse du dollar américain est largement présentée au niveau européen comme une cause directe de la moindre croissance, voire de l'absence de croissance. D'après les dernières données de la Commission européenne, le PIB de l'UE15 a été stable au deuxième trimestre tandis que celui de la zone euro se rétracte légèrement de 0.1%. Les estimations de l'impact de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar sur la croissance européenne varient cependant assez fortement selon les analyses (entre 0.5 et plus de 2 points de PIB)¹. Et le phénomène peut difficilement expliquer à lui seul la stagnation en Europe. La France notamment, qui faisait alors plutôt bonne figure, a rejoint le peloton de queue avec un deuxième trimestre largement inférieur aux prévisions (-0.3% au lieu d'une stabilité lors de la précédente estimation). Trois pays de la zone euro se situent ainsi à l'issue du 2^{ème} trimestre en récession technique (c'est à dire avec deux trimestres consécutifs en baisse): l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas.

La moindre croissance de la zone euro pèse aussi fortement sur les déficits budgétaires (actuels et prévisionnels) qui approchent ou dépassent même pour certains les critères fixés par le Pacte de croissance et de stabilité. L'Allemagne et la France (qui représentent ensemble la moitié du PIB de la zone euro) sont à cet égard pointées du doigt comme les mauvais élèves de la zone euro. Et les politiques de relance envisagées par ces deux économies, basées principalement sur les baisses d'impôts, ne vont pas dans le sens d'une réduction des déficits. L'actualité récente laisse cependant entrevoir qu'un consensus au niveau européen serait en train d'émerger vers un assouplissement de l'interprétation/de l'application des règles du Pacte de croissance et de stabilité.

Les prévisions de croissance de la Commission européenne pour la zone euro sont de 0% à 0.4% pour le troisième trimestre et de 0.2% à 0.6% pour le quatrième trimestre. Le résumé qui accompagne ces prévisions précise: "The acceleration in growth predicted for the fourth quarter stems from the recent improvement in domestic retail confidence, as well as external factors, captured by the rise in the US Purchasing Managers' index for manufacturing". D'autres indicateurs se redressent, comme celui du ZEW ou de l'IFO en Allemagne, ou encore l'indicateur composite avancé de l'OCDE pour la zone euro (cf. Utilité des indicateurs conjoncturels internationaux pour la prévision économique au Luxembourg, pp. 9-15), mais la reprise n'apparaît pour le moment que de façon virtuelle: il n'y a pas encore d'indicateurs de l'économie réelle qui, au niveau européen pris dans son ensemble, marquent à proprement parler une reprise nette de l'activité.

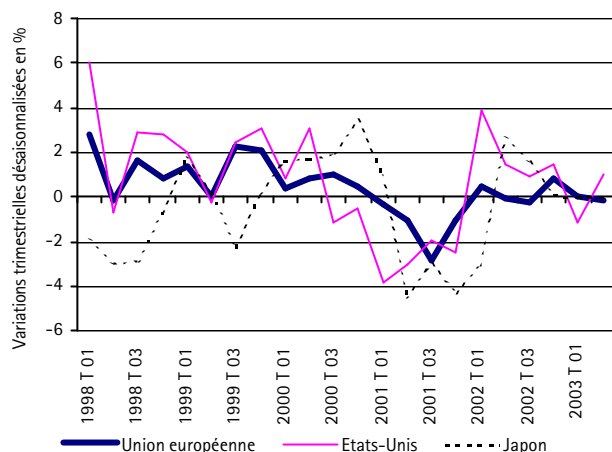
¹ Pour le Luxembourg, voire l'étude "Appréciation de l'euro et échanges extérieurs du Luxembourg", Guy Schuller, Note de conjoncture n°2-2003, STATEC.

Graphique 1: PIB



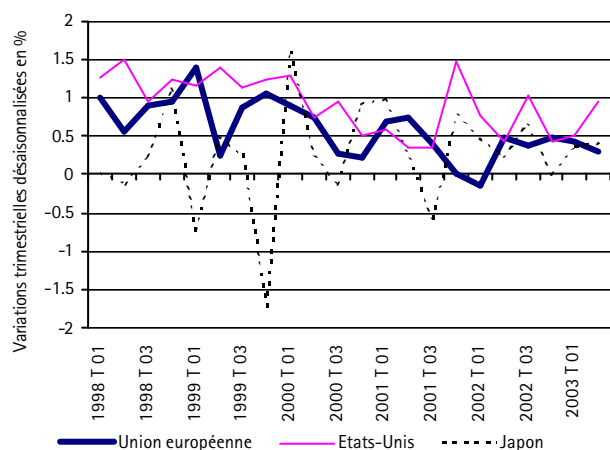
Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital



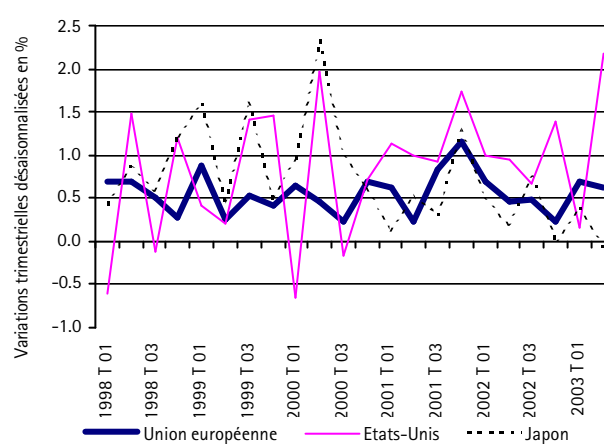
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



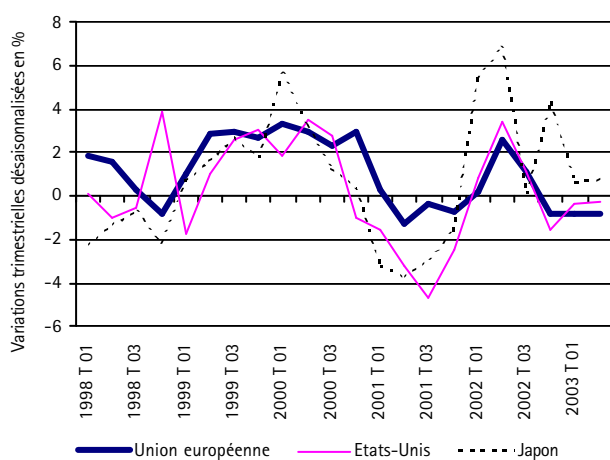
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



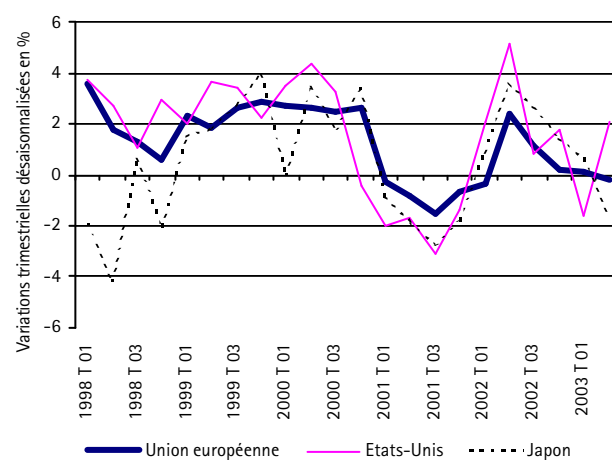
Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



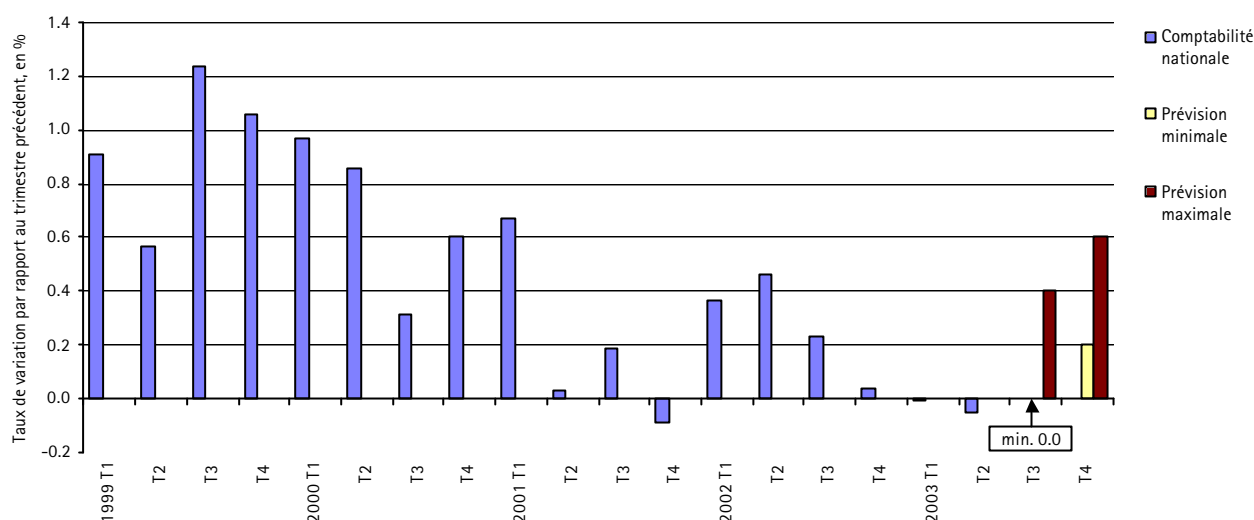
Source: EUROSTAT

Graphique 6: Importations de biens et services



Source: EUROSTAT

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (9 octobre 2003)

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie	PIB	Industrie	PIB	PIB	Industrie
Qualité de prévision	coincident	coincident	coincident	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)
Moyenne de long terme (janvier 1995 - septembre 2003)	96.5	-6.5	0.13	100.9	40.8	-8.0	2.0	1.9	50.9
Minimum lors du dernier creux	92.7	-34	-1.24	90.0	-10.4	-21.1	-3.3	-11.8	41.5
janvier-02	95.3	-28.0	-1.05	96.3	35.9	-16.9	2.2	1.1	49.8
février-02	95.6	-25.0	-0.84	101.0	50.2	-14.1	3.6	5.6	53.8
mars-02	95.8	-34.0	-0.66	106.1	71.2	-9.9	4.9	9.9	54.7
avril-02	95.7	-34.0	-0.48	104.7	70.6	-8.3	5.9	13.2	53.3
mai-02	96.2	-26.0	-0.28	106.1	66.3	-1.6	6.3	13.6	54.7
juin-02	96.0	-21.0	-0.40	104.7	69.6	-5.5	5.9	12.4	55.2
juillet-02	95.5	-17.0	-0.48	102.2	69.1	-7.4	4.7	9.8	50.7
août-02	95.2	-14.0	-0.52	100.3	43.4	-7.6	3.8	7.0	50.3
septembre-02	95.6	-20.0	-0.51	98.8	39.5	-9.8	3.2	5.4	50.7
octobre-02	95.6	-17.0	-0.32	97.8	23.4	-9.0	2.9	3.9	49.7
novembre-02	95.3	-14.0	-0.27	95.9	4.2	-10.5	2.3	1.6	50.5
décembre-02	95.1	-20.0	-0.23	97.9	0.6	-12.9	1.6	0.1	55.2
janvier-03	94.9	-13.0	-0.33	98.1	14.0	-15.5	1.1	-2.0	53.9
février-03	95.1	-14.0	-0.27	98.4	15.0	-10.5	0.5	-5.1	50.5
mars-03	94.6	-12.0	-0.63	97.2	17.7	-17.4	0.1	-6.5	46.2
avril-03	94.7	-17.0	-0.53	95.0	18.4	-20.5	0.1	-6.9	45.4
mai-03	94.8	-19.0	-0.63	97.3	18.7	-18.3	0.9	-6.0	49.4
juin-03	94.8	-20.0	-0.65	98.7	21.3	-26.5	1.7	-2.7	49.8
juillet-03	94.6	-19.0	-0.87	100.3	41.9	-19.3	2.7	1.0	51.8
août-03	95.0	-16.0	-0.48	102.2	52.5	-14.3	3.7	5.4	54.7
septembre-03	95.4	-9.0	-0.42	105.2	60.9	-14.5	...	...	53.7
octobre-03	...	...	...	...	60.3	-10.6	...	...	...

Sources: comme indiquées

Utilité des indicateurs conjoncturels internationaux pour la prévision économique au Luxembourg

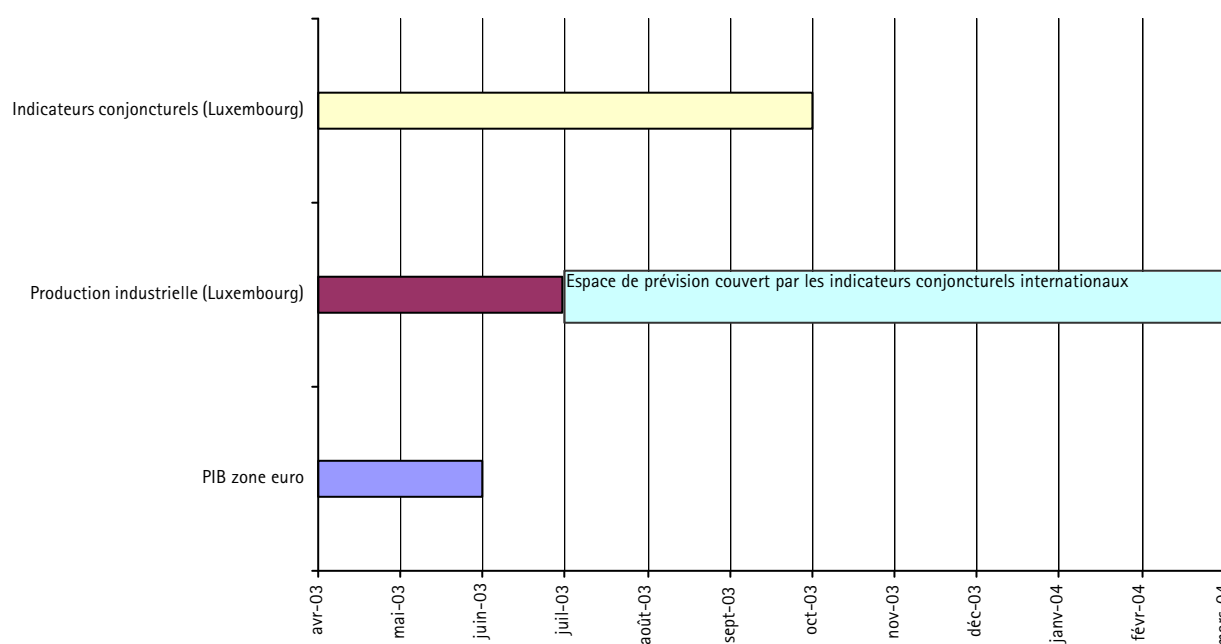
Dans la Note de conjoncture n°2-03, le STATEC avait pour la première fois publié un tableau comportant des indicateurs conjoncturels précurseurs ou coïncidents (cf. tableau 2 à la page précédente) reflétant la conjoncture dans diverses zones géographiques. Il s'agit d'indicateurs qualitatifs qui se basent sur des enquêtes d'opinions auprès des différents groupes d'acteurs économiques (consommateurs, chefs d'entreprises...).

Ce type d'indicateurs "soft" est particulièrement intéressant car ils peuvent anticiper l'évolution d'indicateurs objectifs "hard" comme par exemple la production industrielle ou le PIB d'un pays ou d'une région. De manière générale, les indicateurs conjoncturels peuvent contenir de l'information sur l'évolution future (auquel cas on parle d'indicateurs avancés) ou sur la situation actuelle/passée (appelés indicateurs coïncidents/retardés) lorsque ces chiffres ne sont disponibles qu'avec un certain retard (cf. graphique 1). Ces indicateurs sont donc très utiles dans l'estimation de la production industrielle voire du PIB du trimestre en cours et pour anticiper les retournements conjoncturels.

Les questions posées lors des enquêtes sont sélectionnées en fonction de leur pouvoir de prévision pour l'indicateur en question (PIB, production industrielle). Elles se rapportent le plus souvent à la production, au niveau des commandes, au niveau des stocks de produits finis, à l'emploi et aux salaires, à la demande, aux délais de livraisons des fournisseurs et aux niveaux des prix. Trois types de réponses sont possibles: "négative" (ou détérioration) si la situation est jugée pire qu'avant, "stable" (ou indifférent) si la situation n'a pas changé et "positive" (ou amélioration) si la situation est jugée meilleure qu'avant. L'indicateur représente en général la moyenne pondérée des soldes des réponses positives et négatives aux différentes questions.

A titre d'illustration, le pouvoir de prévision des indicateurs conjoncturels internationaux a été testé pour la production industrielle (exprimée en variation annuelle) au Luxembourg pour la période (1995-2003). L'avance (ou le retard) des indicateurs conjoncturels sur la production industrielle a été déterminée grâce au calcul de corrélations (cf. tableau 1).

Graphique 1: Disponibilité de données conjoncturelles, situation début octobre 2003



Source: STATEC

Tableau 1: Corrélations entre les indicateurs conjoncturels internationaux et la production industrielle luxembourgeoise

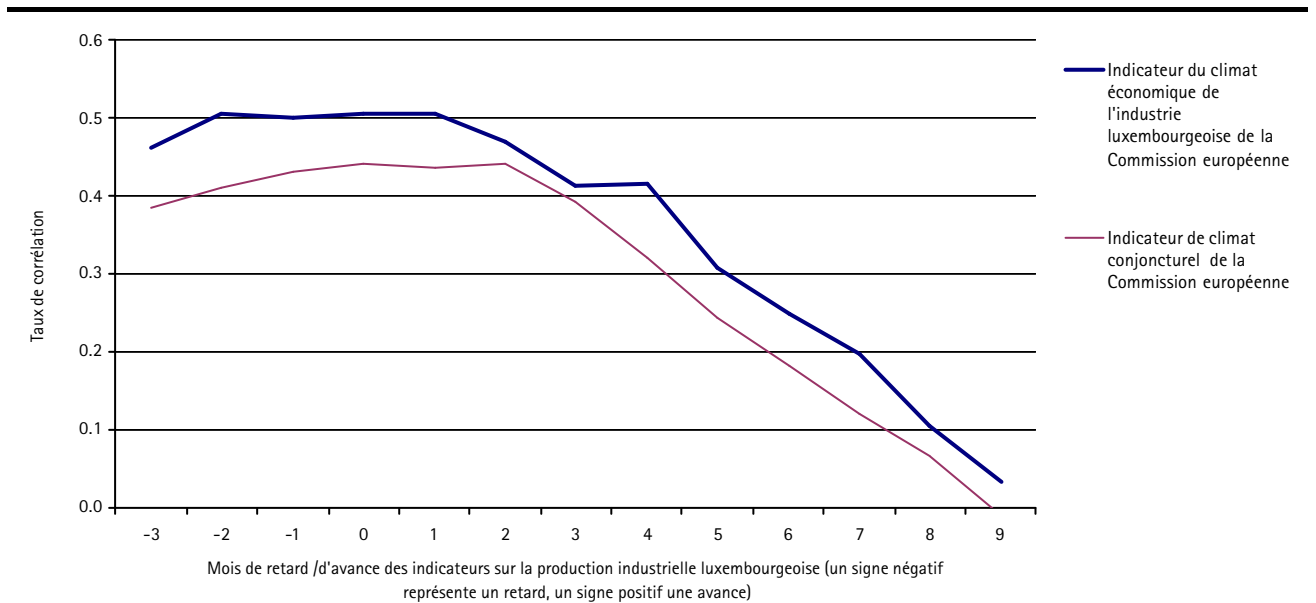
Retard ¹ (signe négatif) / Avance (signe positif) en mois	Indicateur du climat économique de l'industrie luxembourgeoise de la Commission européenne	Indicateur de climat conjoncturel de la Commission européenne	Indicateur IFO Geschäfts-erwartungen	Indicateur ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de l'industrie de la Banque Nationale de Belgique	Indicateur composite avancé de la zone euro de l'OCDE	Purchasing managers index de l'industrie aux Etats-Unis de l'ISM
-9	0.07	0.11	-0.11	-0.21	-0.07	-0.26	-0.27
-8	0.15	0.17	-0.05	-0.18	0.01	-0.23	-0.13
-7	0.17	0.24	-0.03	-0.16	0.09	-0.21	-0.15
-6	0.20	0.29	0.01	-0.08	0.07	-0.19	-0.09
-5	0.28	0.32	0.08	-0.03	0.10	-0.15	-0.04
-4	0.38	0.34	0.09	-0.02	0.17	-0.11	-0.08
-3	0.46	0.38	0.13	0.06	0.16	-0.04	-0.04
-2	0.51	0.41	0.19	0.09	0.20	0.03	0.03
-1	0.50	0.43	0.26	0.14	0.33	0.10	0.06
0	0.51	0.44	0.31	0.18	0.33	0.17	0.11
1	0.50	0.44	0.37	0.25	0.42	0.26	0.26
2	0.47	0.44	0.44	0.27	0.48	0.35	0.36
3	0.41	0.39	0.43	0.28	0.38	0.42	0.35
4	0.42	0.32	0.38	0.27	0.40	0.46	0.35
5	0.31	0.24	0.33	0.25	0.32	0.44	0.35
6	0.25	0.18	0.28	0.22	0.23	0.41	0.31
7	0.20	0.12	0.25	0.23	0.29	0.43	0.40
8	0.10	0.07	0.22	0.19	0.20	0.37	0.37
9	0.03	-0.01	0.20	0.17	0.13	0.32	0.26
10	-0.09	-0.09	0.14	0.15	0.08	0.27	0.33
11	-0.10	-0.13	0.08	0.13	-0.02	0.20	0.29
12	-0.13	-0.18	0.04	0.13	-0.07	0.16	0.26
13	-0.14	-0.23	-0.01	0.09	-0.14	0.09	0.16
Corrélation maximale	0.51	0.44	0.44	0.28	0.48	0.46	0.40
Corrélations significatives au seuil de 1%							
Corrélations significatives au seuil de 5%							

Source: STATEC

¹Retard ou avance de l'indicateur conjoncturel sur la production industrielle luxembourgeoise (exprimé en variation annuelle)

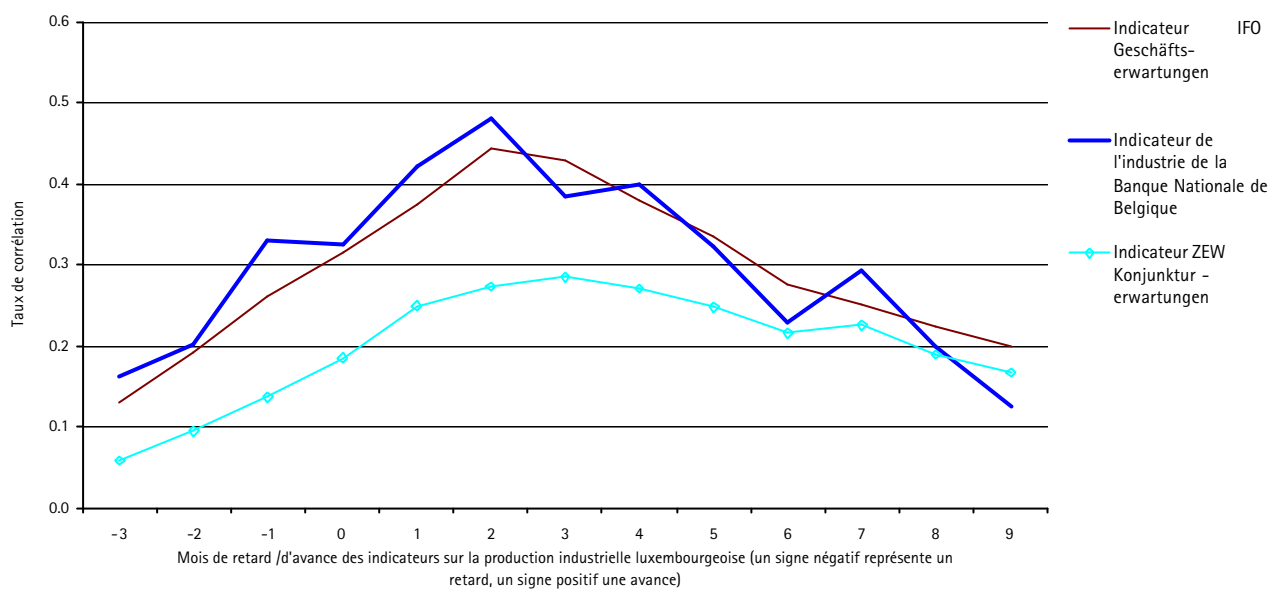
Graphiques 2 à 4: Avance des indicateurs conjoncturels sur la production industrielle luxembourgeoise selon le taux de corrélation:

Indicateurs coïncidents



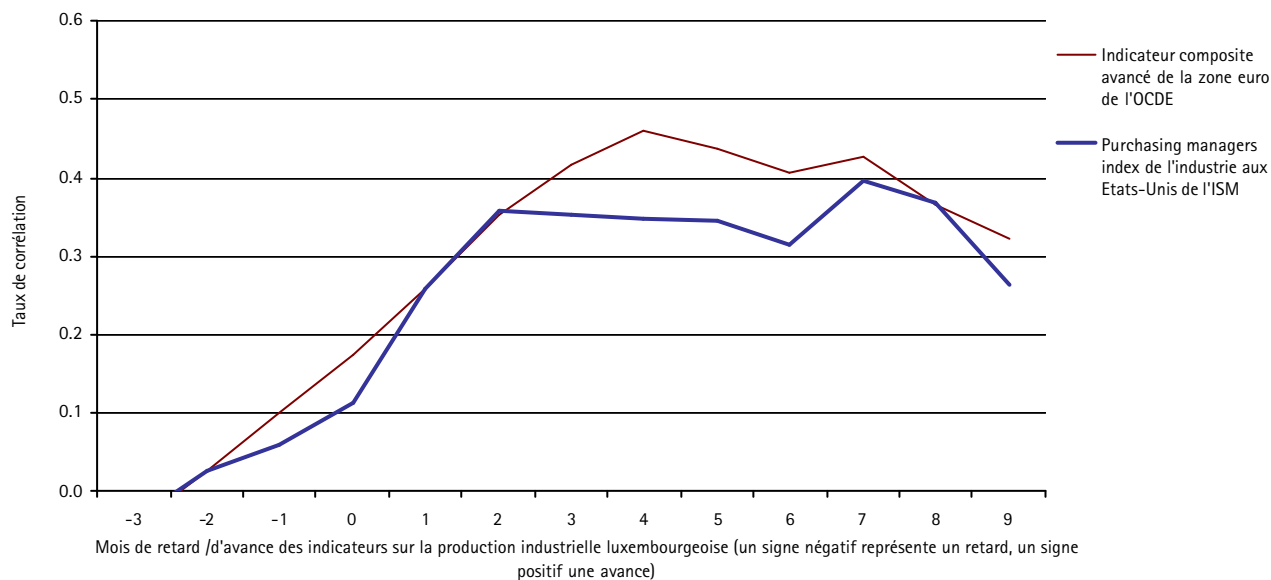
Source: STATEC

Indicateurs avancés d'un trimestre



Source: STATEC

Indicateurs avancés de deux trimestres



Source: STATEC

A. Les indicateurs coïncidents

L'indicateur du climat économique¹

La Commission européenne établit mensuellement un indicateur du climat économique (Economic Sentiment Indicator - ESI) pour chaque Etat membre de l'Union européenne. Cet indicateur se compose des quatre indicateurs de confiance sectoriels (hors services) établis par la Commission, englobant:

- l'industrie pour un poids de 40%,
- la construction pour 20%,
- les consommateurs pour 20%,
- le commerce pour 20%.

Actuellement, 68 000 entreprises et 27 000 consommateurs sont enquêtés chaque mois dans toute l'Europe. Au Luxembourg quelque 150 entreprises industrielles et du secteur de la construction ainsi que 500 consommateurs sont enquêtés.

L'indicateur pour la zone euro se compose des indicateurs des douze Etats membres, pondérés par la valeur ajoutée brute. Celui de la production industrielle représente la moyenne des soldes des réponses positives et négatives aux questions relatives à l'état du carnet de commandes, au total du stock de produits finis et aux perspectives d'évolution de la production.

L'indicateur de climat conjoncturel²

L'indicateur de climat conjoncturel (Business Climate Indicator - BCI) est un indicateur mensuel établi par la Commission européenne qui est censé préfigurer l'évolution cyclique de l'industrie dans la zone euro. Il se base sur les résultats issus des mêmes enquêtes

conjoncturelles qualitatives mensuelles dans l'industrie effectuées pour la Commission que l'indicateur du climat économique. Cet indicateur est établi uniquement pour la zone euro dans son ensemble et non pour chaque pays séparément. Les réponses des différents pays sont pondérées selon la part de leur valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière européenne.

Il se distingue de l'indicateur du climat économique de l'industrie dans la mesure où il contient des composantes spécifiques et des "facteurs communs". A l'aide de cette nouvelle dimension, on essaie d'éliminer les éléments contradictoires dans l'ensemble des réponses et de distinguer l'information de tendance commune à toutes les réponses de l'information réellement spécifique à chacune d'entre elles. De plus, il comporte deux questions supplémentaires, relatives à la production du trimestre actuel et aux commandes actuelles à l'exportation.

Situation au troisième trimestre 2003

L'indicateur du climat économique et l'indicateur du climat conjoncturel spécifique à l'industrie permettent de couvrir l'espace juillet-septembre 2003, pour lequel nous avons encore relativement peu de données quantitatives, à la fois en ce qui concerne la zone euro et l'industrie luxembourgeoise. Les deux indicateurs s'améliorent au troisième trimestre 2003 par rapport au deuxième (cf. tableau 2). Pourtant, leur évolution est relativement faible et ils se situent encore en-dessous de leur moyenne de long terme. Il est donc encore trop tôt pour anticiper une forte reprise de l'activité industrielle luxembourgeoise au 3^{ème} trimestre.

B. Les indicateurs avancés d'un trimestre

L'indicateur IFO-Geschäftserwartungen³

L'indicateur IFO-Geschäftserwartungen est un indicateur qualitatif de l'évolution économique en Allemagne de l'Ouest sur les 6 mois à venir. Il se base sur une enquête conjoncturelle qualitative menée mensuellement par l'"Institut für Wirtschaftsforschung - IFO" auprès de 7 000 entreprises issues de l'industrie, de la construction, du commerce de gros et du commerce de détail (IFO Konjunkturtest). Les questions portent sur les attentes au cours des six mois à venir, concernant le niveau de

production, de prix, de commandes et de stocks. Les réponses issues des enquêtes sont pondérées et agrégées selon l'importance des différentes branches.

Même si officiellement les attentes devraient porter sur les six mois à venir, 80% des questions se concentrent sur les trois prochains mois. Selon notre analyse, cet indicateur a en général une avance d'un trimestre sur la production industrielle luxembourgeoise.

¹ http://europa.eu.int/comm/economy_finance/indicators/businessandconsumersurveys_en.htm

² http://europa.eu.int/comm/economy_finance/indicators/businessclimate_en.htm

³ <http://www.ifo.de>

L'indicateur ZEW Konjunkturerwartungen¹

L'information utilisée pour la production de cet indicateur provient d'une enquête (Finanzmarkttest) effectuée mensuellement par le "Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung - ZEW" auprès de 350 analystes financiers allemands (77% auprès de banques, 14% auprès de compagnies d'assurances et de sociétés de capitaux et 9% auprès de grandes entreprises industrielles). L'indicateur correspond au solde des réponses positives et négatives relatives à la question sur l'évolution de la conjoncture en Allemagne dans les six mois à venir.

En moyenne, cet indicateur a une avance de 6 mois sur la production industrielle en Allemagne. On note une avance d'environ trois mois sur la production industrielle luxembourgeoise, mais la corrélation avec celle-ci s'avère relativement faible.

L'indicateur de la BNB²

L'indicateur de l'industrie de la Banque Nationale de Belgique est issu de l'enquête conjoncturelle qualitative effectuée auprès de l'industrie manufacturière en Belgique. Il fait partie du baromètre de conjoncture de la BNB qui incorpore en plus de l'industrie manufacturière la construction et le commerce. Les questions portent sur l'évolution de la production, des commandes sur le marché intérieur et sur le marché international, des

C. Les indicateurs avancés de deux trimestres**L'indicateur composite avancé de l'OCDE⁴**

L'indicateur composite avancé (Composite leading indicator - CLI) est établi mensuellement par l'OCDE pour détecter les points de retournement (pics et creux) de l'activité économique. L'OCDE calcule un tel indice pour tous ses Etats membres ainsi que pour certaines zones géographiques dont la zone euro.

Zone euro

L'indicateur composite avancé de la zone euro se compose des indicateurs des 12 Etats membres, pondérés selon le PIB (Allemagne 32.1%, Italie 21.3%, France 18.5%, Espagne 9.6%, Pays-Bas 4.9%, Belgique 3.6%, Autriche 2.8%, Portugal 2.7%, Finlande 1.7%, Irlande 1.6%, Grèce 1.1%, Luxembourg 0.2%). Les différents indicateurs nationaux se composent à leur tour d'un vaste ensemble d'indicateurs divers (en moyenne six

stocks de produits finis, et les perspectives en matière d'emploi et de demande. L'indicateur retenu est l'indice synthétique brut désaisonnalisé, non lissé.

Cet indicateur précède le PIB belge d'un trimestre et celui de la zone euro de deux trimestres. Ce phénomène s'explique par la structure des exportations belges essentiellement axées sur les produits intermédiaires qui sont supposés réagir à un stade plus précoce du cycle que les produits finis³. On note également la même avance d'un trimestre sur la production industrielle luxembourgeoise, ce qui semble être lié au fait que l'industrie luxembourgeoise présente une structure comparable à celle de l'industrie belge c'est-à-dire riche en produits intermédiaires.

Prévisions pour le quatrième trimestre 2003

L'indicateur allemand du ZEW, avancé d'un trimestre, permettait déjà de tableur sur une légère reprise de la production industrielle luxembourgeoise au troisième trimestre 2003. Les indicateurs de l'IFO et de la BNB par contre affichaient une tendance hésitante et ne faisaient pas preuve du même optimisme. Les perspectives pour le quatrième trimestre 2003 sont pourtant meilleures: les deux indicateurs allemands annoncent une reprise nette et l'indicateur belge, même s'il reste un peu moins optimiste, s'éloigne lentement de son niveau plancher (cf. tableau 2).

indicateurs différents par pays) comme par exemple les commandes, les stocks, les indicateurs de confiance, les indicateurs boursiers, les taux d'intérêts, les immatriculations de voitures, les nuits dans les hôtels etc.

On a retenu l'indicateur exprimé en taux de variation sur 6 mois (moyenne mobile centrée sur 6.5 mois, c'est-à-dire la moyenne des valeurs de 12 mois) qui est beaucoup moins volatile et exprime mieux les points de retournement à venir que l'indicateur brut. En moyenne, les pics du PIB de la zone euro sont observés 9 mois après que les signaux de pics aient été détectés à l'aide du CLI exprimé en taux de variation sur 6 mois. En général, on peut dire que le comportement de cet indicateur précède l'évolution de la production industrielle luxembourgeoise de deux à trois trimestres.

¹ <http://www.zew.de/de/publikationen/Konjunkturerwartungen/konjunkturerwartungenberechnung.php3>

² <http://www.nbb.be>

³ LEBRUN Igor, Bureau fédéral du plan, Bruxelles, "L'économie belge, indicateur avancé du cycle des affaires de la zone euro?", in "La Tribune d'EUREN", European Economic Network, juillet 2002

⁴ http://www.oecd.org/topicstatsportal/0,2647,en_2825_495677_2759269_1_1_1_1,00.html

Luxembourg

L'indicateur que l'OCDE élabore pour le Luxembourg se base sur les indicateurs composites avancés de l'Allemagne et de la Belgique (moyenne pondérée simple). L'indicateur pour la zone euro est cependant mieux corrélé avec la production luxembourgeoise que l'indicateur directement rattaché au Luxembourg.

Le "Purchasing Managers Index" des Etats-Unis¹

Le Purchasing Managers Index des Etats-Unis (PMI-US), élaboré mensuellement par l'"Institute for Supply Management (ISM)", est publié par l'agence Reuters. Il s'agit d'un indicateur pour l'industrie manufacturière aux Etats-Unis. En général, il anticipe bien l'évolution de la production industrielle luxembourgeoise pour le semestre à venir.

Pour son calcul, 400 entreprises industrielles de 20 industries différentes issues de toutes les régions des Etats-Unis sont enquêtées. La pondération de l'indice se fait selon le poids que les différentes entreprises ont dans le PIB des Etats-Unis. Il se compose des réponses à cinq questions, relatives aux nouvelles commandes (pour

30%), au niveau de production (pour 25%), à l'emploi et aux salaires (pour 20%), aux délais de livraisons des fournisseurs (pour 15%) et aux niveaux des stocks (pour 10%).

Un indice supérieur à 42.9% pendant un certain temps indique une augmentation de l'activité économique en général (PIB), un indice inférieur à 42.9% indique une diminution. Un indice supérieur à 50% indique une augmentation de l'activité industrielle, un indice inférieur à 50% indique une diminution. L'écart entre 50% et 42.9% indique la force de l'augmentation de l'activité économique respectivement de la diminution de l'activité industrielle.

Prévisions pour le premier trimestre 2004

Les deux indicateurs les plus avancés, celui de l'OCDE et le PMI américain, prévoient une amélioration de la situation économique dès le quatrième trimestre 2003 pouvant se prolonger jusqu'en 2004 (cf. tableau 2). En effet, le PMI a une valeur moyenne de 48.2% au deuxième trimestre 2003, donc entre les seuils de 42.9% et 50%, ce qui indique habituellement une augmentation de l'activité économique à un rythme plus faible.

Conclusion générale et perspectives

Les indicateurs coïncidents de la Commission européenne notaient tous une activité faible au cours du deuxième trimestre 2003 mais les signaux sont déjà plus positifs que pour le troisième trimestre 2003.

Les indicateurs IFO-Geschäftserwartungen, ZEW Konjunkturerwartungen et celui de l'industrie en Belgique sont des indicateurs avancés qui se prêtent aux prévisions à court terme (à peu près un trimestre en avance). Tous les trois annoncent une reprise pour le quatrième trimestre 2003.

Les indicateurs les plus avancés (deux à trois trimestres) sur la production industrielle luxembourgeoise, l'indicateur composite avancé pour la zone euro de l'OCDE et le Purchasing Managers Index (PMI) pour l'industrie aux Etats-Unis, prévoient également une reprise pour le quatrième trimestre 2003, voire au-delà.

Ainsi, les sept indicateurs indiquent une stabilisation voire une légère augmentation de l'activité industrielle

au troisième trimestre et une reprise plus dynamique vers la fin de l'année 2003 et au début de 2004. Ces informations ont été intégrées de façon qualitative pour la mise à jour des prévisions macro-économiques (cf. pp. 19-22).

Cependant, vu que l'activité industrielle ne compte que pour 10% environ du PIB, la nécessité d'établir un indicateur conjoncturel pour les services se fait cruellement ressentir. Le STATEC, de concert avec certaines associations professionnelles, a lancé un tel projet de collecte d'information. A terme, il est envisagé de construire un indicateur précurseur propre au Luxembourg à l'aide des différents indicateurs conjoncturels nationaux et internationaux. Un tel projet s'inscrit dans un contexte plus large, celui des comptes nationaux trimestriels.

Notons encore qu'un article plus détaillé sur ce sujet paraîtra prochainement dans les séries de publications du STATEC.

¹ <http://www.investopedia.com/offsite.asp?URL=http://www.napm.org/NAPMReport/reportsonbusiness.cfm>

Tableau 2: Évolution et prévisions trimestrielles des indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique pour la zone euro de la Commission européenne	Indicateur du climat économique pour l'industrie luxembourgeoise de la Commission européenne	Indicateur de climat conjoncturel de la Commission européenne	IFO Geschäfts- erwartungen	ZEW Konjunktur- erwartungen	Indicateur pour l'industrie de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé pour la zone euro de l'OCDE	Purchasing Managers Index de l'industrie aux Etats-Unis de l'ISM
moyenne de long terme (janvier 1995 - septembre 2003)	96.5	-6.5	0.1	100.9	40.8	-8.0	2.0	50.9
moyenne trimestrielle des indicateurs conjoncturels								
01T1	99.0	4	0.86	98.60	-6.97	-2.67	-1.61	41.90
01T2	97.7	-14	0.09	94.67	-5.63	-14.13	-2.83	42.67
01T3	96.3	-26	-0.54	93.70	7.73	-15.50	-2.99	46.37
01T4	95.1	-26	-1.09	91.97	16.23	-19.03	-1.53	44.87
02T1	95.6	-29	-0.85	101.13	52.43	-13.63	3.57	52.77
02T2	96.0	-27	-0.39	105.17	68.83	-5.13	6.01	54.40
02T3	95.4	-17	-0.50	100.43	50.67	-8.27	3.89	50.57
02T4	95.3	-17	-0.27	97.20	9.40	-10.80	2.26	51.80
03T1	94.9	-13	-0.41	97.90	15.57	-14.47	0.59	50.20
03T2	94.8	-19	-0.60	97.00	19.47	-21.77	0.87	48.20
03T3	95.0	-15	-0.59	102.57	51.77	-16.03	...	53.40
juil-03	94.6	-19	-0.87	100.30	41.90	-19.30	2.71	51.80
août-03	95.0	-16	-0.48	102.20	52.50	-14.30	3.69	54.70
sept-03	95.4	-9	-0.42	105.20	60.90	-14.50	...	53.70
oct-03	...	...	...	...	60.30	-10.60	...	...

Source: comme indiqué

B. Conjoncture luxembourgeoise

Tableau 3: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume	Chiffre d'affaires en valeur			Résultat brut avant provisions	Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et RE&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques	
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93	
	Taux de variation annuels en %									
1997	5.8	...	17.6	5.9	9.5	20.5	8.6	22.2	9.5	...
1998	8.1	...	3.9	4.4	12.3	28.3	14.3	9.5	8.7	6.6
1999	1.5	...	3.1	6.5	17.8	-16.5	1.2	8.7	11.6	7.4
2000	5.1	3.2	10.4	4.9	17.7	25.6	12.4	11.6	18.1	6.9
2001	3.1	2.0	0.3	3.1	8.4	-1.5	4.3	18.1	11.2	5.8
2002	0.4	2.1	2.3	1.3	4.7	-0.7	0.4	11.2	13.7	6.1
2003 ¹	1.8	-2.2	6.5	-6.7	0.1	-8.1	-2.6	13.7		
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %									
	Taux de variation annuels en %									
T1 01	4.5	0.1	0.8	4.9	14.3	-12.3	15.4	24.4	7.8	7.8
T2 01	-2.6	1.0	2.4	4.9	14.8	2.3	8.0	13.4	7.2	7.2
T3 01	0.2	3.3	-0.3	-0.1	1.6	-0.9	-0.7	25.4	6.6	6.6
T4 01	-0.7	1.1	-1.6	2.9	3.6	-1.5	-3.0	11.3	5.9	5.9
T1 02	0.1	-0.4	2.5	2.9	-0.1	2.2	-2.4	7.5	6.0	6.0
T2 02	3.6	2.7	1.0	0.9	-2.2	-11.0	6.1	12.6	5.6	5.6
T3 02	-3.3	-4.2	1.2	2.8	9.0	-0.7	-0.6	10.5	5.8	5.8
T4 02	1.6	1.2	4.6	-1.0	12.4	5.1	-1.1	13.9	5.9	5.9
T1 03	1.5	-1.0	6.5	-7.8	-0.1	-4.7	0.3	16.0	1.3	1.3
T2 03	-0.3	0.3	6.4	-5.8	0.3	-10.0	-5.3	11.5	...	...

¹ Industrie = 7 mois, Services collectifs et domestiques = 5 mois, autres = 6 mois.

Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

1. Résumé et faits principaux

1.1 Résultats macro-économiques, comptes nationaux et prévisions

Le STATEC publie dans cette Note de conjoncture les résultats révisés du PIB et des principaux agrégats pour les années 1999 à 2002 (cf. tableaux 5 et 6 ainsi que l'annexe statistique). Il s'agit de la deuxième estimation de la croissance en volume du PIB de l'année 2002, après celle publiée en mai 2003. Dans l'ensemble, les chiffres n'ont que peu évolué et confirment l'appréciation conjoncturelle d'il y a six mois.

Les années 2001 et 2002 se distinguent par une croissance faible du PIB, après deux années exceptionnellement dynamiques. Pour 2002 en particulier, la croissance du PIB en volume est estimée à 1.3% contre 1.1% dans la version de mai 2003. Cette révision s'inscrit pleinement dans la marge d'erreur de

mesure et d'observation habituelle pour ce type de grandeurs.

Lors de la dernière NDC, le STATEC avait avancé un taux de croissance du PIB en volume de 1.5% en 2003 et de 2.8% en 2004. Depuis, l'environnement international s'est dégradé et le projet de Budget traduit une politique de dépenses publiques plus prudente que celle que le STATEC avait retenu auparavant. Les nouvelles données, tenant compte de l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels en 2003, laisseraient présager une révision à la baisse de la croissance à la fois pour 2003 et 2004: le PIB en volume augmenterait de 1.2% pour cette année puis de 2% pour 2004 (cf. partie 2, pp.19-22).

1.2 Évolution conjoncturelle récente

Un deuxième trimestre à la traîne

En phase avec l'évolution des autres économies européennes, l'activité économique au Luxembourg a donné des signes de fléchissement sur le second trimestre 2003. Toutefois, sur l'ensemble du premier semestre, la plupart des principaux indicateurs n'ont pas viré dans le rouge, contrairement à ce qui s'est passé dans quelques-uns des pays voisins qui ont été ou sont en récession. Nombre d'indicateurs bien orientés font croire à une variation faible mais positive de l'activité économique, proche de celle notée pour les deux années précédentes.

L'industrie, alors qu'elle affichait une expansion sur le trimestre précédent, a vu sa production se replier de mars à juin (-0.3%), principalement dans le domaine des biens d'équipement qui souffrent d'une modération des investissements à l'échelle européenne.

Dans le domaine de la construction, même si le niveau de production reste globalement élevé, la baisse constatée sur les mois précédents dans le domaine du bâtiment s'est renforcée sur le deuxième trimestre, principalement du fait de la moindre activité dans le non-résidentiel.

Le secteur des transports et communications doit se contenter d'une stagnation globale de l'activité sur le second trimestre et pour l'Horeca, le repli constaté lors du premier trimestre s'est poursuivi sur les mois de printemps.

L'évolution boursière plus favorable à partir du mois d'avril n'a pas encore permis au secteur financier luxembourgeois de se redresser (données jusqu'au 30 juin). A l'instar de nos voisins européens, il se trouve en période de convalescence et doit encore se soumettre à un régime sévère de maîtrise des dépenses, non sans conséquences sur l'emploi qui a poursuivi sa décline dans les banques de la Place.

La baisse d'activité quasi-générale sur le second trimestre se confirme aussi au niveau des résultats de la balance des paiements, les exportations de biens et de services affichant un net recul sur la période.

Des perspectives améliorées pour le second semestre

L'opinion des acteurs économiques de la zone euro sur les perspectives de croissance connaît un regain d'optimisme sur les derniers mois. Même si pour l'instant il existe peu de résultats tangibles d'une éventuelle reprise, cette

évolution constitue un terrain fertile au développement car une confiance accrue peut se traduire par des décisions d'investissement ou de consommation.

Comme pour l'ensemble de la zone euro, la production industrielle du Luxembourg s'est orientée nettement à la hausse sur le mois de juillet. Et les résultats des enquêtes d'opinion auprès des industriels luxembourgeois laissent présager d'un assez bon troisième trimestre.

Les perspectives de la construction semblent peu réjouissantes dans le non-résidentiel, la situation économique relativement fébrile laissant peu d'espoirs de gros investissements de la part des entreprises (notamment du secteur financier) dans l'immobilier à court terme. Pour la construction liée à l'habitat en revanche, on assiste depuis plusieurs mois à une hausse soutenue des autorisations de bâtir et des crédits. La demande en logements toujours très forte se concrétise par des décisions d'investissement de la part des ménages, favorisées par des taux d'intérêts très faibles.

Certains services marchands, principalement ceux fournis aux entreprises, continuent aussi, bon an mal an, à voir leurs résultats progresser tant en termes de chiffres d'affaires qu'en emplois.

Les inquiétudes des professionnels luxembourgeois du secteur financier face au projet de loi d'amnistie fiscale en Belgique se sont quelque peu dissipées, celui-ci devant être modifié substantiellement dans un sens plus favorable à leurs attentes. Ceci devrait leur permettre de mieux se concentrer sur les défis liés à la mise en place de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne.

Au niveau du marché du travail, la croissance de l'emploi semble se stabiliser autour de 2% en rythme annuel, alors qu'elle était en forte diminution depuis 2001. Cette croissance reste insuffisante dans le sens où elle ne permet pas d'empêcher la hausse du taux de chômage. Ce dernier continue à augmenter mais ne se situe plus dans une phase d'accélération.

Enfin, l'inflation et la progression des coûts salariaux restent à des niveaux qui s'alignent sur ceux de la zone euro, ce qui représente un gage de stabilité vis-à-vis de l'environnement international. Citons néanmoins une inflation sous-jacente qui tarde à se replier, alimentée notamment par la tranche indiciaire échue en août.

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

	avr-03	mai-03	juin-03	juil-03	août-03	sept-03	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire								
Prix, salaires								
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	1.9	1.8	1.6	2.0	2.1	1.9	2.0
Inflation sous-jacente	2.1	2.1	2.0	1.7	2.0	2.2	2.0	2.4
Prix pétroliers	4.9	-1.8	-3.7	-0.9	0.0	0.2	-0.2	-6.9
Indice des prix à la production industrielle	1.8	2.5	2.1	0.4	0.3	...	0.9	-0.8
Indice des prix à la construction ¹	.	.	.	.	.	.	2.5	3.0
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.8	1.8	2.2	...	...	...	2.6	1.7
Commerce extérieur								
Exportations de biens en volume ²	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens en volume ²	...	...	...	...	...	...	...	...
Emploi, chômage								
Emploi salarié intérieur	2.0	1.8	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.8
Emploi national	1.0	0.9	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.4
Taux de chômage (en % de la population active)	3.6	3.6	3.5	3.6	3.6	3.9	3.7	2.9

Source: STATEC

¹ Données seulement disponibles trimestriellement; 2003 premier trimestre (estimation)

² Pour des raisons techniques, la publication des résultats des valeurs unitaires à l'exportation et à l'importation est suspendue. Les évolutions "en volume" des exportations et importations de biens le sont donc également.

2. Prévisions macro-économiques 2003-2004: une mise à jour

Antécédents

Les dernières prévisions du STATEC datent de mai/juin 2003; elles ont été publiées en juillet dans la NDC 2-03. Le STATEC avait alors misé, dans son scénario central, sur une hausse en volume du PIB du Luxembourg de 1.5% en 2003 et de 2.8% en 2004. Ces prévisions étaient basées sur les hypothèses en matière d'environnement international de la Commission européenne et de l'OCDE datant de mars/avril de cette année. Depuis, l'environnement international s'est substantiellement dégradé. Anticipant ce risque, le STATEC avait simulé un scénario alternatif plus défavorable (NDC 2-03), amputant la croissance du PIB du Luxembourg de 0.2 et 0.3 points de % en 2003 respectivement 2004, par rapport au scénario central évoqué. Le STATEC avait alors indiqué que la croissance pourrait être plus faible, soit autour de 2.5% en 2004.

Si les signes avant-coureurs d'une reprise semblent se confirmer, le rythme de croissance potentiel des économies de l'UE15 ne devrait pas pouvoir être atteint avant le deuxième semestre 2004. Aussi, une révision supplémentaire à la baisse des perspectives de croissance pour l'économie luxembourgeoise s'impose-t-elle.

Un deuxième élément, domestique celui-là, concerne les données du Budget de l'Etat (Budget en exécution, projet de Budget 2004). La politique de maîtrise de l'évolution des dépenses publiques nécessite une mise à jour des prévisions. Enfin, des ajustements ont été apportés aux prévisions en vertu de l'évolution des indicateurs conjoncturels mensuels disponibles pour 2003. A titre d'exemple, si le ralentissement de l'emploi se poursuit, la décélération est moins accentuée qu'escompté il y a quelques mois encore. Il faut donc en tenir compte.

Les modifications apportées aux variables exogènes

Conjoncture internationale

Les principales organisations internationales prévoient une hausse du PIB en volume de la zone UE15 de 0.5% en 2003 et de légèrement moins de 2% en 2004. En conséquence, le STATEC a révisé à la baisse ses hypothèses en matière de demande internationale. Celle-ci perdrait ainsi près de 2 points de % en 2003 et encore une fois légèrement plus d'un point en 2004 (cf. tableau 7). La demande internationale, qui tire les exportations du Luxembourg, augmenterait de quelque 2% en 2003 et de 5% en 2004.

Les hypothèses en matière de taux de change et de prix pétroliers ont également été revues. Le STATEC admet un taux de change de 1.12 resp. 1.13 USD pour un EUR (2003 et 2004) contre 1.07 encore il y a quelques mois.

Il s'agit d'une hypothèse technique qui se base sur l'évolution des cours en septembre 2003. Les hypothèses en matière de prix pétroliers ont été adaptées pour tenir compte de la hausse des prix pétroliers en 2003: 28.1 USD/baril au lieu des 26.3 retenus précédemment. Ces évolutions en sens contraire se compensent à peu de choses près pour 2003.

Finances publiques

Le Budget en exécution pour l'année 2003, tel que notifié à la Commission européenne dans le cadre de la "procédure pour déficit excessif", comporte une évolution moins forte de la consommation publique. Cette dernière a donc été révisée à la baisse, d'environ 1%. L'évolution de la masse salariale, par contre, a été légèrement revue à la hausse (+0.4%).

Le projet de Budget 2004, déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés en septembre, traduit la volonté d'une maîtrise de l'évolution des dépenses publiques. Ces dernières seraient moins dynamiques que par le passé. Cette inflexion nécessite un ajustement à la baisse par rapport aux prévisions du mois de juin. L'hypothèse centrale concerne l'évolution des dépenses de consommation intermédiaire et finale des trois composantes du secteur public (administration centrale, locale et sécurité sociale): contre une hausse escomptée de quelque 8% (en termes nominaux), il faut prévoir une progression de quelque 5.5%. L'évolution des salaires moyens ne pouvant être adaptée à court terme, les ajustements devraient porter sur la création d'emplois dans les services non-marchands. Le STATEC a prévu une hausse de 0.5% des effectifs en 2004, contre +2% retenus précédemment.

La formation de capital fixe du secteur public, qu'il convient de cerner par les "achats" de biens en capital *neufs*, hors transactions sur biens existants, augmenterait encore de quelque 8% en volume en 2004. Signalons que les données budgétaires utilisées par le STATEC sont formatées selon les normes de la comptabilité nationale (SEC 95).

D'une manière générale, en dépit d'une révision à la baisse de l'évolution des dépenses publiques pour 2003 et 2004, le Budget de l'Etat peut être qualifié d'expansionniste car il laisse jouer, du moins partiellement, les stabilisateurs automatiques, soutenant ainsi la conjoncture. Cette impulsion budgétaire se traduit par une variation très appréciable du solde des Administrations publiques, qui affichait un excédent de quelque 6% du PIB en 2000 et 2001, se transformant en un solde négatif, dont l'ampleur (au sens du SEC 95) n'est pas encore connue avec précision pour 2004.

Secteur financier

Le STATEC était délibérément prudent en ce qui concernait l'évolution du secteur financier lors des prévisions d'été. Cette trajectoire défensive est maintenue pour 2003: les informations disponibles à ce jour pour ce qui est de l'évolution des cours boursiers, des actifs nets gérés par les OPC au Luxembourg et des commissions nettes perçues par les banques incitent à revoir à la baisse l'évolution *nominale* des exportations de commissions, alors que l'évolution en *volume* est maintenue à +1%. Le STATEC prévoit maintenant une baisse de 2% contre précédemment une hausse de 3%. Pour 2004, on prévoit une légère accélération des exportations de commissions (en volume) en raison des perspectives économiques générales améliorées (matérialisation de la reprise).

Autres modifications

Début octobre, nombre de données conjoncturelles mensuelles sont déjà disponibles pour 2003: généralement, on connaît deux trimestres de données relatives à l'activité des branches et aux relations extérieures et trois trimestres de données relatives aux prix et au marché du travail. Ces informations permettent de "rectifier le tir" du début de l'été. Ainsi, l'évolution des exportations de biens et de services non-financiers a été légèrement revue à la baisse. Pour ce qui est du marché du travail, les informations quantitatives disponibles révèlent une certaine résistance à la baisse – voire au ralentissement – des créations d'emplois et une hausse plus prononcée du chômage. Nous avons par ailleurs considéré les données disponibles en matière de prix à la consommation (pas de changement majeur des prévisions) et de salaires (surtout une hausse légèrement plus forte en 2003).

Principaux résultats, 2003 et 2004

Activité, emploi et chômage

Le STATEC s'attend toujours à une évolution du PIB légèrement au-dessus de 1% en volume en 2003, après une hausse de 1.3% en 2002. Il s'agit d'une performance respectable dans la mesure où la moitié des principaux partenaires commerciaux du Luxembourg sont en récession ou en stagnation et que l'économie domestique est toujours en train de digérer les séquelles de l'important choc négatif subi par le secteur financier.

La dégradation de l'environnement international a causé une révision à la baisse de cette croissance de 0.5%, le moindre dynamisme budgétaire quant à lui de 0.2% (cf. tableau 7). La bonne tenue de la consommation des ménages et de l'activité dans diverses branches plaident en faveur d'une conjoncture stable plutôt qu'en perte de vitesse par rapport à 2002.

Cette bonne tenue de certaines branches exportatrices (industrie) et domestiques (commerce, divers services aux entreprises et aux ménages) semble être à l'origine également de la plus forte résistance de l'emploi. Ce dernier poursuit bien son ralentissement mais de façon moins prononcée que prévu encore il y a quelques mois. Le STATEC table sur une hausse moyenne de l'emploi intérieur de 1.7% en 2003 contre 1.4% précédemment.

En 2004, la conjoncture nationale subirait davantage l'effet de la révision à la baisse des dépenses publiques par rapport au scénario d'été. Les chiffres figurant dans le projet de Budget engendreraient une révision à la baisse de la croissance du PIB de 0.6%. Cet effet est de nature purement mécanique et ne tient pas compte d'une éventuelle modification du comportement des agents économiques face aux changements de la politique budgétaire¹. Il s'explique dans son ampleur par la part des dépenses publiques (consommation et investissement) dans le PIB (quelque 22% en moyenne de 1985 à 2002²). Il aurait des répercussions sur d'autres branches domestiques comme la construction et certains services.

Ajoutant à cela la révision à la baisse de la croissance due à l'environnement mondial plus défavorable, le PIB devrait augmenter de quelque 2% en volume en 2004. Rappelons que le STATEC avait encore prévu au printemps une hausse de 2.8% dans son scénario central et de 2.5% dans son scénario alternatif plus défavorable.

Ainsi faut-il prévoir également une évolution plus défavorable de l'emploi en 2004 et une hausse plus importante du chômage. L'emploi total intérieur devrait revenir à quelque +1% en hausse annuelle moyenne en 2004 et le chômage (enregistré, au sens strict) passer à plus de 4% de la population active. En tout, la hausse du chômage ne devrait pas être enrayée en 2004. En effet, empiriquement, sur base des chiffres observés sur le passé et sans changement de la politique économique, il faudrait une hausse de 3.5% au moins des créations d'emplois intérieures pour faire reculer le chômage (cf. encadré page 56). Or une telle performance semble hors de portée l'année prochaine...

Prix et salaires

Le STATEC n'a pas apporté de modifications majeures aux variables prix et salaires relatives à l'économie luxembourgeoise. L'évolution prévue du coût salarial moyen pour 2003 a été revue légèrement en hausse: on s'attend maintenant à +2.6%. La révision à la baisse de la productivité (moins de croissance, plus d'emplois) a toutefois engendré une détérioration du coût salarial unitaire.

¹ Les économistes distinguent entre effets budgétaires de type keynésien et non-keynésien. Dans le dernier cas, l'impact du multiplicateur des dépenses peut être faible voire nul.

² Ainsi, une révision à la baisse de la croissance des dépenses publiques de 1% entraîne une révision à la baisse de 0.2% de la croissance du PIB. Il convient toutefois de tenir compte de la proportion importée de la consommation et de l'investissement public – faible il est vrai – qui tempère quelque peu cet effet négatif.

On s'attend à une hausse de celui-ci dans le secteur privé non-financier de 3.6% en 2003 au lieu des 3.1% retenus précédemment.

Avec une inflation de près 2% en 2003 et en 2004, la prochaine tranche indiciaire échoirait début 2005. L'incidence de l'échelle mobile sur les salaires serait toutefois encore considérable en 2004 (+1.4%) en dépit de la non-occurrence d'une indexation et ne baisserait substantiellement qu'en 2006, après la disparition des conséquences de la tranche de début 2005.

Perspectives pour 2005 et au-delà

Les perspectives à moyen terme d'une économie doivent se déterminer par rapport à sa croissance potentielle. Une étude publiée dans la NDC 2-03 avait exposé la méthode d'estimation de la croissance potentielle. Selon le STATEC, le taux de croissance du PIB potentiel de l'économie luxembourgeoise se situerait entre 4% et 4.5% (en volume). L'économie luxembourgeoise peut, à moyen terme, retrouver le chemin d'une croissance aussi favorable. Lors des prévisions d'été 2003 - qui sont donc revues dans cette NDC - la croissance du PIB en volume est estimée à 3.5% en 2005. Cette trajectoire induirait une croissance proche du potentiel en 2006.

Rien n'exclut le retour à une croissance plus vigoureuse de l'ordre de 4% voire plus en 2006. Les prévisions pour la période 2005-2006 seront révisées ultérieurement, lorsque seront connues avec plus de précision, entre autres, les dépenses publiques inscrites au "programme de stabilité" requises par le Pacte du même nom.

D'autre part, la faiblesse de l'activité économique (croissance moyenne entre 1% et 1.5% de 2001-2004) au Luxembourg détériore la "compétitivité-coût". Ainsi, d'après nos prévisions actuelles, la productivité du travail diminuerait encore en 2003 (3 années de baisse) avant de progresser à partir de 2004 et l'évolution du coût salarial unitaire resterait défavorable au moins jusqu'en 2005. En effet, la lenteur de la décrue de l'inflation fait en sorte que l'intervalle entre deux tranches indiciaires n'est pas assez étendu pour donner aux entreprises un vrai répit en matière de coût du travail.

Enfin, même si l'économie luxembourgeoise retrouve à moyen terme une croissance forte du PIB, proche de son potentiel, il en faut bien plus pour faire diminuer le chômage. Le seuil de création d'emplois de +3.5%, condition nécessaire pour une baisse du chômage sur base de l'évolution observée par le passé, se traduit par un seuil de croissance du PIB de 5%-6% en volume, soit une progression bien supérieure à la croissance potentielle. L'économie luxembourgeoise n'a enregistré un tel rythme de croissance qu'au cours de la deuxième moitié des années '90, au plus fort de l'expansion du secteur financier, caractérisée par la bulle spéculative des marchés boursiers. Actuellement, tout indique que le chômage "au sens strict" devrait approcher les 4.5% de la population active en 2006 tandis que le taux de chômage "au sens large", c.-à-d. y compris les personnes en mesure, pourrait atteindre 6%.

Tableau 5: Évolution macro-économique, 2003-2004

	1985-2002	2001	2002	2003	2004
	Taux de croissance en % (ou spécifié autrement)				
<i>Principales variables exogènes</i>					
Demande mondiale (biens et services en volume, moyenne)	5.2	1.1	-0.6	2.2	5.2
PIB UE15	2.3	1.6	1.1	0.5	1.9
VAB services non-marchands	3.9	4.1	2.5	2.8	2.3
Secteur bancaire: exportations de commissions	16.0	-0.4	-2.6	1.0	3.0
Services d'intermédiation financière	5.9	3.7	-1.1	-1.0	3.0
Prix pétroliers (USD/baril)	...	24.4	24.9	28.1	25.7
Taux de change (1 EUR= ... USD)	...	0.90	0.95	1.12	1.13
<i>Principales variables endogènes</i>					
PIB (vol.)	5.6	1.2	1.3	1.2	2.0
Consommation finale des ménages et ISBLSM	3.7	4.5	2.3	1.6	1.9
Consommation finale des administrations publiques	5.1	7.0	4.2	3.8	2.1
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	7.9	10.1	-1.4	0.5	1.9
Exportations de biens et services	7.7	2.6	-0.3	1.6	3.7
Importations de biens et services	7.2	4.8	-1.6	2.0	3.9
PIB (Mrd. EUR courants)	...	21.99	22.40	23.04	24.15
Emploi total intérieur	3.4	5.6	3.1	1.7	1.1
Emploi salarié intérieur	3.8	6.0	3.3	1.8	1.1
Prix à la consommation (déflateur comotes nationaux)	2.4	3.3	2.3	2.0	1.8
Echelle mobile des salaires	2.2	3.1	2.1	2.1	1.4
Coût salarial moyen	4.1	3.7	3.2	2.6	2.1
Taux de chômage (inscrit ADEM) ¹	2.1	2.6	3.0	3.8	4.1

Source: STATEC, ADEM, IGSS (1985-2002: chiffres observés; 2003-2004 prévisions)

¹ En % de la population active

Tableau 6: Évolution macro-économique 2003-2004, (écarts par rapport aux prévisions antérieures, publiées dans la NDC 2-03)

	1985-2002	2001	2002	2003	2004
	Différentiel de taux de croissance (en points de % ou spécifié autrement)				
<i>Principales variables exogènes</i>					
Demande mondiale (biens et services en volume, moyenne)	.	.	.	-1.8	-1.1
PIB UE15	.	.	.	-0.8	-0.5
VAB services non-marchands	.	.	.	-0.6	-0.6
Secteur bancaire: exportations de commissions	-0.2	-2.2	-0.7	.	2.0
Services d'intermédiation financière	-0.4	-1.2	.	.	.
Prix pétroliers (USD/baril)	.	.	.	1.8	1.6
Taux de change (1 EUR= ... USD)	.	.	.	0.04	0.06
<i>Principales variables endogènes</i>					
PIB (vol.)	.	.	0.1	-0.3	-0.8
Consommation finale des ménages et ISBLSM	.	.	-0.6	0.3	.
Consommation finale des administrations publiques	.	0.5	-1.1	-0.9	-2.1
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	0.3	5.3	0.3	-0.9	-2.3
Exportations de biens et services	.	-0.8	0.2	-0.3	-0.2
Importations de biens et services	.	-0.6	-0.3	-0.3	-0.3
PIB (Mrd. EUR courants)	.	-0.1	0.1	-0.1	-0.2
Emploi total intérieur	.	.	.	0.3	-0.2
Emploi salarié intérieur	.	.	.	0.3	-0.2
Prix à la consommation (déflateur comptes nationaux)	.	0.1	-0.1	0.1	0.2
Echelle mobile des salaires
Coût salarial moyen	.	-0.3	0.1	0.3	0.1
Taux de chômage (inscrit ADEM) ¹	.	.	.	0.2	0.3

Source: STATEC, ADEM, IGSS

¹ En % de la population active

Tableau 7: Impact des révisions des hypothèses exogènes d'automne 2003 sur la croissance du PIB

	2003	2004
	En points de %	
Taux de croissance en volume du PIB		
Prévisions été 2003 (scénario central)	1.5	2.8
Prévisions automne 2003	1.2	2.0
Différentiel ²	-0.3	-0.8
Impacts des différents scénarios sur la croissance du PIB en volume		
Ajustements conjoncturels et autres ¹	0.4	0.0
Conjoncture internationale	-0.5	-0.3
Politique budgétaire	-0.2	-0.6
Secteur financier	0.0	0.2
Total ²	-0.3	-0.7

Source: STATEC

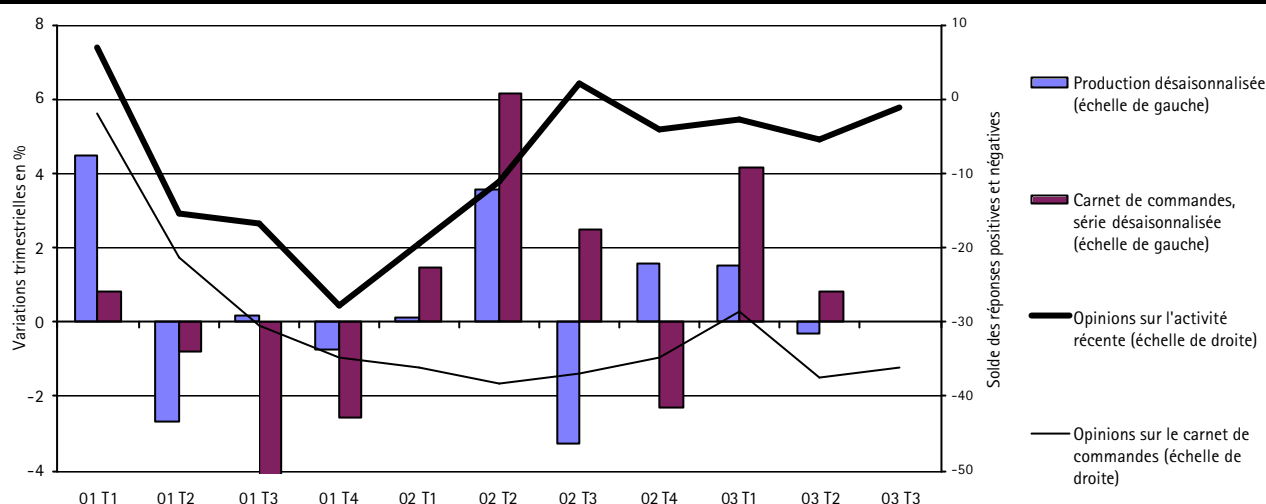
¹ Mise en cohérence des chiffres prévisionnels avec les dernières statistiques conjoncturelles, ajustements divers

² Différence resp. somme arithmétique simple (les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des interactions entre les variables lors de la simulation simultanée des trois chocs)

3. Activité sectorielle

3.1 Industrie

Graphique 8: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Production industrielle

Après deux trimestres consécutifs de hausse, la production industrielle par jour ouvrable a de nouveau décroché au deuxième trimestre 2003. Considérant les valeurs ajustées des variations saisonnières, le deuxième trimestre marque ainsi un recul de 0.3% (-1.2% sur un an) après avoir progressé de 1.5% sur chacun des deux trimestres précédents. Ce résultat, bien que décevant, traduit plus une stabilité qu'une débâcle: la baisse annuelle notamment doit être relativisée par le fait que le 2^{ème} trimestre 2002 avait été particulièrement bon (voir graphique 8).

Les commandes nouvelles, particulièrement élevées lors du 1^{er} trimestre 2003, se sont tassées entre avril et juin; le recul est assez net pour celles rattachées à l'Union européenne (-4.5% sur un an), tandis que les commandes extra-communautaires ont fait preuve d'un certain maintien.

Le résultat sur les sept premiers mois de l'année se solde au total par un accroissement de la production industrielle de 1.8% (2.6% hors sidérurgie) par rapport à la même période de l'année passée.

Le coût salarial unitaire dans l'industrie, régulièrement orienté à la baisse sur les quatre trimestres précédents, remonte légèrement (+1.2% sur un an) et témoigne d'une dégradation de compétitivité sur le second trimestre. Les importants gains de productivité engrangés sur les trimestres antérieurs (de l'ordre de 5% en moyenne et en variation annuelle) n'ont pu se réitérer: ils

se réduisent à 0.3% sur le deuxième trimestre 2003. A l'issue du mois de juillet (et en cumul depuis janvier), le coût salarial unitaire dans l'industrie se contracte toutefois de 1.9% par rapport à 2002.

En comparaison, au niveau européen (données de source Eurostat), on retrouve sensiblement la même évolution en termes d'activité: la production industrielle de la zone euro a baissé au deuxième trimestre 2003, plus fortement qu'au Luxembourg avec un retrait de 0.6% alors qu'elle avait connu une légère hausse sur les premiers mois de l'année.

Évolution des différentes activités industrielles

Au cours du deuxième trimestre 2003, c'est principalement dans le secteur des biens d'équipement que l'activité a régressé: la production baisse d'environ 7%, que ce soit par rapport l'année passée ou par rapport au 1^{er} trimestre 2003 (il s'agit du niveau le plus faible atteint depuis 1997).

Sur l'ensemble du premier semestre 2003, onze branches sur dix-huit enregistrent une évolution négative de l'activité par rapport à la même période de l'année précédente. Les baisses les plus prononcées ont été notées pour l'industrie extractive (-19.2%), la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-11.0%), la fabrication de verre et de céramiques (-5.5%), la transformation de matières plastiques ainsi que la sidérurgie (-5.0%). Dans sept branches, l'activité a été en hausse. Parmi celles-ci, il convient de relever la branche "Fabrication de matériel de transport et autres industries"

(+25.1%), l'énergie (+18.1% dus notamment aux effets de la libéralisation des marchés) et l'industrie du papier, du carton, de l'édition et de l'imprimerie (+15.2%).

Au niveau de la sidérurgie, d'après le dernier rapport publié par Arcelor concernant l'activité au premier semestre, le groupe (dont le siège est établi au Luxembourg) présente des chiffres relativement bons: bénéfice net et résultat opérationnel sont en hausse, conséquences annoncées d'une stratégie "priviliégiant les marges aux volumes", en rupture avec la politique de "concurrence par les prix" qui prévaut au niveau mondial. L'activité sidérurgique localisée au Luxembourg en revanche se trouve en porte-à-faux: la hausse du prix de la ferraille (supérieure à 30% lors du premier trimestre), le matériau de base pour le recyclage de l'acier dans les fours électriques du Grand-Duché, a pesé fortement sur la rentabilité de ces installations.

Enquêtes d'opinion

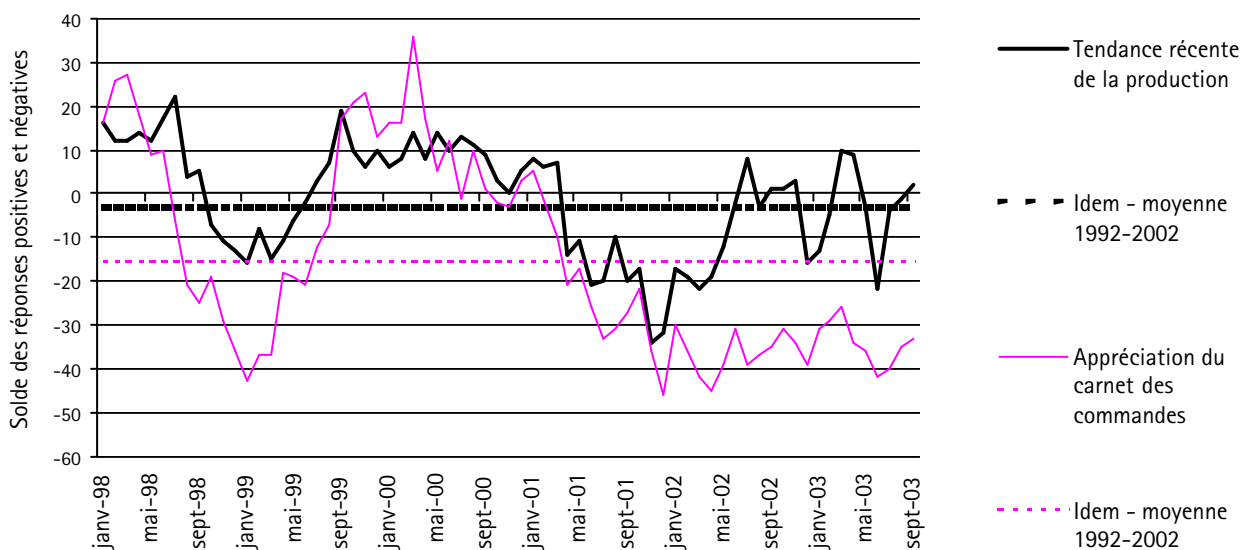
Les réponses des industriels concernant l'activité dans le cadre des enquêtes de conjoncture avaient bien anticipé une baisse d'activité sur le deuxième trimestre. Les données récentes (septembre 2003) issues de ces enquêtes permettent donc d'espérer une reprise de l'activité industrielle sur le troisième trimestre 2003, ce que n'infirmant pas les résultats de juillet avec un gain de 5% de la production, comparé à juillet 2002. Malgré une opinion sur les carnets de commandes qui demeure à un niveau relativement bas (mais stable), le sentiment des industriels quant à l'évolution de la production s'oriente de nouveau à la hausse depuis le mois de juillet. Cette amélioration ne bénéficie cependant pas à l'évolution globale de l'emploi dans l'industrie, les perspectives demeurant stables à ce sujet.

Tableau 8: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	1992-2002			2002			2003
	Moyenne	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Industrie							
Activité récente	-3.3	-11.0	2.0	-4.0	-2.7	-5.3	-1.0
Carnet des commandes	-15.7	-38.3	-37.0	-34.7	-28.7	-37.3	-36.0
Activité des prochains mois	-3.2	-8.3	4.3	-10.0	-5.3	-17.0	-7.0
Construction							
Activité récente	-23.9	0.0	-19.0	-49.3	-70.3	-29.3	-23.3
Insuffisance de la demande (en % de réponses)	14.4	11.0	0.0	13.0	41.3	38.3	24.7
Carnet des commandes	-30.2	-18.7	-26.7	-53.3	-67.0	-54.0	-44.3
Durée de production assurée (mois)	4.3	4.5	4.4	3.9	3.6	3.6	3.7

Source: STATEC

Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie



Source: STATEC

3.2 Construction

Tableau 9: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable

	Année					2002			2003		
	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %					
Construction	...	3.2	2.0	2.1	-2.2	-0.4	2.7	-4.2	1.2	-1.0	0.3
Bâtiment et génie civil ²	3.8	4.4	4.4	3.6	-4.7	-0.3	4.0	-7.0	2.0	-3.7	1.6
Bâtiment	-2.7	5.2	13.0	3.0	-11.4	-1.8	6.0	-5.2	-2.8	-9.3	1.9
Génie civil	10.9	3.6	-4.0	4.2	2.5	-0.1	1.6	-7.5	6.3	1.6	1.1
Autres	...	2.1	-0.3	0.7	1.8	-0.6	1.3	-1.1	0.4	1.8	-0.9

¹ Construction et Autres= 6 mois. Bâtiment et Génie civil= 7 mois.

² Les sous-indices du bâtiment et du génie civil ne sont pas additifs.

Source: STATEC

Production

L'activité dans le secteur de la construction a légèrement progressé au second trimestre 2003: la production par jour ouvrable enregistre un modeste gain de 0.3% par rapport au 1^{er} trimestre. Ce résultat ne peut cependant masquer la tendance au ralentissement du secteur dans son ensemble. En effet, le premier trimestre de l'année se positionnait déjà en recul au regard des résultats de 2002 (-0.8%). L'écart se creuse encore plus au deuxième trimestre: la baisse d'activité est de 3.4% en variation annuelle. Sur l'ensemble du premier semestre 2003, le secteur de la construction accuse une perte de 2.2% par rapport à 2002.

L'évolution des différents secteurs (bâtiment, génie civil, autres métiers de la construction) est certes disparate mais une tendance "lourde" demeure, à savoir la dégradation de l'activité dans le bâtiment. Les résultats cumulés sur les 7 premiers mois se situent nettement en deçà des niveaux de 2002 (d'environ 11%) ou 2001 (de plus de 5%), deux années certes bonnes, voire excellentes. En conclusion, le niveau d'activité reste globalement élevé mais la période de frénésie semble sur le point de s'achever. De plus, les perspectives dans le domaine du bâtiment ne suscitent pas réellement l'enthousiasme. Les "gros" chantiers d'aujourd'hui résultent encore en partie de décisions prises avant que les investisseurs ne perçoivent le retournement de conjoncture qui s'est opéré en 2001-2002. Ce décalage pourrait à terme se faire ressentir plus fortement.

Demande et prix

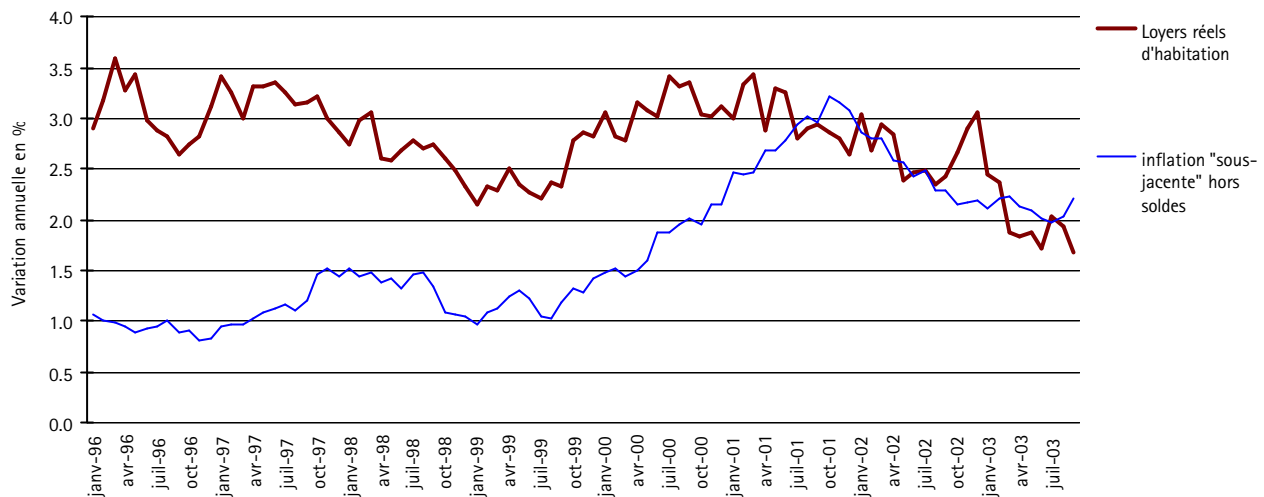
Les autorisations de bâtir délivrées d'avril à juin 2002 confirment la tendance observée au 1^{er} trimestre: si les constructions autorisées progressent pour le résidentiel

(maisons individuelles et maisons à appartements), on assiste en revanche à un très large recul du non-résidentiel.

La demande des ménages reste toujours soutenue pour l'habitat, stimulée par des taux d'intérêt faibles, et se concrétise par l'augmentation des autorisations de bâtir relatives aux logements en appartements (+23.9% en terme de volume bâti sur les six premiers mois), bien plus que pour les maisons individuelles (-9.4% sur la même période). Le nombre de logements concernés par ces autorisations, en maison ou en appartement et toujours sur les six premiers mois de l'année, s'élève à 1 343 unités soit 2.4% de plus qu'en 2002. Concernant les crédits aux ménages, toujours en progression, notons cependant que les critères d'octroi se sont durcis (voir chap. 3.7, p. 35): les banques jugent notamment que le niveau élevé des prix du marché du logement, dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas, pousse les débiteurs à s'endetter fortement au risque de connaître des problèmes de remboursement en cas de hausse des taux, la majorité des prêts se caractérisant par un taux d'emprunt révisable.

L'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003 est en augmentation de 1.1% par rapport à octobre 2002 (+2.2% sur un an), ce qui constitue un net ralentissement par rapport aux années 2002 (+2.6%) ou 2001 (+4.6%).

Au niveau des loyers réels d'habitation, tels qu'ils apparaissent dans l'indice des prix à la consommation, on assiste aussi à un freinage de la progression, peut-être dû à une conjoncture économique moins favorable: sur les derniers mois, la hausse en rythme annuel passe en dessous des 2% (voir graphique 10), c'est-à-dire un niveau inférieur à l'inflation sous-jacente.

Graphique 10: Loyers réels d'habitation (IPCN)

Source: STATEC

Les loyers dans l'immobilier de bureau sont quant à eux orientés à la baisse (-3.3% sur le premier trimestre de l'année), et les prévisions du courtier immobilier Jones Lang LaSalle tablent sur une baisse d'environ 10% sur l'ensemble de l'année 2003. Cette évolution est justifiée¹ par la forte diminution des volumes de prise en occupation par le secteur bancaire, un phénomène observable par ailleurs dans d'autres pôles financiers en Europe. L'augmentation de la demande publique, essentiellement liée à l'élargissement de l'Union européenne et par conséquent à des besoins supplémentaires en infrastructures au Luxembourg, permet (pour le moment) de limiter, mais pas de compenser, cet effet négatif.

Génie civil et autres métiers de la construction

Pour le génie civil, secteur moins dépendant de l'évolution économique, l'activité s'est bien reprise au deuxième trimestre 2003, après avoir piétiné en début d'année. La production par jour ouvrable affiche ainsi un gain par rapport à 2002 de 2.5% sur les 7 premiers mois de l'année.

Les dernières données disponibles (juin 2003) concernant les autres métiers de la construction (corps de métier de la toiture, des installations techniques et du

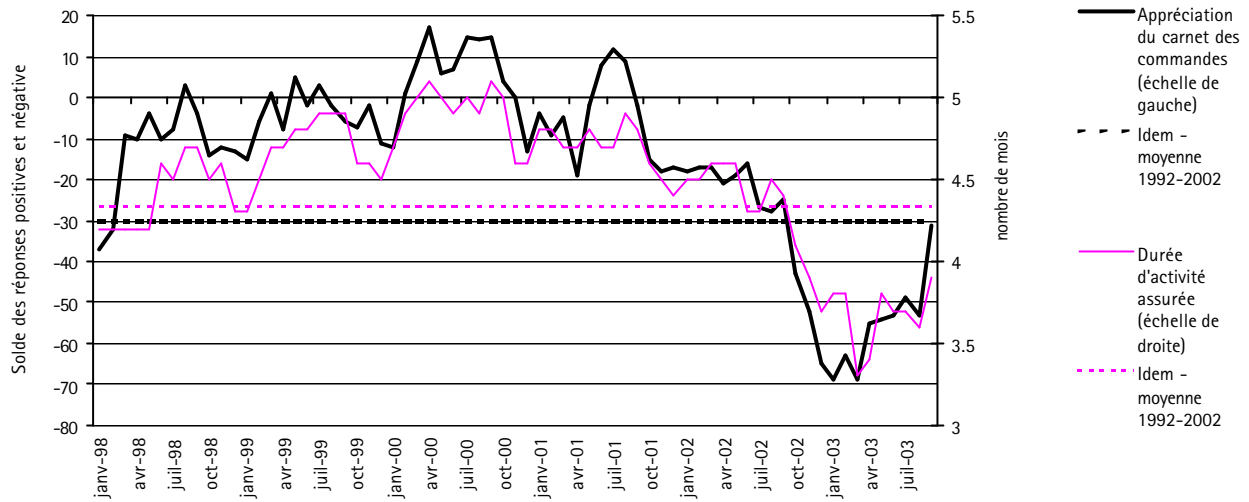
parachèvement), marquent une croissance de 1.8% sur les six premiers mois de 2003. On constate cependant une perte de vitesse sur le deuxième trimestre. Etant donné le lien fort entre ces métiers et l'évolution générale dans le bâtiment, on peut s'attendre à moyen terme à une situation moins favorable en terme de volume d'activité.

Enquêtes d'opinion

Sur les trois premiers trimestres de 2003, la part de ceux qui jugent leur carnets de commandes élevé par rapport à ceux qui le jugent faible a diminué de plus de moitié par rapport à 2002. Les derniers résultats de l'enquête de septembre marquent quand même une légère reprise (tout en considérant la hausse "saisonnnière" liée à la rentrée et aux retours de congé collectif) par rapport au fort pessimisme qui caractérise les réponses depuis le second semestre 2002. Plusieurs entreprises, du génie civil mais aussi du bâtiment résidentiel et non-résidentiel, ont apparemment bénéficié de commandes assez importantes et revu à la hausse en septembre leurs perspectives d'activité. Cependant, il faudra attendre les résultats des prochaines enquêtes pour que se confirme ce regain d'optimisme. En tout état de cause, les résultats dans leur ensemble demeurent encore inférieurs aux niveaux des années précédentes.

¹ Jones Lang LaSalle, communiqué de presse du 19 septembre 2003 (www.joneslanglasalle.lu).

Graphique 11: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction



Source: STATEC

3.3 Commerce

Le secteur du commerce confirme sa bonne santé au fil des mois. Considérant les chiffres d'affaires en volume, le deuxième trimestre 2003 affiche une progression annuelle des résultats comparable à celle du trimestre précédent: +6.1% pour la vente et réparation automobile, +7.2% pour le commerce de gros et +3.2% pour le commerce de détail.

Pour le commerce automobile, mis à part le commerce de motocycles (-16.3% sur le premier semestre 2003), tous les domaines connaissent une croissance considérable. Les ventes de véhicules progressent de 9.0% sur les six premiers mois, ce qui ne reflète pas forcément un appétit de consommation sur le marché intérieur. Les immatriculations de véhicules neufs diminuent en effet légèrement sur la même période (-0.7%). L'accroissement des ventes de véhicules à destination des non-résidents pourrait justifier cette évolution, ce que semblent confirmer les chiffres du commerce extérieur. Les ventes de carburants continuent sur le même sentier de croissance que lors des mois précédents, réalisant à l'issue du mois de juin un gain de l'ordre de 9% par rapport aux résultats de 2002. Enfin, on notera la très bonne performance des équipementiers automobile dont le chiffre d'affaires présente une hausse supérieure à 10% sur la même période.

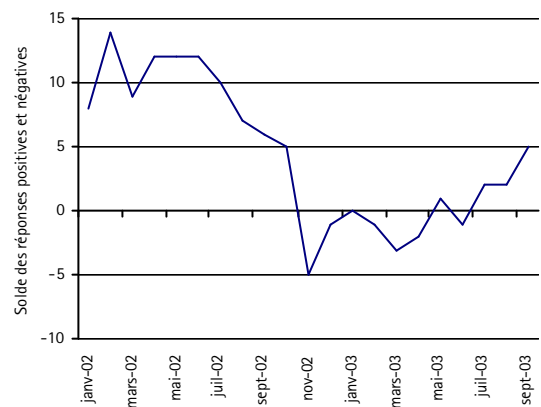
Dans le commerce de gros, la majorité des branches voient leurs résultats s'améliorer, tout particulièrement celle des équipements industriels (+19% sur la première moitié de 2003) et celle des biens de consommation non alimentaires (+13.1%). La seule réserve concerne les intermédiaires du commerce de gros (avec une baisse supérieure à 20% sur le premier semestre), mais il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau puisqu'on observe cette tendance depuis la fin de l'année 2001.

L'ensemble du commerce de détail présente une évolution positive des ventes sur les six premiers mois de l'année (+3.2% par rapport à 2002), une croissance largement due au commerce en magasins non-

spécialisés, c'est-à-dire en grandes surfaces essentiellement. Pour les magasins spécialisés, les ventes se sont en effet plutôt dégradées sur le deuxième trimestre, exceptions faites de la pharmacie et parfumerie toujours très dynamiques.

L'indicateur de confiance des consommateurs publié par la BCL effectue une remontée sensible de juillet à septembre 2003. L'appréciation sur la situation économique récente et future, sur la situation financière des ménages ainsi que sur l'évolution des prix s'est améliorée. Cependant, les réponses relatives aux dépenses de consommation ("Intérêt à faire actuellement des achats importants" et "Intention d'achats de biens d'équipements au cours des 12 prochains mois") ne témoignent pas encore du même regain d'optimisme.

Graphique 12: Indicateur de confiance des consommateurs¹



¹ L'indicateur de confiance des consommateurs constitue la moyenne arithmétique des soldes pondérés des quatre questions suivantes: situation financière des ménages au cours des 12 prochains mois, situation économique générale au cours des 12 prochains mois, évolution du chômage au cours des 12 prochains mois, capacité d'épargner au cours des 12 prochains mois.

Source: BCL

Tableau 10: Évolution récente dans le commerce: chiffres d'affaires en volume

Nace	Poids		Année					2002				2003	
	2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
	Variations annuelles						Variations trimestrielles désaisonnalisées						
Commerce	50-52	100.0	3.1	10.4	0.3	2.3	6.5	1.1	1.6	1.6	2.1	5.0	1.8
Automobile	50	16.2	5.7	4.7	2.4	8.5	7.2	4.0	2.0	-0.2	1.6	13.7	1.4
De gros	51	67.2	2.9	12.8	-0.6	0.1	6.9	0.3	1.6	3.0	2.3	3.9	2.3
Détail	52	16.6	1.1	5.7	2.4	6.2	3.2	1.5	1.2	-1.5	2.2	0.4	-0.1

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

¹ 6 mois

3.4 Hôtels et restaurants

Tableau 11: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids						Année			2002		2003	
		2002	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Hôtels et restaurants	55	100.0	4.4	6.5	4.9	3.1	1.3	-6.7	2.9	0.9	2.8	-1.0	-7.8	-5.8
Hôtels	55.1	27.2	2.0	5.8	5.3	1.1	0.5	-6.7	-0.4	-0.7	2.6	0.4	-7.2	-6.4
Autres hébergements	55.2	2.5	-6.5	14.0	3.3	-4.6	15.5	-27.8	-2.5	22.2	16.5	21.3	-28.1	-27.7
Restaurants	55.3	45.7	4.1	6.5	5.9	3.3	1.1	-7.7	4.3	-1.2	2.6	-0.9	-10.3	-5.3
Cafés	55.4	17.9	3.2	2.3	-2.0	-4.3	2.0	-12.6	3.2	4.4	0.8	-0.3	-11.4	-13.7
Cantines et traiteurs	55.5	6.7	23.8	13.1	6.9	19.5	1.9	6.8	5.6	9.7	2.1	-7.2	8.3	5.4

Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, SIATEC

¹ 6 mois

Remarque méthodologique préliminaire

L'analyse qui suit se base sur les déclarations mensuelles et trimestrielles du chiffre d'affaires telles qu'elles résultent des déclarations de TVA. Les entreprises du secteur de l'Horeca qui déclarent leur chiffre d'affaires avec une telle périodicité ne constituent qu'un sous-échantillon de la population totale. Leur chiffre d'affaires représente environ les $\frac{3}{4}$ de la branche totale. A priori, rien ne justifie une différence entre les évolutions de l'ensemble de la branche Horeca et celles de l'échantillon retenu ici. Toutefois, puisqu'un nombre important de petites unités sont en-dessous des seuils de déclaration pour les chiffres mensuels ou trimestriels, des biais peuvent exister, surtout auprès des cafés.

Horeca, un secteur apparemment en difficulté

Les mauvais résultats du premier trimestre ont perduré pour l'ensemble du secteur Horeca. Le recul du chiffre d'affaires, en valeur nominale, est moins fort sur le second trimestre (-5.8%), du fait notamment d'un mois de juin relativement bon (+2% sur un an) qui limite les pertes. Il n'empêche que le deuxième trimestre présente encore une situation déprimée pour l'ensemble des acteurs du secteur. Hormis pour les cantines et traiteurs, qui, comme sur le trimestre précédent, semblent épargnés par ce mouvement (+5.4% par rapport au 2^{ème} trimestre 2002), le recul des chiffres d'affaires est

éloquent: sur les six premiers mois de l'année, les hôtels voient leur chiffre d'affaires diminuer d'environ 7%, les restaurants de 8% et les cafés de plus de 10%.

Les difficultés actuelles traversées par ce secteur au Luxembourg ne semblent pas être un cas unique en Europe, ni même au niveau mondial. Dans un entretien récent accordé à la presse¹, un responsable de Villeroy et Boch, société luxembourgeoise spécialisée dans les arts de la table qui traite au niveau international avec de nombreux clients du secteur Horeca, fait le constat d'un marché emprunt de morosité: l'avant-guerre et la guerre en Iraq "ont réduit l'intensité des voyages d'affaires et de vacances considérablement", la chute des indices boursiers a conduit les acteurs du secteur financier à effectuer des coupes dans les dépenses et notamment dans les voyages ou repas d'affaires.

Il n'est pas impossible que les ménages aient aussi fait preuve de modération dans ce domaine.

L'emploi ralentit

L'emploi dans le secteur Horeca continue cependant à progresser mais à un rythme moins soutenu que par le passé: sur le premier semestre 2003, il s'accroît de 3.4% en rythme annuel, contre 5.3% en 2002 et 4.0 % en 2001.

¹ Luxemburger Wort du 01.10.2003, p. 15.

3.5 Transports et communications

Stagnation générale de l'activité

Si, selon les chiffres d'affaires nominaux, l'activité dans les transports et communications augmentait encore assez fortement au deuxième semestre de 2002, elle stagne sur les six premiers mois de l'année 2003. Alors que les activités de postes et télécommunications compensaient le ralentissement au niveau des transports au premier trimestre 2003, on observe une stagnation de ces deux activités au cours du deuxième trimestre 2003.

Le ralentissement de l'activité au niveau du secteur des communications enregistré au deuxième trimestre 2003 relève de l'activité des télécommunications (1.0% au deuxième trimestre 2003 contre 3.6% au premier), ainsi que des activités de poste et de courrier (-0.9% au 2^{ème} trimestre contre 1.7% au premier).

Le transport aérien en Europe et au Luxembourg

Selon l'AEA¹, regroupant les principales compagnies aériennes européennes, le trafic aérien de passagers a augmenté de 3.3% en août par rapport à l'année précédente. Après s'être rétréci de 0.2% au total sur les huit premiers mois de l'année 2003, celui-ci semble donc lentement se redresser. Ce sont toujours les destinations orientales qui perdent en importance (-5.4% en août par rapport à l'année précédente), ce qui montre l'envergure de la crise du SARS. Selon l'IATA (Association Internationale pour le transport aérien), la pneumonie atypique devrait à elle seule coûter quelque quatre milliards de dollars aux compagnies aériennes, la perte totale se chiffrant en 2003 à quelque 6.5 milliards de dollars, le conflit en Irak ayant également nui à la rentabilité.

Au niveau des transports, on note une accélération de l'activité dans les transports terrestres qui passe d'une croissance moyenne de 0.5% au premier trimestre 2003 à 6.1% au deuxième trimestre 2003. Ce sont les activités auxiliaires du transport, comme par exemple la manutention et l'entreposage, la gestion d'infrastructures de transports, les agences de voyage et les organisations du transport de fret qui ont connu la plus forte décélération: d'une progression de 8.2% au premier trimestre 2003, elles sont passées à 1.9% au deuxième trimestre. Les transports par eau et aériens notent au deuxième trimestre 2003 un ralentissement un peu moins prononcé qu'au trimestre précédent.

En ce qui concerne la compagnie luxembourgeoise Luxair, le trafic passager a augmenté de 3.0% en août 2003 par rapport à l'année précédente, (-6.5% au total sur les huit premiers mois de l'année). Celle-ci tient donc moins bien le cap que les autres compagnies aériennes européennes.

Pour ce qui concerne le fret aérien, les compagnies aériennes européennes notent une augmentation de 1.7% en août 2003 (+1.3% sur les huit premiers mois de 2003). La compagnie luxembourgeoise Cargolux fait état en août d'une progression de 5.9% par rapport à l'année précédente (+5.0% sur les huit premiers mois de l'année), faisant ainsi partie des quelques rares compagnies européennes résistant assez bien à une situation internationale moins favorable.

Tableau 12: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids					Année					2002		2003	
		2002	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
Chiffre d'affaires en valeur															
Transports et communications	60-64	100.0	13.0	17.5	17.9	8.7	3.8	0.1	-0.1	-2.2	9.0	12.4	-0.1	0.3	
Transports	60-63	72.0	11.0	14.6	22.3	3.5	5.0	-0.7	0.9	6.8	12.7	4.1	-1.9	0.3	
Transports terrestres	60	22.2	9.4	6.7	11.7	10.1	2.0	4.0	-1.7	7.4	41.9	-20.7	0.5	6.1	
Transports par eau	61	22.0	-11.8	16.1	14.9	-1.5	25.6	-6.3	15.8	21.3	36.3	26.5	-6.5	-6.1	
Transports aériens	62	20.0	18.8	19.4	27.2	2.1	0.9	-1.4	-2.9	1.2	0.1	5.0	-2.9	0.0	
Auxiliaires du transport	63	7.9	17.3	-2.4	23.4	10.3	6.9	4.8	2.7	11.1	1.0	24.4	8.2	1.9	
Communications	64	28.0	19.1	25.6	6.6	24.3	0.8	2.1	-1.9	-25.1	-2.0	41.5	3.1	0.2	
Emploi salarié															
Transports et communications	60-64	100.0	8.5	9.5	11.0	8.8	4.4	3.3	4.9	4.5	4.3	4.0	3.1	...	
Transports	60-63	80.9	8.7	9.8	11.7	10.5	5.5	4.1	6.4	5.7	5.0	4.7	3.9	...	
Transports terrestres	60	49.0	6.6	7.9	9.7	7.9	6.3	1.5	7.2	7.4	6.1	4.4	1.6	...	
Transports par eau	61	6.3	3.2	19.0	42.9	33.9	16.9	18.9	24.5	18.9	12.8	13.2	17.3	...	
Transports aériens	62	14.3	17.7	17.7	10.7	4.5	1.6	4.3	-1.1	-0.3	2.9	4.8	5.0	...	
Auxiliaires du transport	63	11.3	9.8	5.8	10.9	20.4	0.6	6.5	4.6	-1.6	-1.6	1.4	5.4	...	
Communications	64	19.1	7.6	8.1	8.4	2.2	-0.1	-0.4	-1.5	-0.8	1.1	1.0	-0.5	...	

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

¹ Chiffre d'affaires en valeur = 6 mois, Emploi salarié = 5 mois

¹ Association of European Airlines, communiqué de presse du 8 octobre 2003 (disponible en ligne sur www.aea.be)

Les chemins de fer et le Port de Mertert

Après avoir diminué de 4% en 2002, le trafic fret des Chemins de fer luxembourgeois (CFL) serait de nouveau orienté à la baisse, d'environ 10% sur les 6 premiers mois de 2003. L'ouverture à la concurrence du transport transfrontalier de marchandises, effective depuis le 15 mars 2003, représente bien sûr un nouveau défi, mais la baisse du trafic de marchandises serait le résultat du ralentissement de l'activité économique. Lors de la conférence de presse donnée le 16 juin 2003, le Conseil d'administration des CFL a aussi fait part d'un trafic passager en hausse sur le premier semestre, trafic qui serait contenu par l'insuffisance des capacités de transport. Une croissance plus nette est attendue à ce niveau en 2004 avec l'arrivée du nouveau matériel roulant tel que prévu dans le projet de loi sur l'infrastructure ferroviaire, voté le 14 mai dernier et représentant au total un investissement de plus de 890 millions d'euros.

Le budget des chemins de fer luxembourgeois devrait augmenter de 8% en 2004, soit un peu moins que prévu antérieurement, notamment pour les dépenses à destination du trafic passager. Les investissements en matériel de transport ne seraient pourtant pas remis en cause.

Selon les chiffres de la société du port fluvial de Mertert, les importations auraient diminué de 32.3% au premier trimestre 2003 et de 26.5% au deuxième, contre une hausse moyenne de 63% au premier semestre de 2002. Les exportations, qui avaient encore progressé de 47.8% au premier trimestre 2003, se seraient rétrécies de 15.5% au deuxième. Les transbordements auraient également perdu en dynamisme après une progression de 21.1% au premier trimestre ils se seraient contractés de 19.1% au deuxième.

L'emploi dans le secteur des transports continue de progresser

Contrairement à l'activité, l'emploi dans les transports et communications continue à progresser au deuxième trimestre 2003. Cette augmentation provient principalement du transport par eau (+18.9% sur les cinq premiers mois de l'année), et, dans une moindre mesure, du transport terrestre (+1.5%), aérien (+4.3%) et des activités auxiliaires du transport (+6.5%). L'emploi dans le secteur des télécommunications demeure par contre en baisse (-0.4%). Aussi ces évolutions en sens contraire reflètent-elles l'ordre avec lequel ces branches ont été touchées par le ralentissement économique, les communications ayant subi le contrecoup bien plus tôt.

Au niveau des transports par eau, on note une progression très soutenue depuis quelques années déjà: 20% à 40% en rythme annuel. Au cours des cinq dernières années, l'emploi dans ce secteur a plus que triplé, il est passé de 650 emplois en mai 1998 à 2 160 emplois en mai 2003, ce qui représente 0.7% de l'emploi intérieur total. Cette forte création d'emplois dans le secteur des transports maritimes est liée au pavillon maritime luxembourgeois, lancé au début des années '90 dans le cadre de la diversification économique. Il s'agit dans la majorité des cas de marins, travaillant pour une entreprise ayant son siège social sur le territoire luxembourgeois et qui sont de ce fait affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Tableau 13: Transports: variables annexes

Statistique	Année					2002			2003		
	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2
									Taux de variation annuel en %		
Chemin de fer: transport	5.1	5.0	-8.3	-4.0	...	-11.5	2.8	-1.8	-4.4	...	...
Port de Mertert: transbordement	-4.4	8.0	-0.5	2.8	-1.8	12.7	16.7	-4.2	-11.7	21.1	-19.1
Importations	-1.9	-13.4	-8.3	5.6	-29.0	69.8	55.7	-14.4	-46.9	-32.3	-26.5
Exportations	-5.9	21.2	2.9	1.7	11.7	-3.4	3.9	0.8	4.9	47.8	-15.5
Aéroport de Luxembourg: total fret	17.2	11.7	2.1	13.5	12.7	0.4	14.1	20.4	18.7	14.5	12.0
Aéroport de Luxembourg: total passagers	8.2	4.2	-2.4	-6.7	-6.0	-9.4	-11.8	-6.5	3.1	-5.1	-5.4

Source: SNCI, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport
¹ Port de Mertert= 6 mois, Aéroport de Luxembourg=7 mois

3.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises

Tableau 14: Services marchands divers: tableau de synthèse

Branche	Nace	Poids					Année					2002	2003
		2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	
		En %											Variations annuelles en %
Chiffre d'affaires nominal													
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	1.2	12.4	4.3	0.4	-2.6	-2.4	6.1	-0.6	-1.1	-5.3	
Activités Immobilières	70	28.9	8.0	7.3	3.3	-2.1	-2.8	-15.5	8.7	-0.4	-0.1	-5.3	
Location sans opérateur	71	13.9	-0.2	17.0	11.6	15.3	11.4	5.0	11.2	12.3	30.5	11.3	
Activités informatiques	72	22.4	7.1	27.0	8.5	-7.2	-12.2	1.2	3.1	-12.4	-18.5	-6.6	
R & D	73	34.8	-16.4	-12.8	-17.3	5.1	2.5	8.9	-1.0	15.3	-1.4	3.3	
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	8.7	11.6	18.1	11.2	13.7	7.5	12.6	10.5	13.9	16.0	
Emploi salarié													
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	17.8	37.1	8.4	3.8	-0.4	6.2	4.5	2.8	1.6	-0.6	
Activités Immobilières	70	16.6	8.1	4.6	6.8	4.9	-0.1	6.4	5.1	5.2	3.2	0.0	
Location sans opérateur	71	6.8	21.8	7.6	5.9	21.0	13.3	13.5	25.8	23.5	20.9	18.3	
Activités informatiques	72	45.0	11.2	17.8	18.2	3.6	-4.2	11.4	4.6	0.5	-1.5	-5.3	
R & D	73	31.6	50.2	127.1	-1.9	-0.3	1.8	-2.5	-0.4	0.5	1.1	2.0	
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	9.9	12.2	13.4	6.0	4.1	9.0	6.9	4.2	4.0	4.9	
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion	74.1	29.9	13.1	13.1	13.8	8.4	3.4	12.2	9.7	7.6	4.4	4.3	
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	12.9	15.2	15.7	35.7	6.0	4.8	14.0	6.2	2.1	2.9	6.0	
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.4	9.4	9.6	12.4	10.9	5.6	15.1	12.5	9.8	6.7	5.7	
Publicité	74.4	3.0	16.1	9.2	20.1	5.8	11.5	13.2	7.7	0.1	2.9	11.4	
Sélection et fourniture de personnel	74.5	19.4	1.0	14.2	6.6	-0.4	4.2	-1.7	-0.8	-2.2	3.6	5.4	
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.7	9.1	9.8	14.1	6.6	0.6	12.6	9.5	5.5	-0.4	-0.1	
Activités de nettoyage	74.7	21.9	12.5	10.1	8.4	6.2	4.7	7.0	6.7	5.6	5.7	5.4	
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	4.8	6.0	7.6	9.0	13.1	2.5	21.2	19.7	8.5	4.8	3.6	

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

¹ Chiffre d'affaires nominal= 6 mois; Emploi salarié= 5 mois

Les activités regroupées dans cette partie comptent toujours parmi les plus dynamiques de l'économie luxembourgeoise, tant en termes de création d'emplois que de valeur ajoutée. Elles sont aussi pour la plupart fortement dépendantes de l'activité dans les autres branches économiques et en particulier du secteur bancaire.

L'ensemble des branches 70 à 74 enregistre un gain nominal de 8% sur le premier semestre 2003 par rapport à la même période de l'année précédente. Cependant, cette évolution présente une forte disparité entre les services fournis principalement aux entreprises (Nace 74) et les autres services marchands (Nace 70 à 73), largement en faveur des premiers.

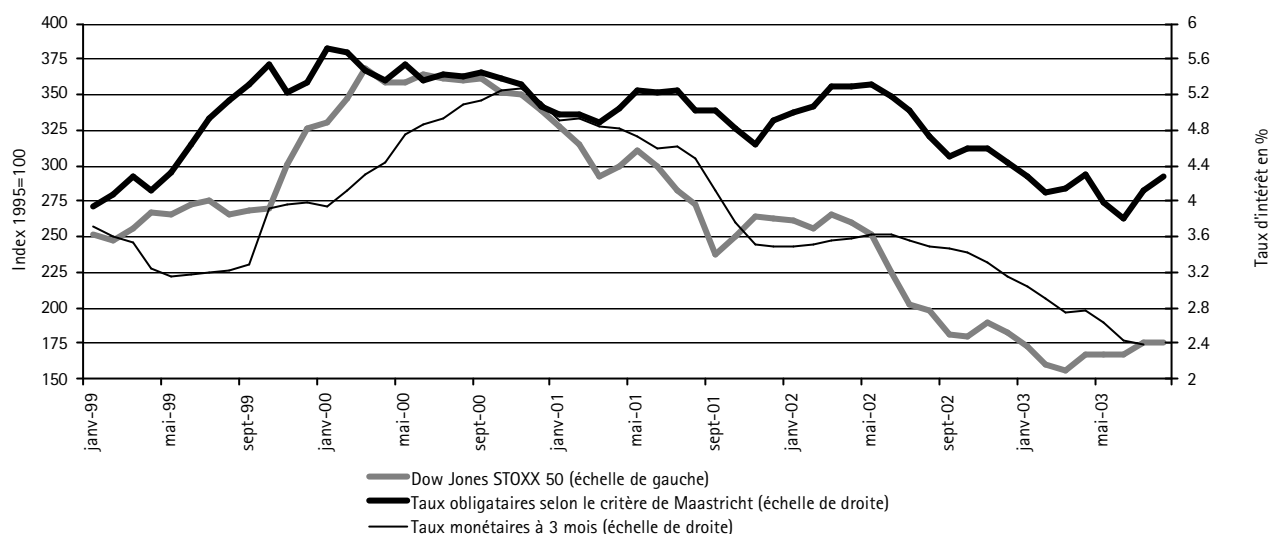
Pour les services fournis principalement aux entreprises, le chiffre d'affaires nominal présente en effet un taux de croissance toujours à deux chiffres, qui apparaît quelque peu en décalage avec le cycle de l'activité économique. La catégorie des activités juridiques, comptables et

conseil de gestion, qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires de cette branche, connaît par exemple une expansion de 15% environ sur les six premiers mois de l'année. Nous reviendrons de façon plus approfondie sur cette évolution atypique dans la prochaine note de conjoncture.

Dans les autres services marchands, les activités immobilières voient leur situation se détériorer assez nettement sur le second trimestre et le chiffre d'affaires cumulé sur les six premiers mois de l'année accuse maintenant une perte de 2.8% par rapport à 2002. Les activités informatiques donnent l'impression de glisser lentement sur une pente savonneuse: le chiffre d'affaires du secteur est en recul de 12% en moyenne sur le premier semestre 2003, tandis que l'emploi (même s'il a presque cessé de baisser sur les derniers mois) rejoint globalement le niveau qu'il avait en 2001.

3.7 Secteur financier

Graphique 13: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

Évolution boursière et taux d'intérêt

Les bourses ont traversé l'été sereinement. Les principaux indices boursiers de référence au niveau mondial ont poursuivi leur ascension, entamée au début du deuxième trimestre, sur un rythme relativement régulier, tournant ainsi le dos au climat de déprime persistant de l'année 2002. Le Dow Jones Euro STOXX 50 est repassé en août au dessus de la barre symbolique des 2 500 points, marquant une progression supérieure à 20% par rapport au "plancher" de mars 2003. En glissement annuel, il affiche cependant encore une variation négative de 6.4%. L'indice LuxX de la Bourse de Luxembourg a largement suivi cette tendance à la hausse, atteignant le niveau de 925 points à la fin août alors qu'il restait "bloqué" sous les 700 points lors du 1^{er} trimestre 2003.

Entre décembre 2002 et juin 2003, la Banque Centrale Européenne a pris la décision de baisser ses taux d'intérêt à trois reprises. La dernière diminution de 0.5% portait le taux directeur à 2% au 5 juin, un niveau historiquement bas. Depuis, les orientations de politique monétaire sont restées inchangées au niveau européen. Concernant les taux d'intérêt à long terme, ils sont à nouveau orientés à la hausse depuis la fin-juin, largement influencés dans cette direction par l'amélioration des perspectives économiques et plus particulièrement par les bonnes performances de l'économie américaine.

Pertes et profits

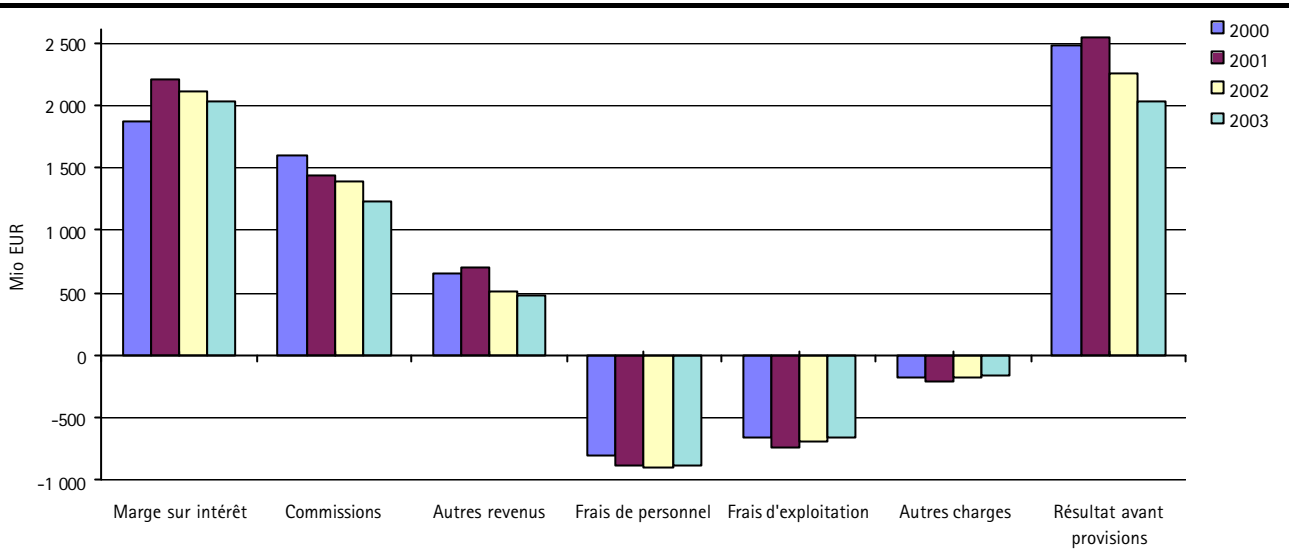
Les comptes de pertes et profits des établissements de crédits accusent un résultat avant provisions en baisse de 9.9% à l'issue du deuxième trimestre 2003 (variation

annuelle). Il s'agit donc d'une dégradation du résultat par rapport au premier trimestre qui marquait déjà un retrait de 4.5%. Le redressement des marchés boursiers depuis la fin du mois de mars n'a donc pas encore permis aux banques luxembourgeoises de redresser la barre et de renouer avec les résultats des années passées. Si le moindre nombre d'interventions de la clientèle sur les marchés, et donc les revenus sur commissions (en baisse de 11.3%), sont mis en avant pour justifier cette évolution, il faut aussi relativiser le phénomène: à l'issue du deuxième trimestre, les indices boursiers européens affichaient encore un recul de l'ordre de 20% par rapport à 2002.

La marge sur intérêts, qui enregistrait un gain de 1.6% lors du premier trimestre, a elle aussi largement accusé le coup et s'élève à 2 025 Mio EUR fin juin contre 2 112 Mio EUR à la même période de l'année passée, soit une diminution de 4.1%. La baisse des taux d'intérêt directs couplée à un tassement de la courbe des rendements (représentation graphique des taux d'intérêt en fonction du terme, dans le cas présent signe d'une anticipation plus pessimiste de l'évolution économique) n'a pas pu se concrétiser par autant de transformations d'échéances que lors du premier trimestre.

Concernant les frais de personnels et d'exploitation, en recul de 2.6% à la fin du premier trimestre, le mouvement de maîtrise des coûts s'est poursuivi lors du deuxième trimestre, non sans avoir des répercussions sur l'emploi (voir ci-après).

Graphique 14: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du second trimestre



Source: Banque centrale du Luxembourg

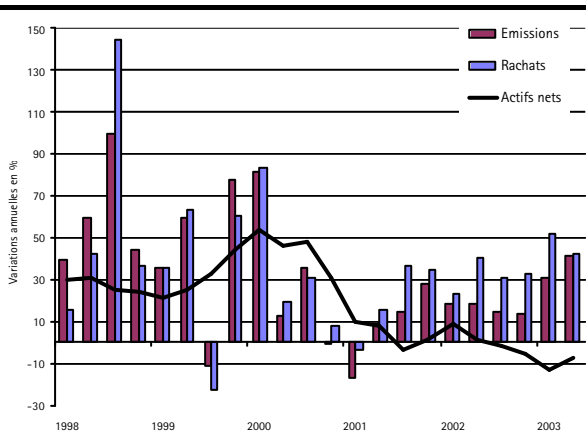
Tableau 15: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques

	2002	2003	Variation août 2002- août 2003	
		août	en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	302 811	330 900	28 089	9.3
Créances sur la clientèle	136 986	120 512	-16 474	-12.0
Portefeuille titres	184 300	181 437	-2 863	-1.6
Autres actifs ¹⁾	44 749	25 776	-18 973	-42.4
Total de l'actif	668 847	658 625	-10 222	-1.5

Source: Banque centrale du Luxembourg

¹⁾ y compris Caisse et avoirs à terme

Graphique 15: Organismes de placement Collectif



Source: BCL

Bilans

La somme des bilans provisoire des institutions financières monétaires (IMF) s'élève à 828 443 millions d'euros au 31 août 2003, ce qui représente une croissance de 6.5% sur un an. Cette hausse possède toujours un caractère technique puisqu'elle provient essentiellement de la branche des OPC monétaires pour lesquels les critères de sélection ont été modifiés, d'où l'implémentation de plusieurs OPC à volume d'activité important sur la liste des IMF.

Concernant la somme des bilans des établissements de crédit (environ 80% des IMF), les résultats provisoires à la fin août font en effet toujours état d'un recul par rapport à l'année passée, de l'ordre de 1.5%. Le recul est moindre que celui présenté dans la note de conjoncture précédente (-7% environ au 30 avril 2003), mais la tendance à la baisse demeure. Les crédits accordés à la clientèle non bancaire ainsi que les "autres actifs" participent largement à ce repli, tandis que les montants liés aux portefeuilles de titres restent relativement stables. Pour les crédits accordés à la clientèle non-bancaire, les montants en variation annuelle sont toujours en retrait par rapport à 2002, mais on relève tout de même un comportement plus dynamique sur les

derniers mois, justifié par les taux d'intérêt historiquement bas qui ont un impact positif sur les crédits à la consommation et les crédits immobiliers (particulièrement pour les crédits à l'habitat des ménages).

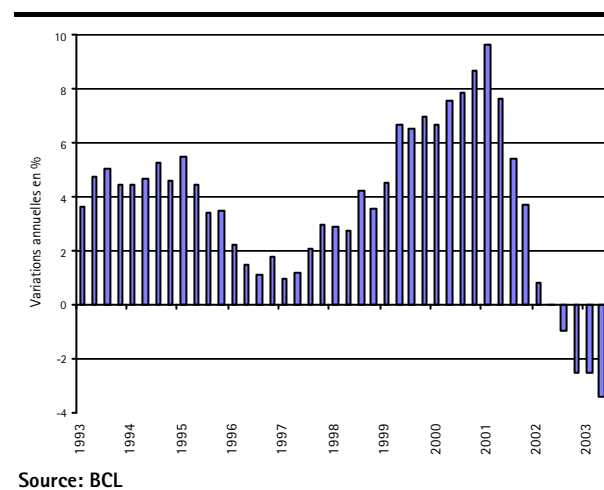
L'enquête trimestrielle sur la distribution du crédit bancaire¹ effectuée en juillet 2003 confirme cet accroissement de la demande en matière de crédits, pourtant accompagnée d'un durcissement des critères d'octroi. Par rapport à l'enquête du mois d'avril, ce sont toujours les crédits aux entreprises pour lesquels les critères se sont le plus durcis (57% des banques interrogées, inchangé par rapport à avril). Mais l'évolution la plus notable par rapport à l'enquête précédente concerne les crédits aux ménages: le pourcentage net des banques révélant un durcissement des critères pour les crédits à l'habitat passe de 0% en avril à 29% en juillet (pour les crédits à la consommation, 14% prévoient un assouplissement des conditions en avril alors qu'en juillet 14% prévoient au contraire un durcissement). Ce changement est notamment lié à la perception accrue des risques sur le marché du logement (voir chap. 3.2, p. 25).

Emploi

L'emploi continue à diminuer dans le secteur bancaire à l'issue du 2^{ème} trimestre, un peu moins toutefois que sur les deux trimestres précédents. Le nombre total d'emplois dans les établissements de crédit luxembourgeois s'élève ainsi à 22 858 à l'issue du deuxième trimestre 2003, soit une perte nette de 204 emplois entre avril et juin. Cette dégradation de l'emploi est non seulement la conséquence de la reprise du mouvement de concentration des établissements de crédit depuis le début du second trimestre mais aussi de la continuité d'une politique de maîtrise des coûts qui passe notamment par la diminution des frais de personnel.

Les résultats de l'étude menée par KPMG Luxembourg publiés récemment dans la presse² montrent que parmi tous les établissements financiers (banques, fonds et assurances) interrogés, une large majorité a dû procéder depuis juin 2002 à une réduction des effectifs, une revue du budget lié à l'augmentation des salaires de base, une diminution ou un gel du recrutement et une diminution des enveloppes de bonus. L'étude met aussi en relief le fait que pour une majorité d'établissements, des instructions visant à réduire les coûts provenaient de leur maison-mère, ce qui peut se concevoir étant donnée la forte internationalisation du secteur financier et les pertes subies par les grands groupes européens, le coût devant alors être réparti sur l'ensemble des filiales.

Graphique 16: Emploi dans les banques (données trimestrielles)



¹ Cf. Bulletin trimestriel de la Banque centrale du Luxembourg 2003-2, pp.62 à 70 (disponible sur www.bcl.lu).

² "Un test de résilience pour les Ressources Humaines", paper Jam 09.2003.

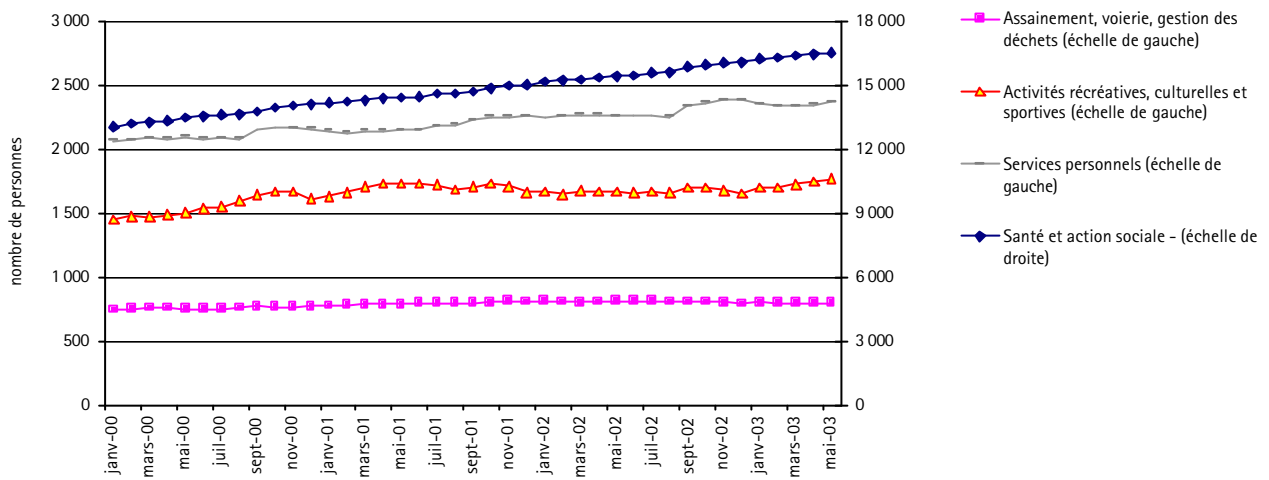
3.8 Services collectifs et personnels

Tableau 16: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

Branche	Nace	Part dans la Valeur ajoutée brute					Année		2002				2003
		2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	
		En %							Variations annuelles en %				
Santé et action sociale	85	3.9	7.4	9.0	7.2	7.1	7.1	6.9	7.0	7.1	7.2	7.1	
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.5	9.5	11.8	4.6	1.7	-1.3	3.6	2.6	1.7	-1.0	-1.2	
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1.3	2.3	-2.6	9.3	-1.8	3.8	-0.2	-3.9	-1.6	-1.5	2.8	
Services personnels	93	0.4	4.8	4.2	3.7	5.0	3.9	5.7	5.2	3.9	5.4	3.6	

Source: IGSS, STATEC
¹ 5 mois

Graphique 17: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000

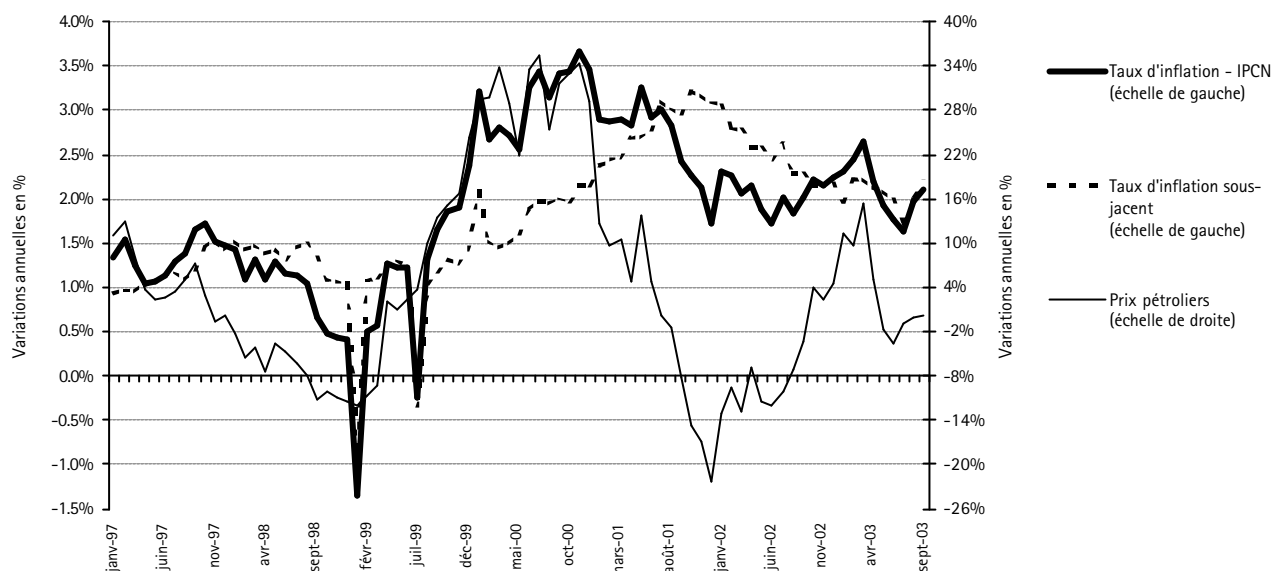


Source: IGSS, STATEC

4. Inflation et salaires

4.1 Prix à la consommation

Graphique 18: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

Accélération de l'inflation sur le troisième trimestre

Sur les 9 premiers mois de l'année 2003, le taux d'inflation annuel moyen, tel que mesuré par l'indice des prix à la consommation national (IPCN), atteint 2.1%. L'évolution des prix au troisième trimestre s'est révélée plus inflationniste que lors du premier semestre. L'échéance de la tranche indiciaire au mois d'août a bien entendu contribué à ce mouvement, mais d'autres phénomènes ont aussi joué à la hausse.

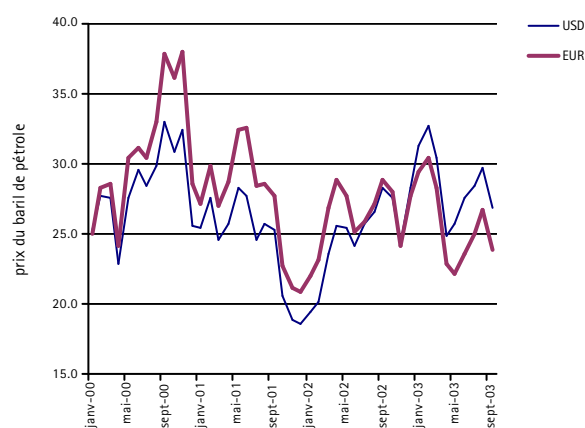
Au mois de juillet par exemple, donc avant l'indexation des salaires, l'inflation sous-jacente s'est accrue de 0.27% (hors soldes et neutralisée des caractères saisonniers), un chiffre élevé au regard de l'augmentation de 0.16% en moyenne mensuelle lors du premier semestre 2003. Les plus fortes incidences à la hausse proviennent des frais de stationnement (+37.7%) – avec la généralisation du parking payant sur le territoire de la Ville de Luxembourg – ainsi que des loyers de garages (+11.0%), des services financiers (+7.8%, dus notamment à la modification de la tarification des virements bancaires) ainsi que des services divers (+2.0%).

Les prix au mois d'août ont été plus sages et la hausse importante de l'IPCN sur ce mois est essentiellement imputable au rattrapage de l'effet "soldes", plus accentué en juillet 2003 qu'à l'accoutumée. C'est réellement sur l'indice de septembre, avec une poussée inflationniste de 0.45%, que l'effet de l'indexation des salaires a commencé à se faire ressentir, accompagné en sus d'un

renchérissement des produits pétroliers et de facteurs saisonniers liés à la rentrée.

Les prix des produits pétroliers ont constitué un facteur inflationniste sur l'ensemble du 3^{ème} trimestre 2003. La remontée des prix du baril de pétrole depuis le mois de mai jusqu'à la fin août s'est traduite, avec le décalage habituellement constaté et en dépit d'une évolution plutôt favorable dans ce contexte du taux de change euro/dollar, par une hausse du prix des produits pétroliers de l'ordre de 2.2% par mois sur l'ensemble du trimestre.

Graphique 19: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US



Source: STATEC

Prévisions d'inflation: vers une décreue progressive

Considérant l'évolution des prix à la consommation sur les 9 premiers mois de l'année, l'inflation devrait se situer sur l'ensemble de l'année 2003 autour de 2.1%. Dans un horizon plus lointain, et en tablant sur les hypothèses d'une convergence progressive du prix du baril de pétrole vers une valeur de 25 dollars US (et en accord avec les prix des marchés à terme) ainsi que d'un taux de change euro/dollar fixé à 1.13, l'inflation atteindrait 1.8% en 2004, resp. 1.6% en 2005.

Pour l'année 2004, la prévision de 1.8% prend en compte l'impact de la hausse des accises sur l'essence (+7

centimes hors TVA par litre) telle que mentionnée dans le projet de loi budgétaire. La mise en œuvre de cette mesure devrait se traduire, sur l'ensemble de l'année 2004, par une incidence de +3.83% sur l'indice des produits pétroliers, resp. de +0.15% sur l'indice général. Notons toutefois que cette disposition ne jouera pas sur l'indexation des salaires, la hausse induite sur l'indice général étant neutralisée au niveau du calcul de l'échelle mobile.

Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	Observations				Prévisions		
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire						
Inflation (IPCN)	1.0	3.2	2.7	2.1	2.0	1.8	1.6
Inflation sous-jacente	0.9	1.9	2.8	2.5	2.1	2.0	1.8
Produits pétroliers	4.4	30.5	-1.6	-6.6	1.2	-2.2	-1.3
Cote d'application	1.0	2.7	3.1	2.1	2.1	1.4	2.3
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	554.38	569.41	587.24	599.46	611.92	620.75	634.97
Prix du Brent (USD/baril)	17.8	28.4	24.4	24.9	28.1	25.7	25.0
Taux de change USD/EUR	1.07	0.92	0.90	0.95	1.12	1.13	1.13

Source: STATEC

Comparaison internationale

Au mois d'août 2003, l'inflation de la zone euro affiche un rythme annuel de 2.1%. L'inflation au Luxembourg (+2.0% sur le même mois) connaît donc toujours une évolution sensiblement similaire à la moyenne européenne. En comparaison avec nos voisins directs, c'est par rapport à la France que l'évolution des prix à la consommation du Luxembourg présente le plus de similitudes. La Belgique, dont l'inflation avait fortement diminué depuis le deuxième trimestre 2002 et naviguait dans la zone des 1%, semble sur les derniers mois reprendre de la vigueur et s'amarrer autour de 1.5%. Quant à l'Allemagne, les prix y demeurent relativement placides, l'inflation dépasse timidement les 1% en août après 0.8% en moyenne sur les trois mois précédents. Sur la période estivale, quelques tendances sont communes à l'ensemble des pays de la zone euro: la hausse des prix énergétiques bien entendu (liée à la remontée du prix du pétrole), mais aussi la baisse des prix des services de loisir due à une saison touristique décevante. L'impact de la sécheresse sur les prix des produits alimentaires a commencé à se faire ressentir sur l'indice harmonisé du

mois d'août, mais c'est surtout sur les prochains mois que la hausse est attendue; étant donné la pondération importante de ces produits dans l'indice global (environ 15%), ils devraient contribuer à maintenir l'inflation de la zone euro autour de 2%.

Tableau 18: Inflation en Europe

Indices harmonisés	janv-03	août-03	2003, 8 mois
	Variations annuelles en %		
Luxembourg-IPCN	2.3	2.0	2.1
Luxembourg-IPCH	3.3	2.3	2.7
Union européenne	2.0	2.0	2.0
Zone euro	2.1	2.1	2.1
Allemagne	0.9	1.1	1.0
Belgique	1.2	1.6	1.4
France	1.9	2.0	2.1

Source: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg-IPCN)

Tableau 19: Inflation selon les douze divisions de l'indice des prix à la consommation national (IPCN)

Divisions	Pondération (%) en 2003	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)	
		Juillet 2002 à Septembre 2002	Juillet 2003 à Septembre 2003
Indice général	100.0	3.5	1.9
Indice des produits pétroliers	3.7	-6.9	-0.2
Inflation sous-jacente	95.2	2.4	2.0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15.0	3.5	1.6
Boissons alcoolisées, tabacs	4.3	4.3	3.5
Habillement et chaussures	6.9	1.5	1.5
Logement, eau, électricité, et combustibles	11.8	-0.1	2.2
Ameublement, équipement ménager, entretien	10.8	1.2	1.3
Santé	2.3	-4.7	-3.1
Transports	18.0	1.5	2.1
Communications	2.2	-2.5	-0.6
Loisirs, spectacles, culture	10.8	2.9	2.1
Enseignement	0.6	8.5	9.8
Hôtels, cafés, restaurants	7.2	4.8	2.9
Autres biens et services	9.9	2.1	2.1

Source: STATEC

Tableau 20: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (août 2003)

Indicateur	Luxembourg	UE-15 ¹	Zone euro ¹	Belgique	Allemagne	France		Pays-Bas ¹
						Variations annuelles en %		
IPCH	2.3	2.0	2.0	1.6	1.1	2.0	2.2	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1.7	2.4	2.6	3.1	0.3	3.2	2.6	
Boissons alcoolisées et tabac	5.5	4.6	5.2	4.8	5.1	6.8	3.1	
Articles d'habillement et chaussures	1.9	0.1	0.2	0.9	-1.5	-0.9	-4.1	
Logement, eau, électricité et combustibles	2.4	2.6	2.5	1.3	1.9	2.9	4.5	
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.7	1.0	1.3	1.1	0.4	1.5	1.4	
Santé	-3.0	2.1	2.0	2.5	0.4	2.4	3.6	
Transports	0.7	2.2	2.0	1.9	2.3	1.7	2.5	
Communications	0.6	-0.4	-0.5	0.2	0.1	0.4	3.7	
Loisirs, spectacles et culture	2.2	-0.2	0.2	-0.9	-0.1	-0.9	0.5	
Enseignement	9.8	5.1	3.6	1.6	2.2	2.9	4.3	
Hôtels, cafés, restaurants	2.9	3.0	3.1	2.2	0.9	1.7	0.6	
Biens et services divers	2.2	2.4	2.4	2.7	1.4	2.3	3.7	
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	2.1	1.6	1.7	1.4	0.7	1.5	1.8	

¹Données provisoires

Source: EUROSTAT

4.2 Salaires

Ralentissement de la progression des salaires

Le coût salarial moyen est en progression de 2.6% (variation annuelle) sur le deuxième trimestre 2003. Il s'agit donc d'une légère décélération en comparaison des trimestres précédents. Pour mémoire, sur l'ensemble de l'année 2002, il s'était accru de 3.1%.

Au cours du deuxième trimestre 2003, le coût salarial moyen connaît une évolution contrastée selon les branches. Parmi les secteurs qui connaissent les progressions les plus fortes (en variation annuelle), on compte l'administration publique (+5.7%), les activités liées à l'énergie (+5.3%) ainsi que les services domestiques (+4.0%). A l'inverse, certaines branches connaissent une progression relativement faible, à savoir l'immobilier, location et services aux entreprises (+0.2%), et la santé et l'action sociale (+1.1%).

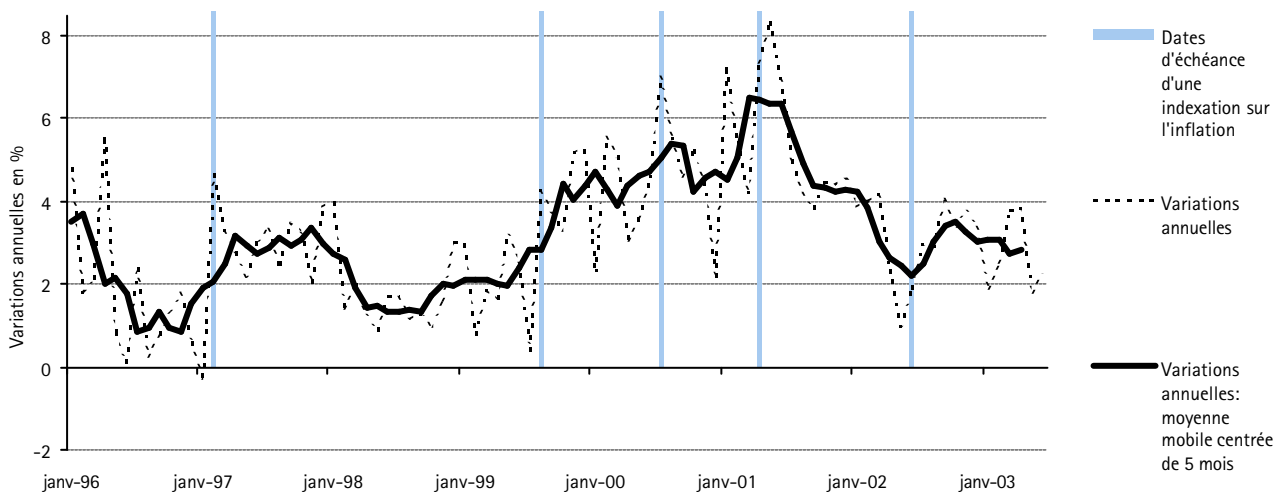
Depuis le début de l'année, en considérant les six premiers mois de 2003, le coût salarial moyen reste en croissance de 2.7% par rapport à 2002. L'évolution par branche est sensiblement la même: l'administration publique, l'éducation et l'énergie voient leur coût salarial progresser fortement, autour de 5%, tandis que les services de santé, l'immobilier, location et services aux entreprises mais aussi la construction jouent la modération avec une croissance inférieure à 2%.

Le coût salarial moyen devrait cependant remonter lors du troisième trimestre étant donné l'adaptation des salaires induite par la nouvelle tranche indiciaire d'août 2003.

Quoi qu'il en soit, si l'on analyse les facteurs qui contribuent à la progression du coût salarial, on constate toujours que les facteurs liés directement à l'indexation sont prépondérants pour expliquer la hausse du coût. Cette tendance observable depuis le deuxième trimestre 2002 se confirme à nouveau d'avril à juin 2003 (cf. tableau 21 ci-contre). Les autres facteurs représentent ceux qui ne sont pas liés à l'indexation, comme par exemple les augmentations prévues par les conventions collectives, ou encore les primes et gratifications. Sur l'ensemble du premier semestre, les primes et gratifications marquent ainsi un recul de 1.1% par rapport à l'année précédente.

Ainsi, l'évolution du coût salarial hors indexation présente indéniablement un ralentissement, à mettre en relation directe avec une moindre activité et une situation de déprime sur le marché du travail.

Graphique 20: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg



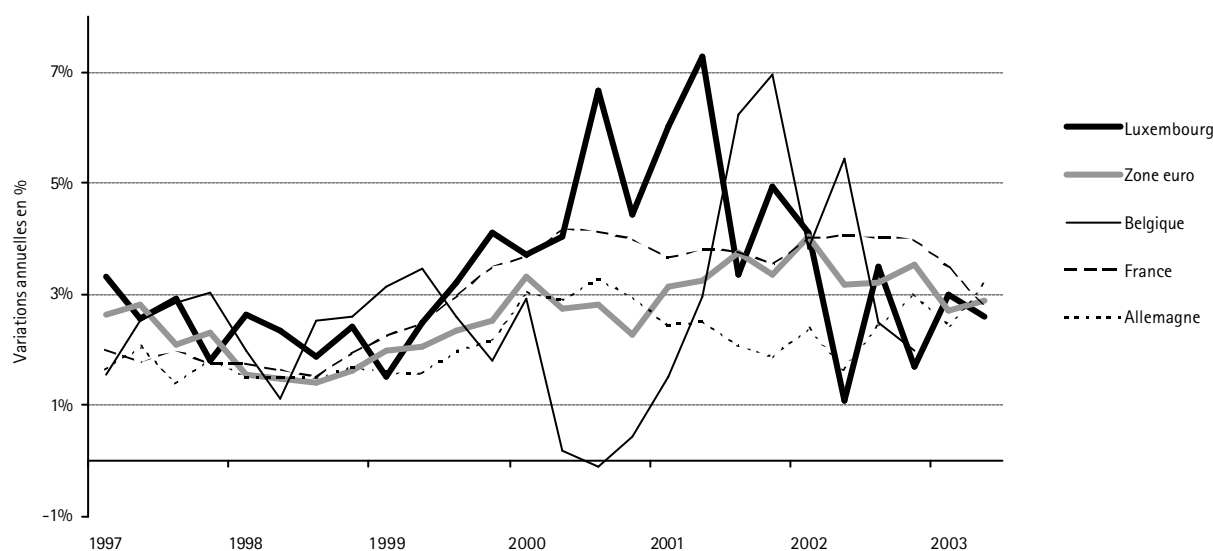
Source: IGSS, STATEC

Tableau 21: Composants du coût salarial

	Emploi salarié		Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié		
	Total	Indexation	Autres		Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %	
1996	2.7	0.8	1.0		1.8
1997	3.3	2.3	0.6		2.9
1998	4.8	0.2	1.6		1.8
1999	5.3	1.0	1.9		3.0
2000	6.0	2.7	1.6		4.3
2001	6.0	3.1	2.3		5.5
2002	3.3	2.1	1.1		3.1
2002 T1	4.3	2.5	1.5		4.0
2002 T2	3.7	0.8	0.9		1.7
2002 T3	2.8	2.5	0.8		3.3
2002 T4	2.5	2.5	1.0		3.5
2003 T1	2.1	2.5	0.2		2.7
2003 T2	2.0	1.7	1.0		2.6

Source: STATEC, IGSS

Graphique 21: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne

N.B: Pour le 2^{ème} trimestre 2003, les données relatives au Luxembourg se réfèrent à la variation du coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié.

Source: STATEC et IGSS (Luxembourg), EUROSTAT

La progression des salaires au Luxembourg reste sous la moyenne de la zone euro

La progression des salaires s'est nettement accélérée en Europe depuis le début de l'année 1999, poussée d'un côté par l'inflation et de l'autre par la bonne conjoncture. Depuis l'année 2000, le Luxembourg menait le peloton de tête avec l'Irlande et la France. Alors qu'entre 1997 et le début de 2000 l'indice du coût de la main-d'œuvre¹ au Luxembourg était globalement en ligne avec l'évolution de ce même indicateur dans les pays voisins et la zone euro, il a nettement décroché à la hausse en 2000 et 2001 (voir graphique 21).

Depuis le premier trimestre 2002, la progression du coût horaire du travail estimée est globalement repassée en

dessous de la moyenne européenne (zone euro), et même nettement en dessous pour ce qui concerne le deuxième trimestre (voir graphique 21). Les coûts de la main-d'œuvre ont augmenté de 2.9% dans la zone euro sur le deuxième trimestre 2003 (par rapport au même trimestre de l'année 2002). D'après les données relatives au coût salarial moyen, qui fournissent une approximation du coût de la main-d'œuvre, le Luxembourg se situerait avec 2.6% légèrement en deçà de ce résultat sur la même période. Cependant, étant donné l'échéance de la tranche indiciaire au troisième trimestre 2003, on peut escompter une accélération sur la fin de l'année.

¹ L'indice du coût de la main d'œuvre, harmonisé au niveau européen, couvre les activités économiques suivantes: industrie (Nace C+D+E), la construction (F), commerce (G), hôtels et restaurants (H), transports et communications (I), activités financières (J) et services aux entreprises (K).

Au niveau de la zone euro, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie (+3.4%) a globalement été plus élevé que dans les autres secteurs d'activité sur le second trimestre de l'année. Pour le Luxembourg, à titre de comparaison, le coût salarial moyen dans l'industrie manufacturière présente une hausse d'une ampleur comparable (+3.7%) sur la même période.

Rappelons enfin que la comparaison entre pays européens doit tenir compte des différences de méthodologies assez importantes au niveau des données; selon les pays, les données correspondant à "l'ensemble de l'économie" n'incluent pas certains secteurs ou ceux-ci ne sont pas directement comparables entre eux.

Certaines évolutions majeures sont aussi largement liées aux changements de législation: en France par exemple, l'accélération importante du coût salarial depuis le quatrième trimestre de 1999 est due à une atténuation progressive de la modération salariale liée en grande partie à la mise en place des "35 heures".

Enfin, certains effets calendaires peuvent avoir des répercussions assez fortes sur les indices selon les pays. En Italie par exemple (où les indices sont calculés "par tête"), les ouvriers étant payés à la journée, toute baisse du nombre de jours ouvrables par rapport à l'année précédente entraîne une diminution des coûts salariaux pour le même nombre d'employés.

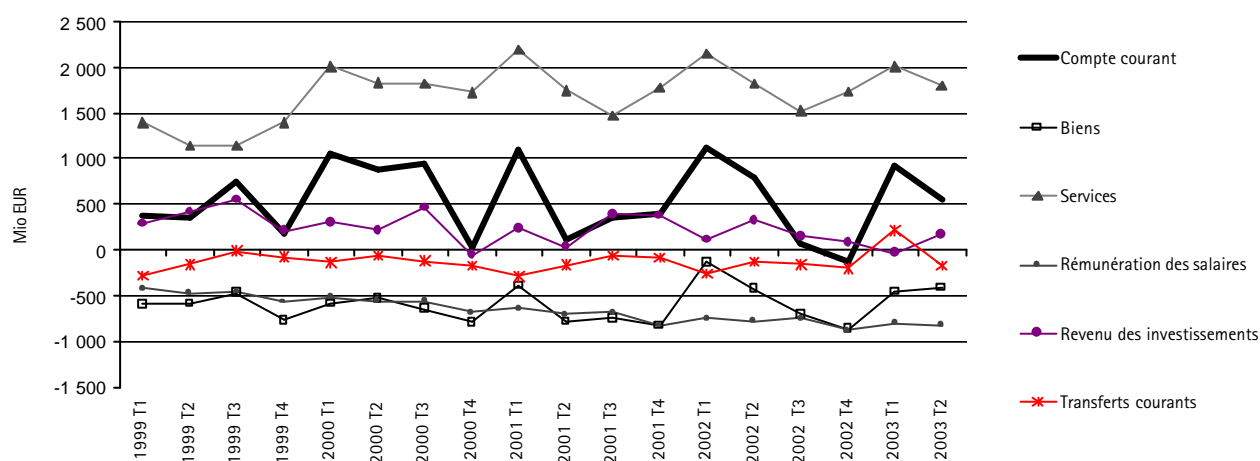
5. Relations économiques extérieures

Tableau 22: Balance des paiements courants

	Année				2002			2003		En Mio EUR
	1995	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1		T2
Marchandises	-1 238	-2 569	-2 763	-2 230	-136	-429	-703	-871	-459	-415
Exportations	6 264	9 387	10 087	10 209	2 752	2 599	2 383	2 535	2 756	2 747
Importations	7 502	11 956	12 850	12 439	2 889	3 028	3 086	3 406	3 216	3 163
Services	2 340	7 388	7 186	7 190	2 148	1 819	1 522	1 732	2 009	1 798
Transports	51	539	502	626	142	194	195	94	154	189
Voyages	447	529	500	307	174	132	-118	118	224	126
Communication	213	583	645	666	240	114	110	142	260	104
Services d'assurance	102	284	318	170	43	51	44	32	70	68
Services financiers	1 514	5 707	5 574	5 320	1 526	1 288	1 240	1 238	1 232	1 246
Autres services	11	-254	-353	102	22	40	49	108	69	66
Revenus	1 156	-1 411	-1 838	-2 394	-638	-459	-601	-796	-836	-660
Rémunération des salariés	-1 086	-2 329	-2 863	-3 158	-749	-780	-747	-880	-802	-827
Revenus des investissements	2 242	918	1 026	763	111	321	145	84	-34	167
Transferts courants	-422	-500	-609	-727	-257	-131	-157	-202	215	-175
Transactions courantes	1 835	2 909	1 976	1 839	1 116	801	60	-138	929	548

Source: STATEC, BCL

Graphique 22: Solde de la balance courante du Luxembourg 1999-2003



Source: STATEC, BCL

Globalement la balance courante du premier semestre 2003 se solde par un excédent de 1.48 milliard EUR - en net recul par rapport au 1^{er} semestre 2002 (1.92 milliard EUR). A l'exception de la balance des transferts courants,

toutes les balances partielles (biens, services, rémunération des salariés, revenu des investissements) ont enregistré une détérioration.

5.1 Net ralentissement des exportations de biens au second trimestre

En dépit du climat conjoncturel relativement morose en Europe, les exportations de marchandises ont progressé de près de 3% en moyenne au cours du 1^{er} semestre. Cette croissance s'explique essentiellement par la poussée des livraisons à l'étranger au cours du premier trimestre. Au second trimestre, on enregistre un tassement des ventes à l'étranger (à l'exclusion de l'or monétaire), le rythme de croissance passant de 9.7% au 1^{er} trimestre à quelque 3% au second trimestre.

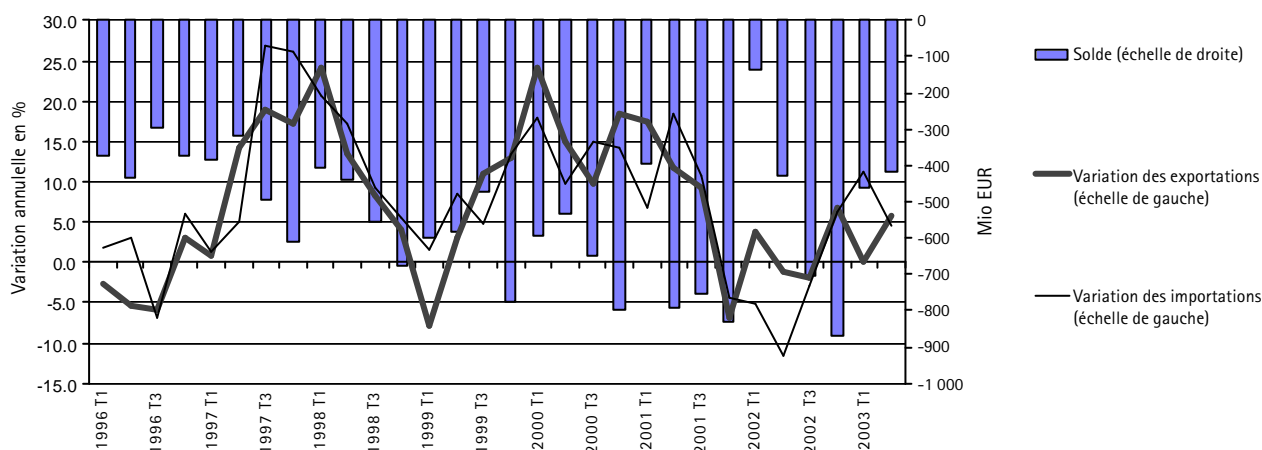
Par produit, l'évolution des ventes à l'étranger de marchandises est très contrastée et elle est affectée par une série de facteurs dont une partie ont un caractère exceptionnel. L'on note tout d'abord le recul des réexportations de téléphones portables qui ont couvert au milieu de l'année 2001 près de 10% des exportations totales et dont la part relative est retombée à 4% aujourd'hui. Entre le premier semestre 2002 et le premier semestre 2003 la valeur de ces réexportations a chuté de plus de 60%.

Après leur progression relativement forte au premier trimestre (en raison notamment d'une évolution favorable des prix), les livraisons de produits en fer et en acier ont connu un léger recul au second trimestre (-1.3%). Sur l'ensemble du premier semestre la croissance reste toutefois de 3% en valeur.

Pour l'ensemble des autres exportations industrielles, on note une évolution relativement contrastée avec en général une détérioration relative de la situation au second trimestre. Les exportations d'articles minéraux non métalliques et d'articles en métaux non ferreux sont en recul sur les deux trimestres. Par contre, les expéditions de produits chimiques et en caoutchouc semblent bien résister et enregistrent toujours une croissance. En outre l'on enregistre une progression substantielle des exportations de machines et appareils industriels. Cette performance s'explique par une diversité de facteurs: entrée en activité de nouvelles entreprises industrielles, contrats exceptionnels et/ou reprise au niveau de certaines activités plus traditionnelles, démarrage d'activités de réexportation. Finalement, la réexportation de véhicules routiers a connu une importante poussée.

Les importations de marchandises ont continué à progresser tant au premier qu'au second trimestre. Cette évolution concerne les approvisionnements en biens intermédiaires, en biens d'équipement et en biens de consommation. L'évolution des approvisionnements en produits pétroliers est particulièrement contrastée avec une poussée au premier trimestre (+37%) suivie d'une faible baisse (-4%) au second trimestre. Cette variation est essentiellement dictée par le prix du pétrole brut, ainsi que par le cours du dollar.

Graphique 23: Évolution des échanges de biens (valeurs)



Source: STATEC

5.2 Nouveau recul des exportations de services

L'évolution des exportations de services est particulièrement affectée par la chute des services financiers (-13%) au premier semestre 2003. Rappelons qu'en dépit de leur recul, les services financiers représentent toujours plus de la moitié du total des exportations de services. Globalement, les prestations de services pour le compte de non résidents ont reculé de quelque 7%. Par contre, les exportations de services autres que financiers ont progressé de 4% au cours du premier semestre 2003.

Le recul des prestations de services financiers est essentiellement dû à la chute des marchés boursiers et à l'abstention continue des interventions de la clientèle sur ces marchés. Par rapport au premier trimestre de l'année précédente, les recettes pour prestations de services financiers ont chuté de 18%. Au second trimestre la baisse des recettes pour prestations de services financiers n'a plus été que de 9%. La résorption partielle du rythme de décélération s'explique en majeure partie par la hausse des cours boursiers au lendemain de la fin de la guerre en Irak.

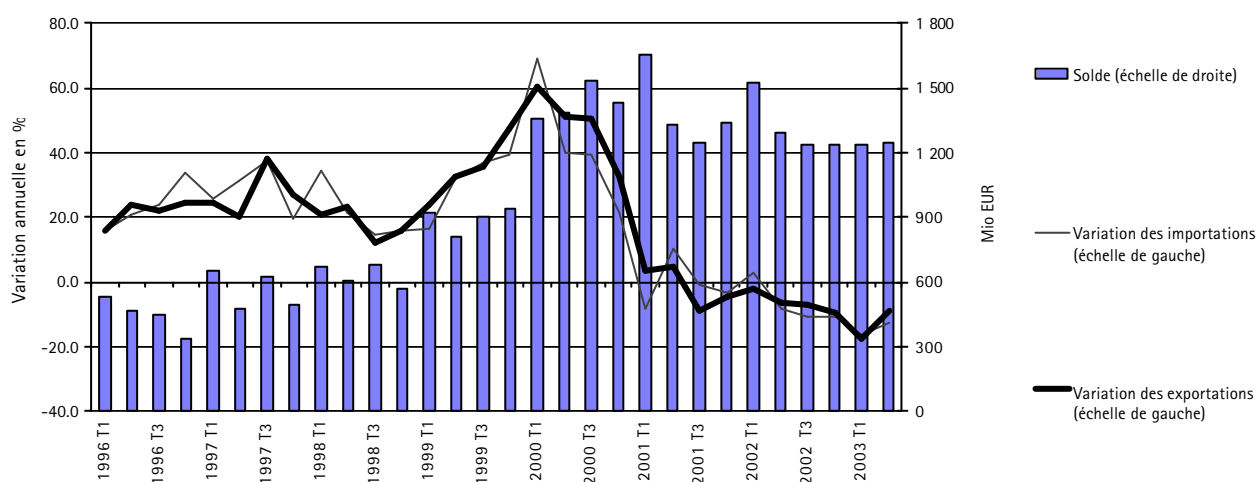
Globalement, les autres activités d'exportation de services ont progressé de 4% au cours du 1^{er} semestre, avec un ralentissement du rythme de croissance (2.4%)

au second trimestre par rapport à celui du premier trimestre (5.5%). Une gamme très large d'activités de services ont connu une évolution très favorable (communications, construction, assurances, services aux entreprises). Ce ne sont que les services de transport et les services culturels qui ont enregistré des reculs. Le fléchissement des recettes au titre des activités de transport est à mettre en relation avec le ralentissement dans le domaine du transport aérien.

Progression continue de la rémunération aux salariés

Sur l'ensemble du premier semestre, la rémunération aux salariés frontaliers s'est chiffrée à près de 2 milliards EUR, soit 6.3% de plus que lors de la même période de l'année précédente. Cette croissance est le reflet de l'évolution salariale nominale et de la nouvelle augmentation (de quelque 4 000 personnes endéans un an) du nombre des frontaliers venant travailler au Luxembourg. En dépit du climat conjoncturel plutôt morose, le nombre de frontaliers a encore régulièrement augmenté en 2003 pour passer de 104 446 personnes en janvier 2003 au niveau record de 107 393 personnes en juillet 2003¹.

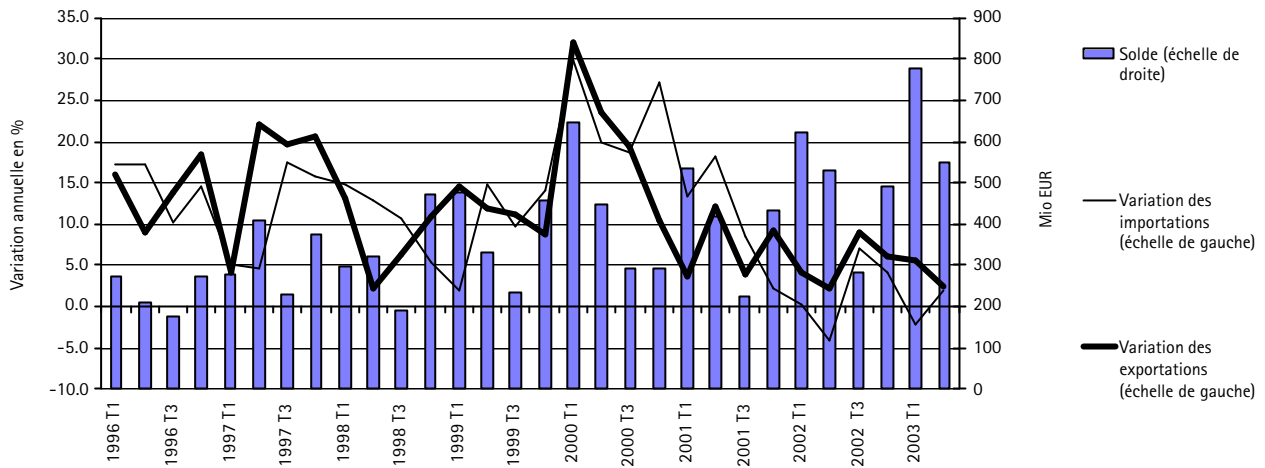
Graphique 24: Évolution des services financiers



Source: STATEC

¹ Pour le mois d'août l'on enregistre un recul de 600 personnes qui est plus substantiel que celui (effet saisonnier) de l'année passée pour le même mois (300 personnes).

Graphique 25: Évolution des services autres que financiers



Source: STATEC

Net recul du revenu des investissements

La chute (-19%) des flux de revenu des investissements s'explique en très grande partie par la baisse des taux d'intérêt. Entre juin 2002 et juin 2003 l'Euribor (1 mois) est passé de 3.42% à 2.21%, soit un recul de plus d'un tiers. Pour le taux à plus long terme (Euribor à 12 mois) la variation est encore plus prononcée: de 3.92% à 2.04%. Par ailleurs, le contexte économique peu favorable a également poussé les acteurs économiques susceptibles de recourir à des crédits bancaires à un certain attentisme.

Même si l'évolution du solde du revenu des investissements est affectée par le recul de la marge sur intérêt enregistré dans le domaine de l'intermédiation financière, une autre part de recul est due à un paiement exceptionnel d'un dividende au reste du monde.

Contribution positive des transferts courants.

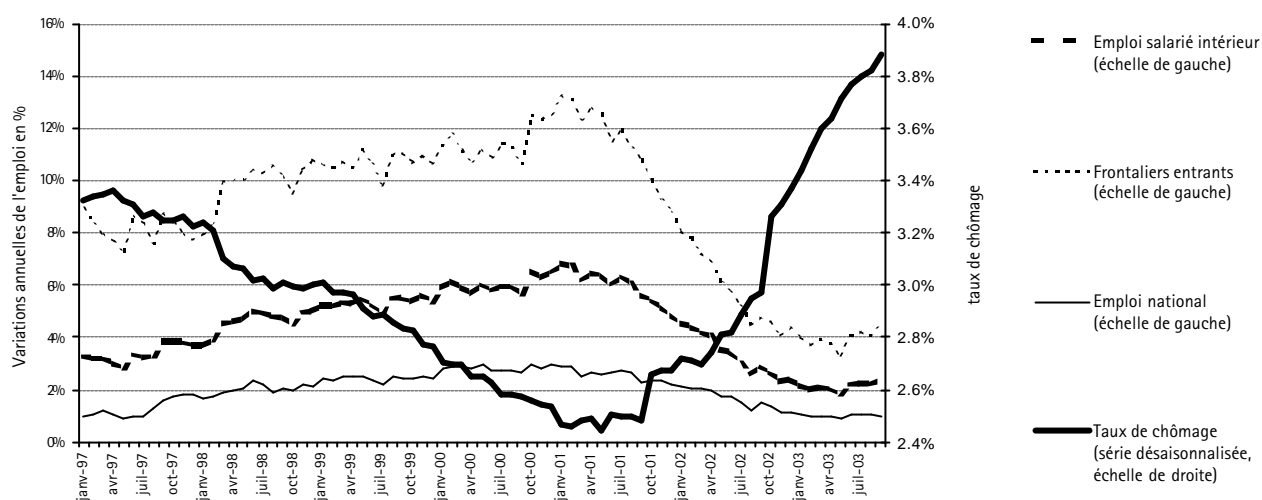
Généralement le solde des transferts courants du Luxembourg dégage un léger déficit. Ceci est un phénomène tout à fait normal pour un pays riche susceptible de fournir des contributions nettes aux organisations internationales et réalisant un apport substantiel (0.8% du PIB) en matière d'aide au développement.

Néanmoins au 1^{er} trimestre 2003 le versement d'indemnités et de dédommagements par des compagnies d'assurance étrangères en relation avec le satellite accidenté en novembre 2002 a engendré un important excédent des transferts courants.

Au second trimestre l'on a enregistré à nouveau un déficit, en dépit d'un remboursement exceptionnel en faveur du Luxembourg dans le cadre des accords bilatéraux avec la Belgique.

6. Emploi et chômage

Graphique 26: Emploi et chômage



Source: STATEC, ADEM

Le marché du travail, qui réagit en général avec retard à l'activité économique, poursuit son expansion mais à un rythme faiblissant. Depuis la fin 2002, cette décélération n'est pourtant plus si prononcée (cf. graphique 26) et la croissance de l'emploi salarié semble se stabiliser autour de 2%. L'économie luxembourgeoise continue donc à créer des emplois (6 347 en net sur la période de septembre 2002 à septembre 2003), mais pas suffisamment pour absorber l'offre de travail disponible. Selon les résultats d'une analyse spécifique "Seuils de création d'emplois et taux de chômage" (cf. pp. 56-58), le rythme annuel de création d'emplois devrait atteindre au

moins 3.5% pour que le nombre de chômeurs diminue, ce qui impliquerait la création de plus de 10 000 emplois en glissement annuel.

Le taux de chômage officiel est passé de 3.0% en septembre 2002 à 3.9% un an plus tard. Pourtant, la progression du nombre de chômeurs semble ne plus accélérer et se situe autour de 30% en variation annuelle. Ainsi, l'ADEM compte 7 834 chômeurs inscrits en septembre 2003, soit presque 2 000 personnes en plus qu'un an auparavant.

Définitions concernant le marché du travail

Chômage

On distingue deux sources pour déterminer le nombre de chômeurs au Luxembourg: l'Administration de l'Emploi (demandes d'emploi non-satisfaites en fin de mois, soit les chômeurs inscrits à l'ADEM - DENS) et les enquêtes sur les forces du travail (EFT). L'ADEM considère chaque demandeur d'emploi inscrit comme chômeur. Les enquêtes sur les forces du travail représentent une actualisation continue du nombre de chômeurs basée sur le dernier recensement de la population. Les critères tels que préconisés par le Bureau International du Travail (BIT) pour être considéré comme chômeur sont les suivants:

- être sans emploi durant la période de référence, c.-à-d. n'avoir aucune activité rémunérée aussi limitée soit elle;
- être à la recherche d'un emploi et ceci de façon active;
- être disponible pour occuper un nouvel emploi éventuel dans un délai court, soit environ quinze jours.

Ainsi, le nombre de chômeurs (et donc également le taux de chômage) varie selon la source d'information utilisée. Le taux de chômage officiel, encore appelé chômage au sens strict ou enregistré, se base sur les demandes d'emploi non satisfaites recensées par l'ADEM.

Le taux de chômage "au sens large" se base lui aussi sur les demandes d'emplois non-satisfaites auprès de l'ADEM, mais également sur les personnes occupées dans le cadre de mesures pour l'emploi (cf. ci-après). Le taux de chômage publié par Eurostat est issu des enquêtes sur les forces de travail (EFT) et peut donc diverger de celui publié au niveau national. Notons encore que le chômage "au sens strict" d'après les données de l'ADEM se rapproche depuis 1997 davantage du chômage recensé à l'aide des EFT puisqu'il n'intègre plus les personnes occupées dans une mise au travail ou une formation, le plus souvent rémunérées.

$$\text{Population Active} = \text{DENS} + \text{Emploi National}$$

$$\text{Taux de chômage au sens strict (officiel)} = \frac{\text{DENS}}{\text{Population Active}}$$

$$\text{Taux de chômage au sens large} = \frac{\text{DENS} + \text{Personnes en Mesure pour l'emploi}}{\text{Population Active}}$$

Emploi

Pour l'emploi on distingue le concept "emploi national" et "emploi intérieur". L'emploi national représente l'ensemble des travailleurs résidant au Luxembourg. Ainsi, il exclut les frontaliers entrants et inclut les salariés résidents travaillant à l'étranger (environ 700 personnes) ou auprès des institutions internationales (environ 8 000

personnes). L'emploi intérieur regroupe toutes les personnes travaillant sur le territoire du Luxembourg, indépendamment de leur pays de résidence. De ce fait, il comprend les frontaliers entrants et exclut les salariés des institutions internationales ainsi que les résidents travaillant à l'étranger. L'emploi intérieur se compose des travailleurs salariés pour 94% et des travailleurs indépendants pour 6%.

$$\text{Emploi national} = \text{Total des résidents ayant un emploi}$$

$$\begin{aligned} \text{Emploi intérieur} &= \text{Total des personnes travaillant sur le territoire luxembourgeois} \\ &= \text{Salariés} + \text{Indépendants} \end{aligned}$$

$$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Population ayant un emploi}}{\text{Population en âge de travailler}}$$

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active}}{\text{Population en âge de travailler}}$$

Les mesures pour l'emploi

CAT PU (Contrat d'auxiliaire temporaire du secteur public) – pour demandeurs d'emplois âgés de moins de 30 ans recevant, dans le secteur public, une initiation pratique rémunérée facilitant la transition entre l'enseignement reçu et la vie active.

CAT PR (Contrat d'auxiliaire temporaire du secteur privé) – pour demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans recevant, dans une entreprise privée une initiation pratique rémunérée facilitant la transition entre l'enseignement reçu et l'insertion dans la vie active.

SIE (Stage d'insertion en entreprise) – pour demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans recevant une formation théorique et pratique dans le cadre d'un placement en stage indemnisé auprès d'un employeur.

SRP (Stage de réinsertion professionnelle) – pour demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans recevant une formation théorique et pratique dans le cadre d'un placement en stage indemnisé auprès d'un employeur.

FORMA – mesures de formation réalisées afin de permettre une meilleure intégration des demandeurs d'emplois sur le marché du travail (y compris l'apprentissage des adultes AP à charge du Fonds pour l'Emploi).

PA (Pool des Assistants) – pool de personnes rémunérées, chargées d'assister les directeurs des établissements post-primaires dans la surveillance et dans les domaines périscolaire et administratif.

MS (Mesures Spéciales) – pour demandeurs d'emploi non-indemnisés par l'ADEM, pris en charge par des associations sans but lucratif.

MT (Mises au Travail) – occupation à des travaux d'utilité publique de demandeurs d'emploi indemnisés.

6.1 Emploi

6.1.1 Emploi et frontaliers

Sur les 6 347 emplois créés entre septembre 2002 et septembre 2003, 4 733 ont été occupés par des frontaliers. Depuis le début de l'année, on observe une augmentation de la part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés (plus de 70% en moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2003 contre 65% en 2002). Comme la croissance de l'emploi frontalier reste plus élevée que celle des résidents, la part des résidents dans l'emploi salarié total continue à baisser. Ainsi, ces

derniers ne représentent plus que 60.1% en septembre 2003, contre 68.8% il y a 5 ans.

La croissance de l'emploi frontalier passe de 4.8% en septembre 2002 à 4.5% un an plus tard, celle des résidents de 1.5% à 1.0%. Ainsi, la décélération est moins forte pour les frontaliers que pour les résidents. Ces quelques chiffres confortent l'idée que les frontaliers "résistent" mieux aux conditions plus difficiles sur le marché du travail.

6.1.2 L'évolution par branche

Tableau 23: Évolution du nombre d'emplois salariés créés en net

Branche	Données provenant de la comptabilité nationale ¹				Données provenant des fichiers de la Sécurité Sociale				
	Nace	Mise en perspective			Evolution en cours d'année			Evolutions inter-annuelles	
		1985-2002	1985-2002	2002	Déc. 02	Mai 03	Variation	Mai 01 - Mai 02	Mai 02 - Mai 03
		Variations annuelles moyennes en %	Personnes					Nombre de personnes	
Non classé	Indéfini	...	...	...	593	856	263	-631	393
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	01-05	0.4	4	1 046	1 229	1 285	56	-9	25
Industries extractives	10-14	-1.1	-4	291	320	323	3	6	8
Industries manufacturières	15-37	-0.3	-119	33 526	34 408	34 294	-114	-217	-252
Electricité, gaz et eau	40-41	1.1	16	1 572	989	1 012	23	21	24
Construction	45	4.4	831	27 100	29 257	29 792	535	1 323	674
Commerce, réparation	50-52	2.7	753	35 412	36 010	35 957	-53	1 018	391
Hôtels et restaurants	55	3.7	291	10 763	11 409	12 105	696	555	508
Transports et communications	60-64	4.6	722	23 086	23 725	24 631	906	982	876
Intermédiation financière et assurances	65-67	6.6	1 285	33 056	33 743	33 396	-347	1 070	-530
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	10.8	2 081	42 810	34 891	36 947	2 056	2 019	414
Administration publique	75	1.8	226	14 869	33 496	33 393	-103	1 541	463
Education	80	3.1	299	12 655	1 336	1 425	89	83	140
Santé et action sociale	85	5.5	579	16 480	16 076	16 498	422	1 071	1 081
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	4.7	304	9 523	7 511	7 798	287	405	529
Services domestiques	95	2.9	147	6 567	3 534	3 596	62	98	161
Activités extra-territoriales	99	...	...	...	386	392	6	-142	19
Economie entière	01-99	3.8	7 415	268 756	268 913	273 700	4 787	9 193	4 924

Source: Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), STATEC (comptabilité nationale).

¹ Tandis que les chiffres provenant des fichiers de la Sécurité Sociale (disponibles sur une base mensuelle) se rapportent à l'affiliation de l'employeur, ceux provenant de la Comptabilité Nationale (disponibles uniquement sur base annuelle) sont classés suivant l'activité économique. Cette différence méthodologique explique notamment l'écart important pour les Nace 75 à 85.

Perte d'emplois dans le secteur financier et la sidérurgie

De mai 2002 à mai 2003, la création d'emplois nouveaux continue de ralentir: sur cette période, elle est passée de 9 193 à 4 924 unités (cf. tab. 23). Deux branches importantes notent un véritable recul conjoncturel: "l'Intermédiation financière et assurances" (-530 postes) et "l'Industrie manufacturière" (-252 postes). Pour l'industrie manufacturière, c'est toujours la sidérurgie qui voit ses effectifs baisser le plus. Pour "l'Intermédiation financière et assurances", c'est au niveau du secteur financier (et non des assurances) que le recul se fait remarquer: -1.4% dans l'intermédiation financière (-355 personnes) et -2.4% dans les auxiliaires financiers (-189 personnes).

Ralentissement dans l'Immobilier, location et services aux entreprises et l'Administration publique.

La branche "Immobilier, location et services aux entreprises" continue à créer des emplois, mais à un rythme beaucoup moins soutenu. Entre mai 2002 et mai 2003 elle n'a créé que 414 emplois, contre 2 019 un an

plus tôt. Ce recul est principalement dû aux activités informatiques (-2.1%) et dans une moindre mesure aux activités immobilières (-0.7%). Pour les services fournis principalement aux entreprises, on passe d'une croissance annuelle de 4.1% en avril à 1.6% en mai. Tous les services aux entreprises ont été touchés, à part la publicité, dont l'emploi augmente toujours à un rythme moyen de 12%. Il faut pourtant ajouter que la branche "Immobilier, location et services aux entreprises", même si elle a connu le ralentissement le plus prononcé, reste tout de même le plus important créateur d'emplois au cours des cinq premiers mois de l'année (2 056 postes).

Au niveau de l'"Administration publique" on remarque également une forte diminution de la création d'emplois: entre mai 2002 et mai 2003, seulement 463 emplois ont été créés, ce qui représente une diminution de 1 078 postes par rapport à la même période de l'année passée. L'emploi dans cette branche ne progresse en rythme annuel plus qu'à un taux de 1.4%, contre +4.9% il y a un an.

6.1.3 Le travail intérimaire

Tableau 24: Travail intérimaire

	Année				2002			2003		
	1995	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2
	Moyennes mensuelles									
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	4 758	4 720	4 567	4 943	4 948	4 419	4 778	5 268
Heures travaillées (milliers)	342	618	660	650	598	697	671	634	616	733
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 144	1 172	1 076	1 175	1 227	1 209	1 094	...
	Variations annuelles en %									
Nombre d'intérimaires	6.6	13.8	6.4	-0.8	-1.7	-1.1	-2.7	2.8	4.6	6.6
Heures travaillées	4.9	15.7	6.8	-1.5	-6.0	-1.6	-1.2	3.0	2.9	5.2
Entreprises utilisatrices	...	2.3	1.2	2.4	0.0	0.0	2.6	7.1	1.6	...

Source: IGSS, Ministère du Travail

La reprise entamée au début de l'année se poursuit au deuxième trimestre 2003

La reprise dans le secteur du travail intérimaire qui s'était fait sentir à la fin de l'année 2002 et au premier trimestre 2003 se poursuit au deuxième trimestre 2003. Le nombre d'intérimaires était passé de 4 419 travailleurs au quatrième trimestre 2002 à 4 778 au premier trimestre 2003, ce qui représentait une augmentation en variation annuelle de 4.6%; au deuxième trimestre leur nombre s'élève à 5 268 (+6.6%).

Au niveau des heures travaillées, on note au premier trimestre une hausse par rapport au même trimestre de l'année précédente (+ 2.9%), au deuxième trimestre la progression est même de 5.2%.

Ainsi, le travail intérimaire, après avoir baissé en 2002, connaît une reprise depuis le début de l'année. Selon l'Uledi (Union luxembourgeoise des entreprises de travail intérimaire), la situation est contrastée selon les secteurs. Alors que l'industrie et la construction afficheraient toujours de bons résultats, la situation dans le secteur tertiaire (secteur financier et l'informatique), qui fournit les durées de mission les plus longues, serait toujours morose. En tout, le nombre des heures travaillées serait en augmentation, mais à un niveau moyen de rémunération plus faible.

6.2 Chômage

6.2.1 La structure du chômage

Tableau 25: Répartition des chômeurs par âge

Âge	-26	26-30	31-40	41-50	51-60	>60	Total
Nombre de chômeurs par classe d'âge							
août-00	859	544	1379	1219	614	25	4 640
août-01	854	551	1313	1235	665	33	4 651
août-02	1102	762	1640	1327	713	40	5 584
août-03	1376	1033	2058	1745	987	49	7 248
Part en % dans le total							
août-00	18.5	11.7	29.7	26.3	13.2	0.5	100.0
août-01	18.4	11.8	28.2	26.6	14.3	0.7	100.0
août-02	19.7	13.6	29.4	23.8	12.8	0.7	100.0
août-03	19.0	14.3	28.4	24.1	13.6	0.7	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Toutes les catégories d'âge sont désormais touchées par le chômage.

Le nombre des jeunes chômeurs continue à augmenter, mais sur un rythme moins soutenu qu'au début de l'année. Le nombre de chômeurs âgés de moins de trente ans avait encore progressé en moyenne en rythme annuel de quelque 40% au premier semestre 2003. En août 2003, il n'augmente plus que de 30% par rapport à l'année précédente. Ce sont les chômeurs les plus âgés (plus de quarante ans) qui voient leur nombre s'accroître davantage (+31% en août 2003 contre +21% en moyenne au premier semestre). Ainsi, toutes les catégories d'âge progressent actuellement au même rythme; les jeunes comme les plus âgés.

Tableau 26: Répartition des chômeurs par durée d'inscription

Mois	-1	1-3	3-6	6-9	9-12	>12	Total
Nombre de chômeurs par durée d'inscription							
août-00	844	833	788	537	416	1222	4 640
août-01	878	940	754	484	361	1234	4 651
août-02	961	1104	985	702	517	1315	5 584
août-03	1078	1414	1345	963	755	1693	7 248
Part en % dans le total							
août-00	18.2	18.0	17.0	11.6	9.0	26.3	100.0
août-01	18.9	20.2	16.2	10.4	7.8	26.5	100.0
août-02	17.2	19.8	17.6	12.6	9.3	23.5	100.0
août-03	14.9	19.5	18.6	13.3	10.4	23.4	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Allongement de la durée d'insertion des chômeurs

Alors que la part des chômeurs nouvellement inscrits diminue, celle des autres chômeurs (quatre à douze mois) continue à progresser. L'allongement de la durée d'inscription des chômeurs traduit d'une certaine façon les difficultés qu'ont les chômeurs à trouver un emploi sur le marché national ou à participer dans une des mesures pour l'emploi.

Les femmes sont de plus en plus touchées par le chômage

Depuis juillet 2003, le nombre de femmes au chômage augmente plus vite que celui des hommes. En août 2003, la progression annuelle est de 32.1% pour les femmes contre 27.8% pour les hommes, la part des femmes dans le total des chômeurs passant désormais à 47%.

Tableau 27: Répartition des chômeurs par niveau de formation

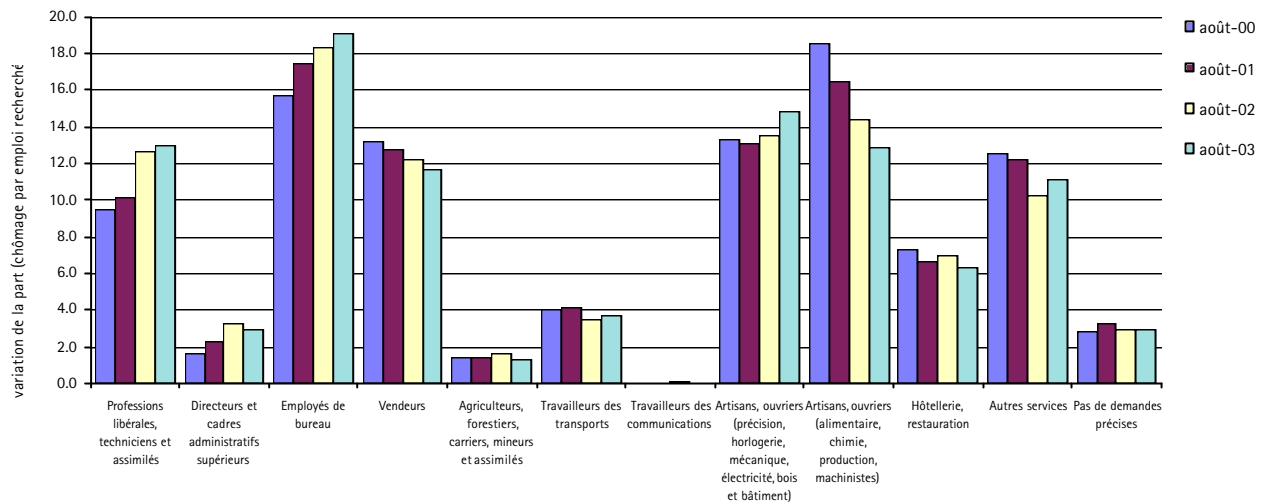
Niveau	Inférieur	Moyen	Supérieur	Non précisé	Total
Nombre de chômeurs par niveau de formation					
août-00	2467	1646	511	16	4 640
août-01	2317	1686	632	16	4 651
août-02	2509	2126	934	15	5 584
août-03	3289	2628	1313	18	7 248
Part en % dans le total					
août-00	53.2	35.5	11.0	0.3	100.0
août-01	49.8	36.3	13.6	0.3	100.0
août-02	44.9	38.1	16.7	0.3	100.0
août-03	45.4	36.3	18.1	0.2	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

La part des chômeurs ayant effectué des études supérieures continue à augmenter

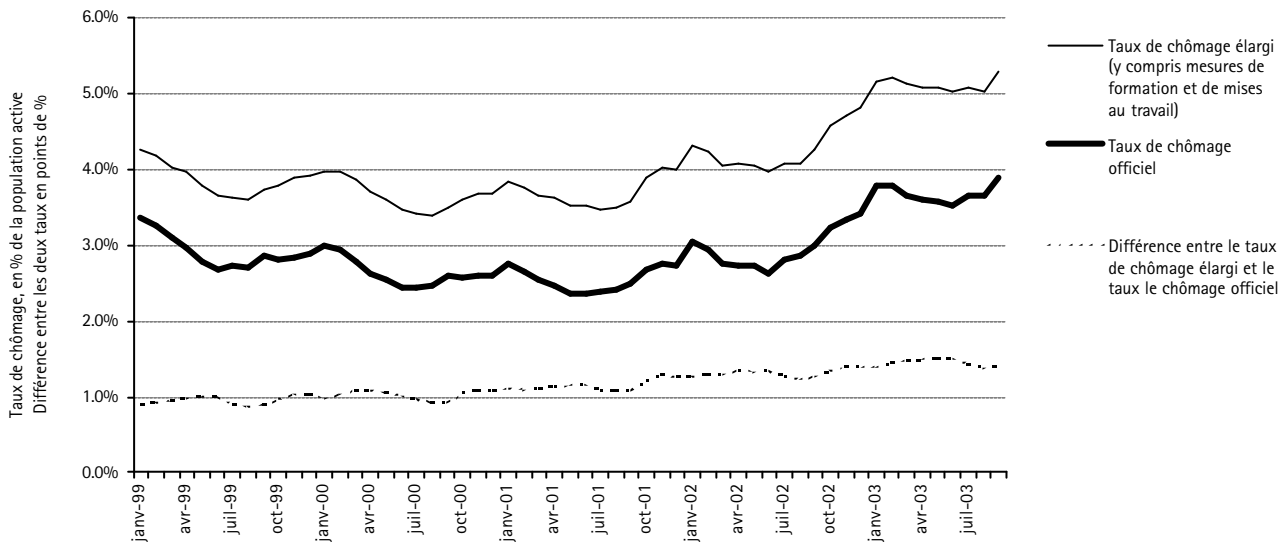
Les chômeurs disposant d'une formation de niveau inférieur (correspondant aux 9 années d'études de la scolarité obligatoire) représentent avec quelque 45% de l'ensemble des chômeurs toujours la part la plus importante. La part des chômeurs disposant d'une formation de niveau supérieur (enseignement post-secondaire) continue pourtant à augmenter: de 9.2% en août 2000 elle est passée à 18.1% en août 2003. Ce phénomène se reflète également dans la distinction des demandes d'emplois par secteur professionnel. Le chômage touche de plus en plus les professions "académiques" ("professions libérales, techniciens et assimilés", "directeurs et cadres administratifs supérieurs" et employés de bureau").

Graphique 27: Ventilation des chômeurs par emploi recherché



Source: ADEM

Graphique 28: Taux de chômage officiel et au sens large



Source: STATEC, ADEM

6.2.2 Les mesures pour l'emploi

Taux de chômage au sens strict et au sens large

Comme l'ADEM tient compte séparément des demandes d'emplois non satisfaites et des personnes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi, deux taux de chômage sont calculés: le taux de chômage officiel, encore appelé taux de chômage au sens strict, qui comprend uniquement les demandeurs d'emploi non-satisfaites et le taux de chômage au sens large qui tient également compte des personnes occupées dans des mesures pour l'emploi. Ce dernier est considéré comme une sorte de limite supérieure du chômage au Luxembourg, étant donné le caractère provisoire (car limité dans le temps) des mesures.

En septembre 2003, le chômage au sens strict se situe à 3.9%, celui au sens large à 5.3%. Comme le montre le graphique 28, l'écart entre ces deux taux devient de plus en plus grand. Aussi, les mesures pour l'emploi, en constante augmentation, contribuent-elles ainsi d'une certaine façon à limiter la hausse du chômage dans un premier temps. En septembre 2003 on notait ainsi un total de 10 676 demandeurs d'emplois (2 842 personnes en mesure pour l'emploi et 7 834 demandes d'emploi non-satisfaites), soit 2 251 personnes de plus qu'en septembre 2002.

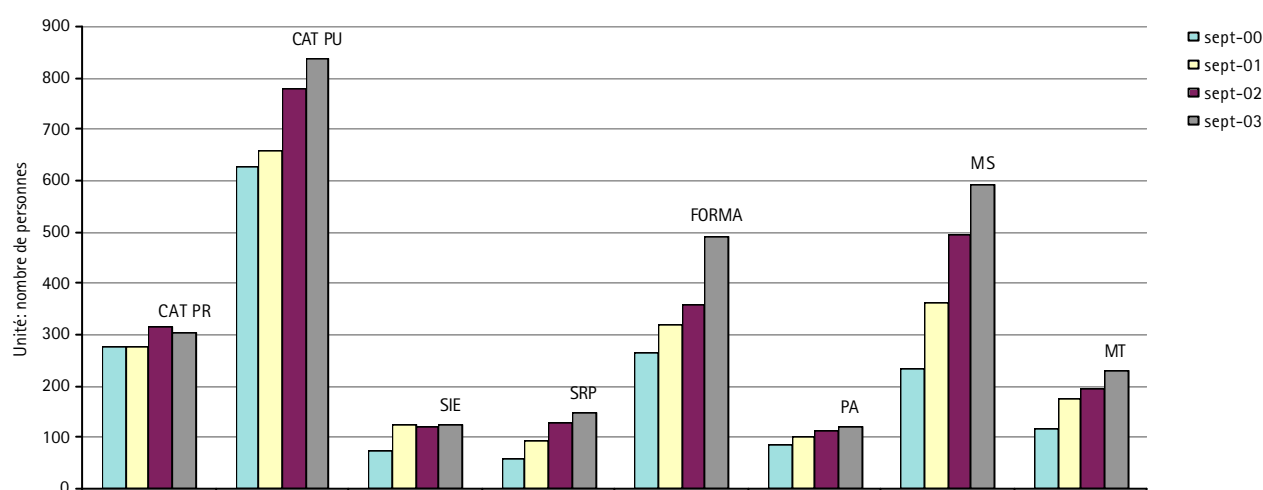
Évolution du nombre de personnes dans les différentes mesures pour l'emploi

En septembre 2003, les "contrats d'auxiliaire temporaire dans le secteur public" sont restés la mesure la plus utilisée, représentant 29.4% de l'ensemble des mesures, soit 836 bénéficiaires en moyenne. Depuis septembre 2002, les "formations" ont pourtant connu la progression la plus importante (+36.7%), ayant dépassé dès lors les "contrats d'auxiliaire temporaire dans le secteur privé" en nombre de bénéficiaires (492 respectivement 304 personnes). Un autre type de mesures, ayant assez rapidement gagné en importance sont les "mesures spéciales", elles occupent actuellement 20.8% des personnes en mesures (592 personnes) contre 13.4% il y a trois ans. Le "contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur privé", est la seule mesure dont le nombre de

bénéficiaires est en diminution par rapport à l'année passée.

Au total, le nombre de personnes en mesure augmente de 339 personnes entre septembre 2002 et septembre 2003, se situant à 2 842 bénéficiaires. La progression des personnes en mesure est ainsi de 14% par rapport à l'année précédente, contre 19% il y a un an. Etant donné que les demandes d'emplois non-satisfaites auprès de l'ADEM passent de 5 922 à 7 834 personnes (+32.3%) au cours de la même période, il semble que les mesures peinent à absorber le nombre grandissant de chômeurs. En effet, il semble que seulement deux types de mesures pour l'emploi soient capables d'accueillir un nombre grandissant de chômeurs: les formations et les mesures spéciales, étant donné que ces mesures ont, à elles seules, absorbé 65% des personnes entrées en mesure pendant la période de septembre 2002 à septembre 2003.

Graphique 29: Évolution du nombre de personnes dans les différentes mesures



Source: ADEM

6.2.4 Le chômage partiel en hausse au 3^{ème} trimestre 2003

Après un fort ralentissement du chômage partiel au deuxième trimestre 2003, une hausse d'envergure a été observée au troisième trimestre (184 personnes concernées selon les demandes introduites, contre 65 au trimestre précédent).

En analysant la répartition par secteur d'activité, on constate que cette hausse provient principalement de l'industrie manufacturière. Cette branche, traditionnellement la plus concernée, avait enregistré une baisse importante du nombre de travailleurs concernés durant les quatre derniers trimestres: de 329 travailleurs au deuxième trimestre 2002, il était passé à 38 personnes au deuxième trimestre 2003. Au troisième trimestre 2003 ce chiffre se porte à 168 personnes.

C'est surtout la "Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques" et le "Travail des métaux" qui a été touchée (180 respectivement 100 travailleurs concernés). La "Fabrication de machines et appareils électriques", la

"Métallurgie" et "l'Industrie automobile" enregistrent une augmentation un peu moins soutenue (75 personnes concernées pour la première, respectivement 50 pour les deux suivantes). Au niveau des autres branches, il n'y a que le secteur "Immobilier, location et services aux entreprises" et celui des "Services collectifs, sociaux et personnels" qui ont connu une augmentation très modérée du nombre de personnes concernées au troisième trimestre 2003.

Au mois d'octobre, le nombre de personnes a priori concernées dans l'industrie manufacturière diminue légèrement: au niveau de la "Métallurgie" et la "Fabrication de machines et appareils électriques" aucune demande n'a été introduite et pour les trois autres secteurs touchés, le nombre de personnes concernées est en diminution. Dans la "Construction", "l'Immobilier, location et services aux entreprises" et "l'Éducation", on note pourtant une augmentation du nombre de personnes concernées.

Tableau 28: Chômage partiel

Branche	Nace	Année								2002				2003			
		2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	juil-03	août-03	sept-03	oct-03		
Entreprises concernées																	
Moyenne mensuelle du nombre d'entreprises en chômage partiel																	
Ayant introduit une demande		1	5	4	7	4	3	4	4	2	...	2	4	6	7		
Ayant effectivement tiré ¹		1	4	2	3	1	1	2	1	...	...	...	...	...	...
Travailleurs concernés																	
Moyenne mensuelle du nombre de travailleurs en chômage partiel																	
Sur base des demandes introduites		124	232	249	440	336	110	110	119	65	184	77	241	233	266		
Sur base des demandes tirées ¹		76	115	71	105	48	52	80	42	...	...	...	...	...	...
Hommes-mois en chômage complet²		18	54	34	50	24	26	35	21	...	...	...	...	...	...
Travailleurs concernés sur base des demandes introduites, répartition par secteur d'activité																	
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	01-05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-		
Industries manufacturières	15-37	121	189	231	412	329	88	96	261	38	168	75	231	199	155		
Industries alimentaires	15	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Travail du bois	20	-	-	7	27	-	-	-	81	-	1	-	1	-	-		
Industrie chimique	24	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	3	4	-	-	-	15	60	30	180	-	180	-	25		
Métallurgie	27	-	105	99	149	115	85	46	50	-	50	-	50	-	-		
Travail des métaux	28	-	12	79	154	159	3	-	8	-	100	-	-	100	85		
Fabrication de machines et équipements	29	12	59	25	65	-	-	35	0	-	-	-	-	-	-		
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30	-	0	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-		
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	5	13	14	37	-	-	62	43	75	-	-	75	-		
Industrie automobile	34	-	-	5	2	18	-	-	-	-	50	75	-	24	45		
Construction	45	3	3	1	-	2	-	3	28	33	-	-	-	-	58		
Commerce, réparation	50-52	-	1	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-	-	-		
Transports et communications	60-64	-	34	10	28	-	-	11	64	-	-	-	-	-	-		
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	1	3	-	5	5	-	-	15	21	-	10	31	42		
Education	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11		
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	4	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-		
Economie entière	01-99	1 489	2 778	2 939	1 320	1 007	281	331	358	196	551	77	241	233	266		

¹ Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte définitif, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2002 et 2003 ne sont pas définitifs.

² Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.

Source: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

Tableau 29: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2003		
							9 mois	T1	T2	T3
Moyenne mensuelle									
Attestations E 301 ¹	657	741	559	847	885	963	822	1 142	925
Frontaliers	70 795	78 362	87 363	97 342	102 952	106 522	104 881	106 397	108 287
Ratio: E 301/frontaliers	0.93	0.95	0.64	0.87	0.86	0.90	0.78	1.07	0.85
Variation annuelle (%)									
Attestations E 301	-13.0	12.9	-24.6	51.6	5.2	10.3	-8.4	24.5	14.9
Frontaliers	9.9	10.7	11.5	11.4	5.8	4.0	3.9	3.7	4.3
Ratio: E 301/frontaliers (variation en points de %)	-0.24	0.02	-0.31	0.23	-0.01	0.05	-0.10	0.18	0.08

Source: IGSS, Ministère du Travail

¹ Le formulaire E301 sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence.

6.2.5 Demandes d'indemnisation de frontaliers au Luxembourg

Afin de cerner le nombre de frontaliers "au chômage", le STATEC utilise le nombre de demandes du formulaire E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg, afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence. Cette source d'information comporte pourtant un biais puisqu'elle ne tient ni compte des frontaliers ne sollicitant pas ce formulaire, ni des chômeurs demandant ce formulaire mais ayant retrouvé un emploi. Le rapport entre les demandes de formulaires E301 et le nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg donne le taux de perte d'emplois des frontaliers sollicitant ce formulaire. Il ne s'agit donc pas d'un "taux de chômage frontalier" dans la mesure où seulement les nouvelles

demandes de formulaires sont prises en compte et non le stock de frontaliers "au chômage".

Le ratio "demandes de formulaires E301 par rapport au nombre de frontaliers" est légèrement inférieur à 1% (cf. tableau 29). Au deuxième trimestre 2003, le ratio passe au-dessus de 1%, mais se retrouve au troisième trimestre à un niveau plus habituel (0.85%). Pour l'ensemble des 9 premiers mois, il passe à 0.9%, soit une légère hausse par rapport à 2002 (0.86%).

Parmi les demandeurs du formulaire d'août 2003, on retrouve près de 2/3 de frontaliers français, 15% d'allemands et 8% de belges. Selon les moyennes des deux derniers mois (ventilation disponible à partir de

juillet), la plupart de ces frontaliers viennent du "Secteur intérimaire" (plus ou moins 30%), du "Secteur bâtiment, génie civil" (17%) et de l'Horeca (11%). Les autres frontaliers étaient employés dans le Commerce (9%), le Transport (7%), étaient des "Employés et cadres

administratifs" (7%) ou venaient de l'"Artisanat" (5%). Il est intéressant de noter que seulement 4% des frontaliers qui ont sollicité ce formulaire sont originaires du secteur financier.

6.2.6 Comparaison européenne des taux de chômage

Selon Eurostat¹, le taux de chômage de la zone euro, corrigé des variations saisonnières, s'est élevé à 8.8% en août 2003 (inchangé par rapport au mois de juillet), 0.3 de points de pourcentage de plus qu'en août 2002. Le taux de chômage de l'Union européenne des quinze s'est également accru en août 2003 et se retrouve à 8.0%, contre 7.7% en août 2002.

Le Luxembourg connaît en août 2003, avec 3.8%, toujours le taux de chômage le plus bas de l'UE15, devant les Pays-Bas (4.1% en juillet 2003) et l'Autriche (4.5%). Le taux de l'Espagne (11.4%) est resté le plus élevé de l'UE15, suivi de l'Allemagne et la France avec un taux de 9.4% pour chacun des deux pays.

En ce qui concerne la progression sur un an, le Luxembourg se range toujours dans le peloton de tête de l'UE15. La hausse relative la plus importante a été observée au Portugal avec une variation en points de pourcentage de 1.9, puis viennent les Pays-Bas (+1.3 d'août 2002 à juillet 2003) suivis du Luxembourg (+0.9). En moyenne, le taux de chômage a augmenté sur cette période de 0.6 points de pourcentage dans les différents pays de l'UE15, la Grande-Bretagne et la Finlande ont même vu leur taux de chômage diminuer.

¹ Les chiffres d'Eurostat peuvent diverger de ceux du STATEC: ces derniers se réfèrent aux inscriptions à l'ADEM, ceux d'Eurostat proviennent par contre des enquêtes sur les forces de travail (EFT).

Seuils de création d'emplois et taux de chômage

Emploi et chômage suivent une relation inverse: quand l'emploi progresse, le chômage a tendance à diminuer. Cependant, si l'emploi progresse insuffisamment pour absorber l'offre de travail disponible, le chômage peut continuer à s'accroître. Dans cet encadré sera décrite la relation entre l'évolution de l'emploi et du chômage sur la période allant de janvier 1987 à juin 2003.

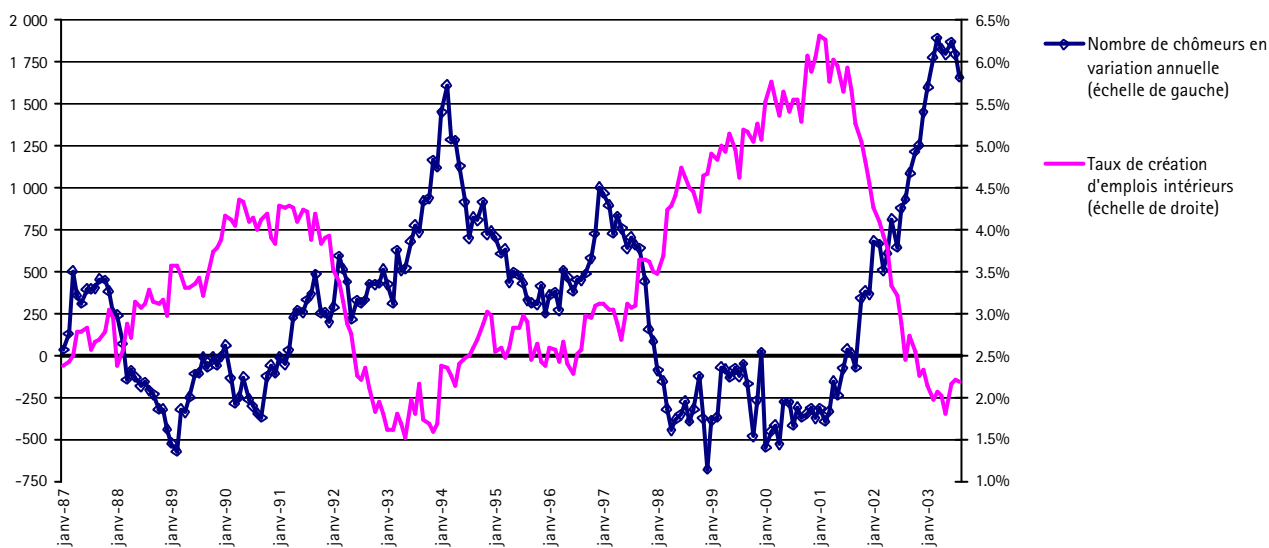
L'observation des séries chronologiques de l'emploi intérieur et des demandeurs d'emplois permet de détecter les différents seuils à partir desquels le chômage augmente (respectivement baisse) selon l'état de la conjoncture du marché du travail. Le graphique 1 représente la variation annuelle absolue du nombre de chômeurs résidents (demandes d'emploi non satisfaites enregistrées par l'ADEM, corrigées de la rupture de série en 1997)¹ et le taux de création d'emplois totaux intérieurs (série brute) en variation annuelle pour la période de 1987 à 2003.

A partir du début de l'année 1988, le nombre de chômeurs commence à diminuer, le taux de création d'emplois intérieurs ayant dépassé les 3%. Pendant les

années 1990 et 1991, le taux de création d'emplois intérieurs n'accélère plus et se stabilise à environ 4%. C'est au cours de cette période que le nombre de chômeurs commence à augmenter à nouveau et cette évolution se poursuit tout au long des années '90. Ce n'est qu'au début de l'année 1998 que le nombre de chômeurs diminue à nouveau, le taux de création d'emplois se situant à quelque 3.5%. A peu près au milieu de l'année 2001, cette évolution favorable prend fin et le nombre de chômeurs se redresse à la hausse, le taux de création d'emplois intérieurs tombant en dessous de 6%.

L'observation du graphique suggère que le seuil de création d'emplois à partir duquel le nombre de chômeurs diminue a tendance à s'élever au cours du temps. Cette hypothèse doit encore être vérifiée par des analyses économétriques. Cette constatation suggère la *diminution de la sensibilité du chômage par rapport à la création d'emplois*. Cette hypothèse peut être justifiée, entre autre, par l'afflux important de frontaliers sur le marché national et l'augmentation du chômage structurel.

Graphique 1: Variation annuelle du nombre de chômeurs inscrits et du taux de création d'emplois intérieurs



Source: STATEC

¹ On a rétroplolé la série démarrant en janvier 1997, ne comportant pas les personnes "en mesure", par les anciens chiffres, non purgés des personnes "en mesures".

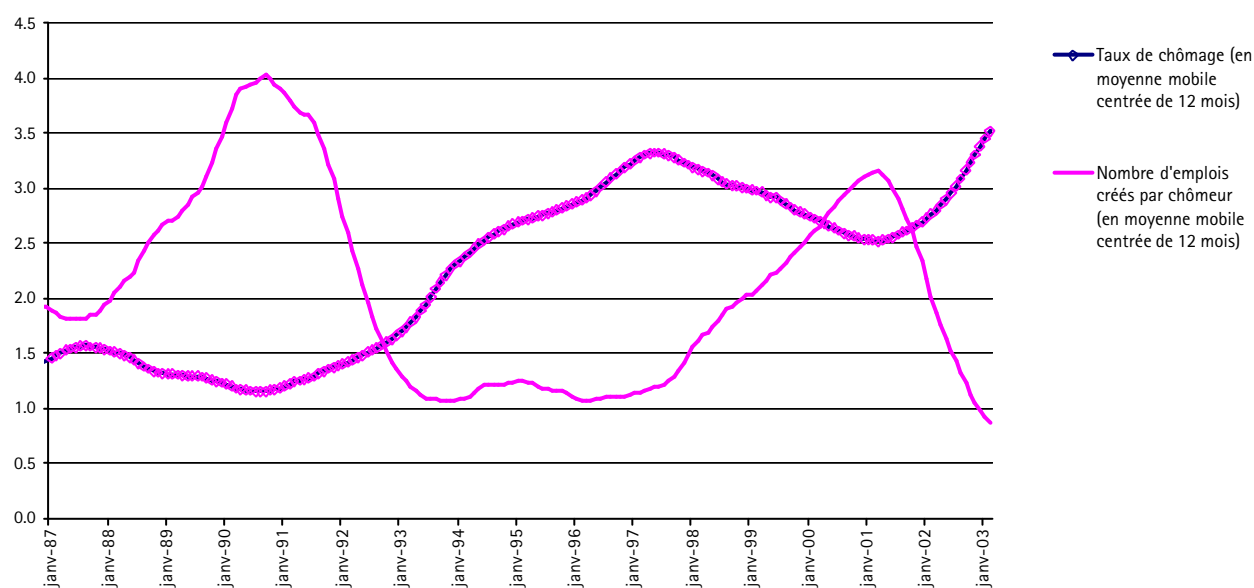
Ainsi, on observe une augmentation de *la part des frontaliers dans l'emploi total intérieur*. Celle-ci est passée de 10% en 1985 à 37% en 2003. Ceci est dû au fait que les frontaliers occupent à peu près deux tiers des emplois nouvellement créés dans l'économie luxembourgeoise sur l'ensemble de cette période. Il n'y a que pendant les années 1992 et 1993 où la part des frontaliers dans les emplois créés en net était plus élevée: 92% en moyenne en 1992 et 115% en 1993. Une variation de la création d'emplois intérieurs (à la hausse et à la baisse) a donc un impact de plus en plus faible sur les résidents.

Un autre phénomène influençant la sensibilité du chômage aux variations des créations d'emplois est l'augmentation du *chômage structurel*. Ainsi, un nombre grandissant de chômeurs de longue durée réduirait l'effet des créations d'emplois sur le total des chômeurs. Les causes de cette augmentation du chômage structurel sont multiples. Il semble y avoir une inadaptation structurelle entre chômeurs et offres d'emplois. Les qualifications des chômeurs ne correspondraient pas nécessairement aux profils recherchés par les entreprises: une étude de la Chambre de Commerce affirme que 75%

des entreprises auraient déclaré connaître des difficultés de recrutement¹. Ainsi, les entreprises sont amenées à recruter leur personnel dans une aire géographique toujours plus vaste. En date du 31 mars 2002, 9.3% (2 588 personnes) des frontaliers résidant en Belgique et 3.3% (1 777 personnes) des frontaliers résidant en France ne sont pas domiciliés dans les provinces /départements limitrophes². Cette situation permet également une certaine rigidité à la baisse de l'emploi pendant les périodes de faible croissance économique: par crainte de ne pas trouver assez rapidement le personnel nécessaire lors d'une reprise, les entreprises sont plus hésitantes en matière de licenciement.

Ensuite, le taux de chômage dans la Grande-Région est relativement élevé: fin d'année 2002 il était de 8.5% en Lorraine, de 9.3% en Sarre, de 7.5% en Rhénanie-Palatinat et de 16.7% en Wallonie. Au total, la Grande Région hors Luxembourg compte quelque 500 000 demandeurs d'emplois. La concurrence sur le marché du travail national est donc élevée. Il faut pourtant noter que certaines des mesures pour l'emploi sont spécialement conçues pour faire face au chômage structurel.

Graphique 2: Nombre d'emplois créés par chômeur et taux de chômage



Source: STATEC

¹ Rapport d'activité 2002 du Ministère du Travail et de l'Emploi p. 90 (http://www.gouvernement.lu/publications/rapportsactivite/Travail_Emploi_2002.pdf).

² Rapport d'activité 2002 du Ministère du Travail et de l'Emploi p. 89 (http://www.gouvernement.lu/publications/rapportsactivite/Travail_Emploi_2002.pdf).

L'évolution du nombre d'emplois créés par chômeur comparée à celle du taux de chômage illustre bien cette rigidité du taux de chômage aux variations de l'emploi créée (cf. graphique 2). On note que le taux de chômage commence à augmenter fortement au début des années '90, le nombre d'emplois créés par chômeur étant alors en baisse. Vers le milieu de l'année 1993, l'emploi créé par chômeur se stabilise et reste à un niveau légèrement supérieur à 1 poste par chômeur, le taux de chômage continuant pourtant sa progression. Ce n'est que vers la

fin des années '90, où le nombre d'emplois créés par chômeur se remet à augmenter, qu'on constate une diminution du taux de chômage. Pourtant, le chômage a atteint un niveau beaucoup plus élevé, dû à la forte pénétration de frontaliers sur le marché national, et une augmentation, même importante, du nombre d'emplois créés par chômeur ne peut amener le chômage à son niveau d'il y a dix ans. On observe donc qu'il y a eu un changement structurel au niveau du chômage et de sa relation avec la création d'emplois.

Conclusions

La description des graphique ci-dessus donne à penser que la création annuelle d'emplois devrait dépasser les 3.5% pour que le nombre de chômeurs diminue à nouveau. En effet, le dernier seuil pour lequel le chômage s'est retourné à la baisse est à 3.5%. Pour atteindre un taux de création d'emplois de cette ampleur, il faudrait créer plus de 10 000 emplois par an. Etant donné que l'ADEM compte actuellement 7 248 demandeurs

d'emploi, il faudrait créer 1.4 (10 000 divisé par 7 248) emploi par chômeur pour que leur nombre diminue. Pourtant, actuellement la création d'emplois n'est que de 5 461 postes, soit 0.75 emploi par chômeur.

Ces conclusions chiffrées étant basées sur des observations empiriques, il importe que des analyses économétriques plus poussées explorent plus avant la relation entre la variation du chômage et de l'emploi.

C. Annexe statistique

mise à jour du 15 octobre 2003

Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants).....	61
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)	62
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants).....	63
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)	64
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants).....	65
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)	66
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	67
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale.....	68
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction.....	69
Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction.....	70
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)	71
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg.....	72
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays	73
Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie	74
Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production du mois en volume.....	75
Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production par jour ouvrable en volume.....	76
Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'Industrie – Commandes nouvelles totales en valeur	77
Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'Industrie – Nombre de salariés.....	78
Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'Industrie – Heures travaillées	79
Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'Industrie – Coût salarial unitaire.....	80
Tableau 3b: Activité dans la construction.....	81
Tableau 3c: Activité dans le commerce	82
Tableau 3d: Activité dans les services financiers.....	83
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie.....	84
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction.....	84
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail	86
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur	87
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes.....	88
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières	89

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

- Résultat rigoureusement nul.
- . Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses.
- ... Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
- blanc Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC

6, bd Royal

L-2449 Luxembourg

Tél: 478 – 4234/4339

Fax: 241812

E-mail: statec.post@statec.etat.lu

<http://www.statec.lu>

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong

Tél: 478 – 4234

E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Bastien Larue

Tél: 478 – 4339

E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (y compris les ménages collectifs)		Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
		Consommation publique				
Prix courants, mio EUR						
1985	5 842	3 463	1 090	1 058	6 682	6 451
1986	6 420	3 595	1 171	1 392	6 712	6 451
1987	6 678	3 784	1 289	1 647	6 795	6 838
1988	7 444	4 101	1 366	1 896	7 697	7 616
1989	8 502	4 439	1 520	2 139	9 037	8 632
1990	9 180	4 774	1 678	2 377	9 556	9 205
1991	10 155	5 281	1 798	2 811	10 560	10 294
1992	10 725	5 372	1 975	2 578	11 027	10 227
1993	11 843	5 706	2 168	2 872	12 224	11 127
1994	12 731	6 092	2 264	2 921	13 576	12 122
1995	13 214	6 327	2 439	2 831	14 414	12 797
1996	13 927	6 698	2 635	3 013	15 478	13 897
1997	15 490	7 058	2 777	3 570	18 478	16 393
1998	17 006	7 601	2 852	4 031	21 651	19 128
1999	18 739	7 914	3 146	4 596	25 509	22 426
2000	21 258	8 492	3 338	4 999	32 157	27 727
2001	21 987	9 164	3 717	5 274	33 732	29 901
2002	22 396	9 590	4 034	4 886	32 718	28 833
Taux de variation en %						
1986	9.9	3.8	7.4	31.5	0.4	0.0
1987	4.0	5.3	10.0	18.4	1.2	6.0
1988	11.5	8.4	6.0	15.1	13.3	11.4
1989	14.2	8.2	11.3	12.8	17.4	13.3
1990	8.0	7.5	10.4	11.1	5.7	6.6
1991	10.6	10.6	7.1	18.2	10.5	11.8
1992	5.6	1.7	9.9	-8.3	4.4	-0.7
1993	10.4	6.2	9.8	11.4	10.9	8.8
1994	7.5	6.8	4.5	1.7	11.1	8.9
1995	3.8	3.9	7.7	-3.1	6.2	5.6
1996	5.4	5.9	8.0	6.4	7.4	8.6
1997	11.2	5.4	5.4	18.5	19.4	18.0
1998	9.8	7.7	2.7	12.9	17.2	16.7
1999	10.2	4.0	10.4	14.0	17.8	17.2
2000	13.4	7.3	6.1	8.8	26.1	23.6
2001	3.4	7.9	11.3	5.5	4.9	7.8
2002	1.9	4.6	8.4	-7.4	-3.0	-3.6

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statec.lu/html_fr/statistiques/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a - suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ²	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
		Prix constants, année de référence 1995, mio EUR					
1985	7 605	4 499		1 450	1 312	7 750	7 459
1986	8 364	4 656		1 543	1 739	7 970	7 587
1987	8 695	4 859		1 692	2 031	8 245	8 141
1988	9 431	5 148		1 765	2 306	9 158	8 992
1989	10 355	5 396		1 909	2 478	10 310	9 815
1990	10 905	5 597		2 036	2 589	10 886	10 305
1991	11 848	5 990		2 119	2 983	11 886	11 246
1992	12 042	5 847		2 189	2 576	12 204	10 910
1993	12 548	5 972		2 304	2 933	12 800	11 504
1994	13 028	6 213		2 327	2 938	13 784	12 276
1995	13 214	6 327		2 439	2 831	14 414	12 797
1996	13 655	6 604		2 574	3 000	15 244	13 767
1997	14 791	6 859		2 652	3 468	17 493	15 676
1998	15 810	7 309		2 687	3 929	19 966	18 077
1999	17 047	7 496		2 882	4 425	22 916	20 714
2000	18 606	7 841		3 020	4 687	26 767	23 769
2001	18 835	8 195		3 231	4 778	27 467	24 899
2002	19 076	8 386		3 366	4 334	27 375	24 496
							Taux de variation en %
1986	10.0	3.5		6.4	32.6	2.8	1.7
1987	4.0	4.3		9.6	16.8	3.4	7.3
1988	8.5	6.0		4.3	13.5	11.1	10.5
1989	9.8	4.7		8.1	7.5	12.6	9.1
1990	5.3	3.7		6.7	4.5	5.6	5.0
1991	8.6	7.0		4.0	15.2	9.2	9.1
1992	1.6	-2.4		3.3	-13.6	2.7	-3.0
1993	4.2	2.1		5.2	13.8	4.9	5.4
1994	3.8	4.0		1.0	0.2	7.7	6.7
1995	1.4	1.7		4.7	-3.6	4.6	4.2
1996	3.3	4.4		5.6	6.0	5.8	7.6
1997	8.3	3.9		3.0	15.6	14.8	13.9
1998	6.9	6.6		1.3	13.3	14.1	15.3
1999	7.8	2.6		7.3	12.6	14.8	14.6
2000	9.1	4.6		4.8	5.9	16.8	14.8
2001	1.2	4.4		6.9	2.0	2.6	4.8
2002	1.3	2.2		4.1	-9.3	-0.3	-1.6

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.² En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 1995" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
							Prix courants, mio EUR
1985	370	-37	201	390	17	942	
1986	539	93	228	427	28	1 314	
1987	575	161	269	504	68	1 576	
1988	571	254	336	544	60	1 763	
1989	650	269	425	543	81	1 968	
1990	708	194	479	675	97	2 154	
1991	735	472	562	707	90	2 566	
1992	648	168	593	761	125	2 295	
1993	649	555	584	904	118	2 811	
1994	702	335	513	1 032	270	2 852	
1995	588	486	496	1 179	101	2 851	
1996	687	450	465	1 236	138	2 976	
1997	765	697	496	1 248	241	3 448	
1998	814	697	536	1 524	278	3 849	
1999	820	1 193	527	1 652	266	4 458	
2000	970	760	531	1 881	292	4 434	
2001	1 000	937	647	2 173	276	5 033	
2002	984	952	615	2 271	225	5 047	
							Taux de variation en %
1986	45.4	-349.9	13.2	9.5	62.0	39.5	
1987	6.7	73.4	18.0	18.0	144.6	20.0	
1988	-0.7	57.9	24.7	7.9	-12.4	11.9	
1989	13.9	6.2	26.6	-0.1	35.6	11.6	
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3	20.0	9.4	
1991	3.7	143.1	17.2	4.7	-7.0	19.1	
1992	-11.8	-64.4	5.5	7.6	38.7	-10.6	
1993	0.1	230.0	-1.4	18.8	-5.3	22.5	
1994	8.3	-39.6	-12.2	14.1	128.3	1.5	
1995	-16.3	45.1	-3.2	14.3	-62.6	0.0	
1996	16.8	-7.5	-6.4	4.8	36.9	4.4	
1997	11.3	55.1	6.7	1.0	74.3	15.9	
1998	6.4	-0.1	8.1	22.1	15.3	11.6	
1999	0.7	71.2	-1.7	8.4	-4.3	15.8	
2000	18.3	-36.2	0.7	13.9	9.7	-0.5	
2001	3.1	23.2	21.9	15.5	-5.6	13.5	
2002	-1.6	1.7	-5.0	4.5	-18.2	0.3	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et		Construction			Total
	machines	Matériel de transport	Logement	Autres constructions	Autres	
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR						
1985	404	-44	295	573	27	1 227
1986	586	106	326	611	43	1 683
1987	621	181	375	703	98	1 982
1988	633	279	461	747	84	2 209
1989	705	294	546	699	106	2 362
1990	760	208	561	791	121	2 441
1991	783	500	627	789	112	2 826
1992	679	174	615	790	144	2 400
1993	656	575	601	931	128	2 894
1994	706	339	522	1 050	279	2 895
1995	588	486	496	1 179	101	2 851
1996	704	433	461	1 226	136	2 960
1997	779	619	487	1 225	223	3 336
1998	878	612	519	1 474	251	3 729
1999	924	1 013	501	1 569	236	4 274
2000	1 090	596	492	1 742	250	4 125
2001	1 117	717	576	1 934	223	4 541
2002	1 070	742	534	1 973	177	4 477
Taux de variation en %						
1986	45.2	-339.5	10.4	6.7	58.5	37.1
1987	6.0	70.4	15.1	15.0	128.8	17.7
1988	1.8	54.2	22.8	6.3	-15.0	11.5
1989	11.4	5.4	18.5	-6.5	27.1	6.9
1990	7.8	-29.3	2.8	13.2	13.4	3.4
1991	3.0	140.2	11.7	-0.2	-7.4	15.8
1992	-13.3	-65.1	-1.8	0.1	29.0	-15.1
1993	-3.4	230.0	-2.3	17.8	-10.9	20.6
1994	7.7	-40.9	-13.2	12.8	117.6	0.0
1995	-16.7	43.2	-5.0	12.3	-63.7	-1.5
1996	19.6	-10.8	-7.1	3.9	34.7	3.8
1997	10.7	42.7	5.6	-0.1	64.0	12.7
1998	12.7	-1.2	6.6	20.3	12.6	11.8
1999	5.2	65.7	-3.5	6.5	-6.1	14.6
2000	18.0	-41.2	-1.8	11.0	5.8	-3.5
2001	2.5	20.3	17.2	11.1	-10.6	10.1
2002	-4.2	3.6	-7.3	2.0	-20.6	-1.4

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix courants, mio EUR					
1985	4 424	1 472	787	4 857	1 353	241
1986	4 292	1 672	748	4 811	1 387	253
1987	4 121	1 898	776	5 037	1 527	274
1988	4 685	2 258	753	5 459	1 868	289
1989	5 306	2 879	852	6 194	2 126	313
1990	5 364	3 249	943	6 394	2 486	326
1991	5 590	3 881	1 089	7 073	2 873	348
1992	5 433	4 405	1 189	6 679	3 179	370
1993	5 348	5 645	1 231	6 588	4 157	382
1994	5 775	6 539	1 261	6 972	4 744	406
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 729	368
1996	6 224	7 988	1 267	7 747	5 761	389
1997	7 056	9 944	1 478	8 878	7 094	420
1998	7 826	12 185	1 640	9 870	8 786	472
1999	8 073	15 460	1 976	10 631	11 305	491
2000	9 527	20 429	2 200	12 027	15 190	510
2001	10 410	21 250	2 072	13 158	16 195	548
2002	10 329	19 998	2 392	12 924	15 358	551
	Taux de variation en %					
1986	-3.0	13.6	-4.9	-1.0	2.5	5.0
1987	-4.0	13.5	3.7	4.7	10.1	8.6
1988	13.7	19.0	-2.9	8.4	22.3	5.4
1989	13.2	27.5	13.1	13.5	13.8	8.3
1990	1.1	12.8	10.7	3.2	16.9	3.9
1991	4.2	19.4	15.5	10.6	15.6	6.9
1992	-2.8	13.5	9.2	-5.6	10.6	6.3
1993	-1.6	28.1	3.6	-1.4	30.8	3.4
1994	8.0	15.8	2.5	5.8	14.1	6.1
1995	10.6	4.5	-5.5	10.4	-0.3	-9.4
1996	-2.6	16.9	6.2	0.6	21.8	5.8
1997	13.4	24.5	16.7	14.6	23.2	8.1
1998	10.9	22.5	11.0	11.2	23.8	12.2
1999	3.2	26.9	20.5	7.7	28.7	4.1
2000	18.0	32.1	11.3	13.1	34.4	3.9
2001	9.3	4.1	-5.8	9.4	6.6	7.5
2002	-0.8	-5.8	15.4	-1.8	-5.2	0.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c - suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix constants, année de référence 1995, mio EUR					
1985	4 192	2 181	1 077	4 932	2 114	296
1986	4 227	2 449	1 039	5 048	2 089	311
1987	4 250	2 719	1 071	5 415	2 244	334
1988	4 737	3 182	1 012	5 883	2 614	345
1989	5 100	3 941	1 108	6 348	2 961	365
1990	5 248	4 336	1 189	6 515	3 329	371
1991	5 610	4 865	1 328	7 166	3 582	386
1992	5 618	5 168	1 370	6 716	3 742	395
1993	5 514	5 964	1 323	6 780	4 324	394
1994	5 895	6 591	1 300	7 143	4 716	410
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 729	368
1996	6 356	7 655	1 233	7 845	5 539	384
1997	7 149	8 919	1 416	8 787	6 472	408
1998	7 966	10 407	1 556	9 848	7 744	453
1999	8 505	12 458	1 811	10 744	9 400	465
2000	9 593	15 010	1 891	11 463	11 559	465
2001	10 527	15 069	1 747	12 438	11 762	490
2002	10 428	14 872	1 969	12 055	11 712	481
	Taux de variation en %					
1986	0.8	12.3	-3.5	2.4	-1.2	5.1
1987	0.5	11.0	3.1	7.3	7.5	7.3
1988	11.5	17.0	-5.5	8.7	16.5	3.2
1989	7.6	23.9	9.5	7.9	13.3	6.0
1990	2.9	10.0	7.3	2.6	12.4	1.7
1991	6.9	12.2	11.7	10.0	7.6	3.8
1992	0.1	6.2	3.1	-6.3	4.4	2.4
1993	-1.8	15.4	-3.4	0.9	15.6	-0.3
1994	6.9	10.5	-1.8	5.4	9.1	4.2
1995	8.4	3.7	-8.2	7.8	0.3	-10.4
1996	-0.5	12.0	3.4	1.9	17.1	4.3
1997	12.5	16.5	14.9	12.0	16.8	6.4
1998	11.4	16.7	9.8	12.1	19.6	11.1
1999	6.8	19.7	16.4	9.1	21.4	2.6
2000	12.8	20.5	4.4	6.7	23.0	0.0
2001	9.7	0.4	-7.6	8.5	1.8	5.5
2002	-0.9	-1.3	12.7	-3.1	-0.4	-1.8

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)
Aux erreurs d'arrondi près

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

Décomposition de l'indice général par catégories de produits																
	Indice général	Indice des produits hors pétroliers	Indice des produits pétroliers	Inflation "sous-jacente"	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
	1996=100															
1995	98.8	99.1	93.4	99.1	99.2	97.8	100.0	96.5	99.0	99.1	98.6	97.9	100.1	97.9	99.0	98.9
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.2	104.8	101.2	101.1	100.3	100.9	102.9	100.8	101.0	101.1	102.9	101.1	100.8	102.1	101.5
1998	102.3	102.6	97.3	102.5	103.8	104.4	102.1	102.7	102.0	101.8	100.0	101.4	102.4	105.9	104.1	102.3
1999	103.4	103.5	101.6	103.5	105.0	107.5	102.3	104.2	103.4	102.7	101.6	91.2	102.7	110.3	105.1	103.3
2000	106.6	105.5	132.6	105.4	107.2	110.3	103.2	112.2	105.9	114.7	106.7	85.8	104.0	111.9	107.8	103.8
2001	109.5	108.5	130.5	108.4	112.3	113.4	105.4	114.1	108.1	116.7	109.9	75.8	106.5	114.1	111.4	107.9
2002	111.8	111.2	121.9	111.1	116.6	117.6	107.2	114.3	110.0	110.6	111.4	72.6	109.6	123.9	116.3	110.7
4T 2002	113.0	112.3	125.8	112.2	117.7	119.5	109.1	116.2	111.2	110.8	112.3	71.8	110.5	132.4	118.1	111.5
1T 2003	113.2	112.4	130.0	112.2	117.9	120.5	106.8	117.9	110.4	107.2	113.1	71.1	111.0	132.7	119.0	111.9
2T 2003	113.9	113.4	122.6	113.2	118.6	121.7	110.1	117.0	112.1	107.4	113.0	70.7	111.9	132.7	119.8	112.9
3T 2003	114.1	113.6	122.8	113.4	119.2	122.6	107.5	117.3	111.0	107.9	114.3	70.9	112.0	133.2	120.3	113.3
juil-03	112.9	112.4	120.3	112.3	119.2	122.5	102.2	116.5	108.2	107.4	113.6	70.6	110.9	132.7	120.2	112.2
août-03	114.4	113.9	121.6	113.8	119.1	122.5	110.2	117.3	112.3	107.8	114.0	71.1	112.2	132.7	120.2	113.7
sept-03	114.9	114.3	126.4	114.2	119.2	122.8	110.2	118.1	112.5	108.7	115.2	71.0	113.0	134.1	120.5	114.1
	Taux de variation annuels en %															
1996	1.2	0.9	7.0	0.9	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.2	4.8	1.2	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5
1998	1.0	1.5	-7.2	1.3	2.7	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7
1999	1.0	0.9	4.4	0.9	1.2	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	1.9	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	2.8	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	2.5	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5
4T 2002	2.2	2.1	3.6	2.2	2.8	3.5	1.6	2.6	1.6	-4.6	2.3	-3.8	2.0	9.6	4.8	2.1
1T 2003	2.5	2.1	12.1	2.1	2.2	4.2	1.4	5.1	1.6	-2.7	2.7	-3.5	1.9	9.8	3.9	1.9
2T 2003	2.0	2.1	-0.2	2.1	1.9	4.2	1.7	2.7	1.6	-2.5	1.6	-3.7	2.2	9.8	3.5	2.2
3T 2003	1.9	2.0	-0.2	2.0	1.6	3.5	1.5	2.2	1.3	-3.1	2.1	-0.6	2.1	9.8	2.9	2.1
juil-03	1.6	1.7	-0.9	1.7	1.7	3.5	0.6	2.1	0.5	-3.5	1.9	-2.7	1.9	9.8	3.0	1.8
août-03	2.0	2.0	0.0	2.0	1.7	3.4	1.9	2.4	1.6	-3.1	1.8	0.6	2.1	9.8	2.8	2.2
sept-03	2.1	2.2	0.2	2.2	1.5	3.6	1.9	2.1	1.7	-2.7	2.6	0.2	2.4	9.7	2.9	2.4

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice des prix à la consommation national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2001	2002	2003		2001	2002	2003
Produits pétroliers	5.5	4.2	3.7	Santé	1.8	2.6	2.3
Inflation "sous-jacente"	93.3	94.6	95.2	Transports	15.1	16.7	17.9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.4	15.4	15.1	Communications	1.5	2.1	2.2
Boissons alcoolisées, tabacs	4.1	4.3	6.9	Loisirs, spectacles, culture	13.3	10.3	10.9
Habillement et chaussures	8.4	7.0	11.7	Enseignement	0.1	0.5	0.6
Logement, eau, électricité et combustibles	13.8	12.4	10.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.1	7.3
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.7	11.4	2.3	Biens et services divers	7.7	10.1	9.9

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	EU-15
							1996=100
1995	98.8	98.8	98.0	98.3	98.6	98.5	97.6
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.5	101.3	101.5	101.9	101.5	101.7
1998	102.4	102.1	102.0	102.4	103.7	102.2	103.1
1999	103.4	102.8	102.5	103.6	105.8	103.0	104.3
2000	107.3	104.2	104.4	106.4	108.2	104.7	106.2
2001	109.9	106.2	106.3	109.0	113.8	107.0	108.6
2002	112.1	107.6	108.3	110.7	118.2	108.9	110.8
3T 2002	112.4	107.8	108.5	110.7	118.5	109.1	111.0
4T 2002	113.6	107.6	108.9	111.1	118.8	109.2	111.6
1T 2003	114.3	108.7	110.0	111.6	120.2	110.3	112.2
2T 2003	114.8	108.6	110.4	112.3	121.1	110.5	112.9
juin-03	114.7	108.6	110.5	112.4	120.7	110.6	112.9
juil-03	113.8	108.9	110.4	111.1	120.5	110.6	112.8
août-03	115.2	109.0	110.7	113.0	110.9	110.9	113.1
							Taux de variation annuels en %
1996	1.2	1.2	2.1	1.8	1.4	1.5	2.5
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.7
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	1.3
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.7	1.2
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.9
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.2	2.2
2002	2.1	1.3	1.9	1.6	3.9	1.8	2.1
3T 2002	2.0	1.1	1.7	1.2	3.7	1.5	1.9
4T 2002	2.7	1.2	2.0	1.2	3.3	1.7	2.2
1T 2003	3.4	1.1	2.3	1.5	2.8	1.8	2.2
2T 2003	2.4	0.9	1.9	1.3	2.2	1.5	1.8
juin-03	2.0	0.9	1.9	1.5	2.2	1.5	1.7
juil-03	1.9	0.8	1.9	1.4	2.1	1.5	1.8
août-03	2.3	1.1	2.0	1.6	...	...	2.0

Source: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2003): Allemagne 47.5%, France 37.7%, Pays-Bas 8.4%, et Belgique 6.4%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE	Hors UE
	1995=100								
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	95.9	98.3	89.1	93.4	102.1	100.4	95.7	95.7	96.7
1997	97.5	99.0	93.0	95.3	103.2	101.1	98.5	96.8	99.0
1998	99.2	100.4	95.6	97.7	105.0	100.5	101.1	98.2	100.4
1999	94.4	97.9	84.5	90.7	105.0	104.3	99.0	92.5	96.2
2000	99.0	101.3	92.4	95.7	108.5	107.6	105.1	96.6	101.1
2001	100.1	102.5	93.3	96.1	110.5	111.5	107.8	97.3	101.9
2002	99.0	101.3	92.5	94.2	111.7	113.1	109.6	95.4	100.4
3T 2002	99.7	101.7	94.0	95.0	112.0	113.6	111.2	96.0	100.5
4T 2002	99.7	101.8	93.8	94.8	112.0	114.2	111.1	95.7	101.6
1T 2003	100.3	102.6	93.7	95.3	113.1	115.1	112.0	96.1	102.8
2T 2003	100.5	102.0	96.4	95.5	113.4	115.4	114.5	95.8	102.5
juin-03	100.7	101.9	97.5	95.8	113.2	115.4	114.8	96.0	102.6
juil-03	100.2	101.9	95.3	95.0	113.4	115.6	114.5	95.2	102.8
août-03	100.1	102.0	94.7	94.7	113.5	115.9	114.4	95.2	101.9
	Taux de variation annuels en %								
1996	-4.1	-1.7	-10.9	-6.6	2.1	0.4	-4.3	-4.3	-3.3
1997	1.6	0.8	4.4	2.1	1.1	0.7	2.9	1.1	2.3
1998	1.7	1.4	2.8	2.5	1.7	-0.7	2.7	1.5	1.5
1999	-4.8	-2.5	-11.6	-7.2	0.1	3.8	-2.1	-5.8	-4.2
2000	4.8	3.5	9.4	5.5	3.3	3.2	6.2	4.3	5.1
2001	1.1	1.2	1.0	0.4	1.8	3.6	2.6	0.7	0.8
2002	-1.1	-1.1	-0.9	-2.1	1.1	1.4	1.7	-1.9	-1.5
3T 2002	-0.4	-0.7	0.8	-1.1	0.9	1.7	3.1	-1.4	-0.8
4T 2002	0.5	0.1	1.7	0.0	0.6	2.4	3.8	-0.5	0.2
1T 2003	2.2	1.7	3.6	2.1	1.7	2.8	4.6	1.1	3.3
2T 2003	2.1	1.1	5.3	2.1	1.7	2.5	4.8	1.0	2.6
juin-03	2.1	0.9	5.7	2.1	1.5	2.2	4.3	1.2	2.3
juil-03	0.4	-0.1	2.1	0.0	0.9	1.9	3.4	-0.9	1.5
août-03	0.3	0.4	-0.2	-0.5	1.6	2.2	2.8	-0.9	1.2

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 67.15%, biens d'équipement 11.57%, biens de consommation 21.27%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE 64.71%, prix à l'exportation (hors UE) 15.56%.

Tableau 2c - suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2T 2002	563.4	137.6	136.6
3T 2002	566.5	138.0	137.3
4T 2002	569.6	138.5	138.1
1T 2003*	573.0	139.7	139.3
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2T 2002	2.4	2.3	2.6
3T 2002	2.3	2.4	2.9
4T 2002	2.8	2.5	3.2
1T 2003*	2.5	2.4	3.0

Source: STATEC

* estimation

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 58.22%; installations techniques, parachèvement 41.78%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Taux de change ¹			Indices des valeurs unitaires ²	
	Taux de change effectif, exportations de biens	idem, importations	Indices des valeurs unitaires à l'exportation de biens	idem, importation	Termes de l'échange 1990=100
1995	95.0	97.8	96.2	97.9	98.2
1996	96.4	98.5	91.9	99.8	92.0
1997	98.8	99.7	91.8	99.5	92.2
1998	99.1	99.7	90.7	98.6	92.0
1999	99.6	100.1	87.7	99.4	88.2
2000	101.1	100.9	89.1	103.5	86.1
2001	101.3	100.9	89.9	103.8	86.6
2002	100.9	100.7	91.5	105.2	86.9
3T 2002	100.6	100.6	90.8	105.3	86.2
4T 2002	100.4	100.5	90.3	105.1	85.9
1T 2003	99.7	100.1	...	...	...
2T 2003	98.9	99.7	...	...	...
mai-03	98.7	99.6	...	...	...
juin-03	98.7	99.6	...	...	...
juil-03	98.8	99.7	...	...	...
					Taux de variation annuels en %
1996	1.4	0.7	-4.5	1.9	-6.3
1997	2.6	1.2	-0.1	-0.3	0.2
1998	0.3	0.1	-1.2	-0.9	-0.3
1999	0.4	0.4	-3.3	0.8	-4.1
2000	1.6	0.8	1.6	4.2	-2.4
2001	0.1	0.0	0.9	0.3	0.6
2002	-0.3	-0.2	1.7	1.4	0.3
3T 2002	-0.8	-0.4	-0.1	1.1	-1.2
4T 2002	-0.9	-0.5	0.2	1.1	-0.9
1T 2003	-1.9	-0.9	...	...	...
2T 2003	-2.2	-1.1	...	...	...
mai-03	-2.4	-1.2	...	...	...
juin-03	-2.0	-1.0	...	...	...
juil-03	-1.6	-0.8	...	...	...

Source: STATEC

¹ Une augmentation du taux de change effectif correspond à une dépréciation de la devise luxembourgeoise (LUF, respectivement EUR depuis janvier 1999).² Pour des raisons techniques, la publication des résultats des valeurs unitaires à l'exportation et à l'importation est suspendue. Les évolutions "en volume" des exportations et importations de biens le sont donc également.

Les taux de change effectifs et les indices des valeurs unitaires sont établis grâce aux statistiques du commerce extérieur de biens (Intrastat et Extrastat). Les taux de change effectifs sont obtenus en pondérant les taux de change nominaux par la part respective du pays concerné dans le commerce extérieur (exportations ou importations) du Luxembourg. Une diminution du taux de change correspond à une appréciation de la monnaie nationale.

Les indices des valeurs unitaires, qui sont en fait une sorte de prix, sont obtenues en divisant les valeurs (à prix courants) des exportations et importations par des indices de quantités y relatifs. En raison des problèmes liés au contrôle de la qualité d'une marchandise donnée, beaucoup de prudence doit être appliquée lors de l'interprétation de ces chiffres, particulièrement à l'égard des valeurs unitaires à l'importation. Les termes de l'échange sont censés donner une image de la position compétitive d'un pays par la comparaison des "prix" à l'exportation et à l'importation.

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total		Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			1995=100
1995	...	100.0	100.0	100.0
1996	...	100.4	101.7	100.5
1997	...	102.3	105.1	102.6
1998	2 847	104.2	104.2	105.4
1999	2 932	104.7	105.9	106.0
2000	3 059	108.7	112.7	109.8
2001	3 227	113.0	114.8	114.7
2002	3 328	115.3	117.5	117.1
3T 2002	3 177	110.2	116.5	111.2
4T 2002	3 635	126.8	112.6	132.1
1T 2003	3 296	110.5	115.3	111.9
2T 2003	3 376	117.8	118.0	120.2
mai-03	3 348	119.5	121.9	121.5
juin-03	3 469	120.2	117.6	123.3
juil-03	...	113.8	115.2	116.1
				Taux de variation annuels en %
1996	...	0.4	1.7	0.5
1997	...	1.9	3.4	2.1
1998	...	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	1.8	4.5
2002	3.1	2.1	2.3	2.1
3T 2002	3.3	1.2	1.4	1.3
4T 2002	3.5	3.0	0.3	3.5
1T 2003	2.7	2.4	-1.3	3.2
2T 2003	2.6	1.4	-4.6	2.8
mai-03	1.8	-1.2	-5.4	0.1
juin-03	2.2	1.6	-5.8	3.3
juil-03	...	1.7	-2.5	2.7

Source: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité Sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation (1 505.66 resp. 5 878.99 EUR par mois au nombre indice 554.38).

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	EU-15
	Indice 2000=100					
1995	91.4	...	88.3	86.8	...	...
1996	92.3	92.3	90.3	88.4	91.5	89.6
1997	94.6	93.9	92.0	90.8	93.8	92.2
1998	96.5	95.3	93.6	92.9	95.2	94.5
1999	99.2	97.1	96.2	95.5	97.3	97.0
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.5	102.2	103.7	105.4	103.4	103.6
2002	108.0	104.7	107.9	108.1	107.0	107.1
3T 2002	94.5	105.4	108.5	102.0	105.8	105.8
4T 2002	123.7	106.2	109.2	117.0	111.4	110.4
1T 2003	...	105.6	110.0	109.6	105.8	107.8
2T 2003	...	107.2	110.6	...	110.8	110.6
	Taux de variation annuels en %					
1996	1.0	...	2.3	1.9	...	...
1997	2.5	1.7	1.9	2.6	2.5	3.0
1998	2.1	1.5	1.7	2.3	1.5	2.4
1999	2.7	1.8	2.8	2.9	2.2	2.6
2000	0.9	3.0	4.0	4.7	2.8	3.1
2001	4.5	2.2	3.7	5.4	3.4	3.5
2002	3.4	2.4	4.0	2.6	3.5	3.4
3T 2002	2.5	2.4	4.0	3.5	3.2	3.3
4T 2002	2.0	3.0	4.0	1.7	3.5	3.5
1T 2003	...	2.4	3.5	3.0	2.7	2.9
2T 2003	...	3.2	2.8	...	2.9	3.0

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	EU-15
						Indice 2000=100
1995	90.6	...	85.9	92.3	...	...
1996	91.9	92.0	88.4	93.1	90.7	89.3
1997	94.9	93.5	91.1	95.2	93.2	92.1
1998	97.1	95.1	92.0	96.1	94.6	94.1
1999	99.5	96.7	95.2	97.8	96.8	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.6	102.0	104.1	103.0	103.2	103.4
2002	...	104.1	108.0	105.9	106.5	106.8
3T 2002	93.4	104.8	108.6	100.4	105.6	106.0
4T 2002	130.5	105.5	109.3	115.5	111.3	110.8
1T 2003	...	105.7	110.1	103.9	105.4	107.1
2T 2003	...	106.4	110.7	...	110.2	110.5
						Taux de variation annuels en %
1996	1.4	...	2.9	0.9	...	...
1997	3.3	1.6	3.0	2.3	2.8	3.1
1998	2.3	1.7	1.0	0.9	1.5	2.2
1999	2.5	1.7	3.5	1.7	2.3	2.6
2000	0.5	3.4	5.0	2.3	3.4	3.6
2001	4.6	2.0	4.1	3.0	3.2	3.4
2002	...	2.0	3.8	2.8	3.2	3.3
3T 2002	2.9	2.2	3.8	3.8	2.9	3.1
4T 2002	2.4	2.9	3.7	1.6	3.4	3.6
1T 2003	...	2.7	3.4	2.1	2.7	3.3
2T 2003	...	3.2	2.9	...	3.4	3.5

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.6	102.2	91.6	99.5	101.3	111.3	93.5
1997	106.1	107.5	97.9	98.2	110.2	106.8	97.1
1998	114.8	117.5	99.0	102.1	118.7	122.5	104.6
1999	116.6	118.4	105.9	99.7	122.1	123.5	103.4
2000	122.3	124.3	110.4	107.2	130.1	120.3	107.0
2001	126.3	128.8	110.8	105.6	132.9	126.9	114.9
2002	126.5	130.6	102.2	115.8	131.4	122.6	118.7
3T 2002	119.9	123.7	96.9	103.2	123.5	124.4	113.6
4T 2002	128.3	133.0	99.8	129.1	132.3	125.5	117.9
1T 2003	131.2	136.1	101.5	144.8	133.3	125.4	123.5
2T 2003	131.2	136.2	100.7	125.7	137.2	115.4	124.5
mai-03	130.5	135.9	98.1	123.9	137.7	110.7	123.2
juin-03	127.9	133.5	94.0	122.6	133.8	115.8	119.5
juil-03	139.2	143.5	113.5	123.2	146.7	119.5	134.3
							Taux de variation annuels en %
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.2	3.6	0.3	-1.5	2.1	5.4	7.4
2002	0.2	1.3	-7.8	9.6	-1.1	-3.4	3.3
3T 2002	0.7	1.1	-2.4	5.0	-0.2	-0.9	3.0
4T 2002	1.7	3.1	-8.5	16.7	0.9	-5.2	3.1
1T 2003	4.9	6.1	-4.0	17.1	2.6	7.1	6.2
2T 2003	-1.2	-0.8	-5.2	17.3	-2.0	-6.3	-1.9
mai-03	0.2	0.7	-3.8	15.6	-0.6	-2.0	-1.2
juin-03	-4.1	-2.8	-14.1	18.1	-5.1	-9.9	-4.6
juil-03	5.1	5.5	2.2	18.8	5.2	-2.4	4.4

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
				unité: en %
Industrie totale	100	100	100	100
Industrie hors Sidérurgie	85.8	71.1	80.5	80.5
Sidérurgie	14.2	28.9	19.5	19.5
Energie	7.6	n.d.	2.7	1.6
Biens intermédiaires	59.8	80	60	62.5
Biens d'équipement	11.3	11.5	16.6	16.1
Biens de consommation	21.3	8.5	20.8	19.8

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.1	101.6	91.1	99.2	100.8	110.4	92.9
1997	105.9	107.3	97.9	98.2	110.1	106.1	96.9
1998	114.5	117.1	99.0	102.0	118.4	121.7	104.2
1999	116.3	118.0	105.8	99.8	121.8	122.8	103.0
2000	122.1	124.1	110.3	106.9	129.9	120.5	106.8
2001	126.0	128.5	110.7	105.6	132.6	126.2	114.5
2002	126.5	130.5	102.3	115.7	131.4	122.6	118.6
3T 2002	117.0	120.6	95.5	102.3	120.9	119.8	109.9
4T 2002	127.0	131.7	98.9	127.9	131.0	124.4	116.9
1T 2003	131.6	136.5	102.3	147.4	133.8	125.0	123.3
2T 2003	133.8	139.1	101.7	126.0	139.5	120.2	128.1
mai-03	131.6	137.2	97.4	121.4	138.0	115.2	125.9
juin-03	134.5	140.8	96.7	124.2	139.7	126.8	128.0
juil-03	131.2	134.8	109.6	120.6	139.3	108.0	124.7
							Taux de variation annuels en %
1996	0.1	1.6	-8.8	-0.8	0.8	10.4	-7.1
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.1	3.6	0.4	-1.2	2.1	4.7	7.2
2002	0.4	1.5	-7.6	9.5	-0.9	-2.8	3.6
3T 2002	-0.3	0.1	-3.0	5.0	-1.0	-2.6	1.6
4T 2002	1.8	3.3	-8.3	16.6	1.0	-4.4	3.1
1T 2003	4.1	5.3	-4.5	17.7	1.9	5.9	5.1
2T 2003	-1.3	-0.8	-5.5	17.3	-2.1	-6.4	-1.8
mai-03	0.2	0.7	-4.0	15.6	-0.6	-2.0	-1.0
juin-03	-4.2	-2.9	-14.4	18.1	-5.1	-9.8	-4.4
juil-03	5.0	5.4	2.2	18.6	5.1	-2.5	4.4

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'Industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
						1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.1	104.1	86.7	100.4	93.6	93.4
1997	111.9	118.1	96.6	111.6	115.6	109.7
1998	117.3	124.9	98.6	116.1	131.1	109.5
1999	117.8	126.2	97.2	116.7	124.3	119.4
2000	128.7	136.2	110.3	126.5	143.0	129.5
2001	125.8	133.9	105.8	120.8	141.7	151.4
2002	127.8	137.9	103.2	123.1	127.4	172.6
3T 2002	126.4	135.5	103.8	121.7	124.0	173.5
4T 2002	126.2	141.5	88.6	118.5	140.0	179.6
1T 2003	143.1	158.2	105.9	135.0	146.6	214.2
2T 2003	136.3	152.3	96.8	129.5	109.8	235.9
mai-03	141.4	159.4	97.3	133.1	118.8	250.6
juin-03	135.8	152.9	93.5	129.1	104.2	240.8
juil-03	132.3	145.9	98.7	124.3	171.0	155.2
						Taux de variation annuels en %
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.4	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-2.2	-1.7	-4.1	-4.6	-0.9	16.9
2002	1.6	3.0	-2.5	1.9	-10.1	14.0
3T 2002	7.8	-8.2	17.2	9.9	-6.8	10.7
4T 2002	7.7	2.1	-13.8	4.9	14.5	19.2
1T 2003	13.1	5.2	-1.9	10.1	20.2	26.1
2T 2003	3.1	15.0	-13.8	-0.2	-11.2	40.8
mai-03	9.5	13.1	-2.9	6.1	4.9	35.3
juin-03	2.7	7.8	-13.6	0.1	-26.0	59.9
juil-03	4.4	9.0	-9.6	3.2	22.2	-7.8

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'Industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.7	101.6	91.8	96.9	99.6	102.6	98.1
1997	99.4	103.1	84.2	93.3	98.1	105.2	99.4
1998	100.6	105.5	80.8	88.1	98.0	113.2	99.9
1999	102.2	108.4	76.6	87.6	98.6	118.4	101.4
2000	103.6	110.9	73.9	86.8	98.6	123.0	104.9
2001	104.2	112.2	71.5	86.4	97.2	125.4	110.1
2002	102.6	110.7	69.2	88.5	94.4	121.1	113.6
3T 2002	102.6	110.8	68.9	88.7	94.2	120.8	114.2
4T 2002	102.0	110.3	67.6	88.4	93.2	121.0	113.8
1T 2003	101.4	109.9	66.7	89.9	93.2	120.2	112.0
2T 2003	101.1	109.7	65.8	89.7	92.7	120.0	111.8
mai-03	101.1	109.7	65.7	89.7	92.6	120.2	112.0
juin-03	101.0	109.6	65.5	89.6	92.5	120.0	111.7
juil-03	101.4	110.2	65.1	89.2	92.9	119.8	112.7
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	0.6	1.2	-3.2	-0.4	-1.5	1.9	4.9
2002	-1.6	-1.3	-3.2	2.3	-2.9	-3.5	3.2
3T 2002	-1.8	-1.5	-3.7	2.6	-3.5	-3.8	4.3
4T 2002	-1.7	-1.0	-5.9	1.7	-3.5	-2.1	2.8
1T 2003	-1.7	-1.2	-5.1	2.4	-2.4	-1.4	-0.5
2T 2003	-1.5	-0.9	-6.1	0.9	-1.9	-0.5	-1.9
mai-03	-1.4	-0.7	-6.1	0.9	-2.0	0.1	-1.5
juin-03	-1.7	-0.9	-6.4	0.8	-1.8	-1.0	-2.3
juil-03	-1.5	-0.6	-6.7	-0.4	-1.7	-0.7	-1.6

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'Industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	1995=100						
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	97.7	99.6	90.4	95.2	98.6	97.8	94.8
1997	98.0	101.5	83.9	88.8	98.6	100.4	94.6
1998	97.4	102.4	77.3	79.0	96.1	107.8	94.8
1999	98.3	103.8	76.0	77.6	97.1	111.2	93.3
2000	97.7	104.0	71.8	69.5	95.7	115.2	92.0
2001	96.7	103.8	67.8	66.3	93.7	111.4	96.7
2002	93.8	100.9	64.6	60.7	90.5	103.2	99.1
3T 2002	87.9	94.4	61.2	116.3	85.2	96.3	92.4
4T 2002	94.3	101.6	64.2	146.0	90.2	104.1	102.3
1T 2003	95.7	103.0	65.7	161.2	92.5	107.0	99.5
2T 2003	94.5	102.2	63.0	140.1	92.0	103.6	98.1
mai-03	94.3	101.6	64.1	60.3	92.1	101.4	98.0
juin-03	92.7	100.7	59.8	57.3	90.3	101.1	96.3
juil-03	98.3	106.4	65.2	63.6	94.6	110.1	103.4
	Taux de variation annuels en %						
1996	-2.3	-0.4	-9.6	-4.7	-1.3	-2.2	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	-1.0	-0.2	-5.7	-4.7	-2.0	-3.3	5.1
2002	-3.1	-2.8	-4.7	-8.4	-3.5	-7.3	2.5
3T 2002	-3.4	-3.5	-3.0	2.4	-4.0	-5.9	0.7
4T 2002	-1.2	-0.6	-5.1	14.7	-2.7	-3.6	5.8
1T 2003	-1.3	-1.1	-2.7	14.3	-1.5	-0.9	-1.1
2T 2003	-1.3	-0.9	-3.6	16.2	-0.7	-0.9	-3.0
mai-03	1.1	1.0	1.3	-2.3	1.8	0.6	-0.9
juin-03	-3.2	-2.4	-8.3	-13.2	-2.3	-4.3	-4.5
juil-03	0.2	0.7	-2.4	1.3	-0.1	-0.9	2.4

Source: STATEC

Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'Industrie - Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	1995=100						
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.4	100.9	105.3	102.3	99.8	94.4	105.9
1997	96.5	99.1	91.7	105.1	92.1	102.8	104.3
1998	92.4	95.7	88.0	100.7	87.6	97.5	100.2
1999	92.2	97.4	78.9	103.3	84.7	103.8	104.3
2000	92.6	98.3	77.7	100.1	83.0	112.6	108.0
2001	94.5	101.2	76.0	107.2	84.0	114.9	110.3
2002	94.5	100.3	81.2	101.3	83.5	117.8	113.7
3T 2002	96.3	101.5	86.3	99.3	87.1	110.0	115.2
4T 2002	102.6	111.3	78.9	123.2	87.3	130.9	131.4
1T 2003	85.5	90.4	76.1	74.8	77.7	106.3	103.3
2T 2003	90.8	96.8	77.5	100.9	79.6	122.4	106.6
mai-03	92.6	98.1	81.7	119.6	79.7	133.5	104.9
juin-03	94.9	101.2	81.9	100.9	83.9	122.1	112.9
juil-03	82.9	89.1	66.1	87.1	71.7	115.3	99.4
	Taux de variation annuels en %						
1996	0.4	0.9	5.3	2.3	-0.2	-5.6	5.9
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-1.5	-3.1	-2.0	8.5	3.5
2001	2.1	2.9	-2.2	7.2	1.2	2.0	2.1
2002	0.0	-0.9	6.9	-5.5	-0.6	2.5	3.1
3T 2002	-0.6	-0.6	0.6	-1.4	-1.7	2.5	2.5
4T 2002	-1.4	-1.8	4.0	-7.0	-3.4	-0.1	7.2
1T 2003	-4.1	-4.0	-2.2	-7.1	-3.5	-4.9	-3.0
2T 2003	1.1	2.7	-5.2	-1.4	0.6	3.3	4.8
mai-03	-2.7	-1.3	-7.7	2.7	-2.4	-8.5	4.3
juin-03	4.2	5.3	2.5	0.7	3.5	11.1	6.2
juil-03	-4.6	-3.3	-11.0	-10.1	-6.5	7.1	-3.7

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume) ¹				Indice du chiffre d'affaires (en valeur) ²				Nombre d'heures payées ³
	Total	Bâtiment	Génie civil	Autres	Total	Bâtiment et génie civil		Finition	Construction au total
						Installation			
				1999=100				1995=100	1000 heures
1995	...	109.9	92.0	...	100.0	100.0	100.0	100.0	3 757
1996	...	104.4	83.2	...	103.1	103.9	103.0	104.9	3 758
1997	...	102.5	89.3	...	107.0	104.6	108.3	115.7	3 840
1998	...	102.8	90.2	...	116.1	114.7	114.5	125.5	3 979
1999	100.0	100.0	100.0	100.0	125.5	123.0	126.5	132.4	4 177
2000	103.2	105.2	103.6	102.1	137.5	136.3	135.3	147.4	4 364
2001	105.3	119.0	99.4	101.7	143.8	140.8	148.8	144.6	4 594
2002	107.5	122.6	103.5	102.4	153.9	153.1	157.1	147.3	4 755
3T 2002	96.1	106.3	88.1	95.2	149.1	146.1	152.7	148.3	4 903
4T 2002	108.7	118.9	107.6	104.4	180.0	184.0	177.2	167.4	4 882
1T 2003	101.0	100.4	94.0	103.8	132.3	127.5	147.4	123.9	4 383
2T 2003	119.4	131.8	126.6	110.1	168.5	174.3	163.2	149.3	...
mai-03	115.6	132.7	118.0	106.4	168.2	179.7	148.7	148.7	4 988
juin-03	125.2	137.3	136.8	114.0	177.0	177.2	191.3	145.0	...
juil-03	...	115.5	112.3	...	...	...	...	...	...
								Taux de variation annuels en %	
1996	...	-5.1	-9.6	...	3.1	3.9	3.0	4.9	0.0
1997	...	-1.8	7.3	...	3.8	0.6	5.2	10.3	2.2
1998	...	0.2	1.1	...	8.5	9.7	5.7	8.4	3.6
1999	...	-2.7	10.9	...	8.0	7.2	10.4	5.5	5.0
2000	3.2	5.2	3.6	2.1	9.6	10.8	7.0	11.4	4.5
2001	2.0	13.0	-4.0	-0.3	4.6	3.3	10.0	-1.9	5.3
2002	2.1	3.0	4.2	0.7	7.0	8.8	5.6	1.8	3.5
3T 2002	-1.9	-1.9	-6.7	0.4	8.9	9.7	7.7	6.1	4.1
4T 2002	-1.5	-4.2	0.7	-1.0	5.0	8.4	-0.5	1.1	3.3
1T 2003	-0.8	-12.7	-0.8	4.8	4.4	7.8	1.2	0.7	0.3
2T 2003	-3.4	-12.1	2.3	-0.9	5.5	6.2	6.6	-0.8	...
mai-03	-1.3	-8.7	-1.5	3.6	8.8	16.5	-2.4	-4.1	-2.4
juin-03	-3.5	-13.5	3.2	-0.8	1.1	-5.1	22.6	-8.0	...
juil-03	...	-5.1	12.7	...	...	...	...	...	...

Source: ⁽¹⁾ STATEC, ⁽²⁾ Administration de l'Enregistrement, ⁽³⁾ IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment et génie civil 48.8%, autres métiers 51.2%. La catégorie "autres" regroupe les activités d'installation et de finition. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur les Indicateurs Rapides B2 et B2bis.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
								1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	101.8	104.3	102.0	98.8
1997	121.5	121.8	124.9	107.4	119.8	118.2	123.6	105.8
1998	126.5	129.0	128.9	114.0	124.4	126.5	127.3	110.6
1999	130.0	138.2	131.3	117.0	128.3	133.7	131.0	111.9
2000	151.5	156.9	156.5	126.0	141.6	140.0	147.8	118.3
2001	155.8	165.1	159.4	132.3	142.0	143.3	146.9	121.1
2002	159.6	178.4	158.9	144.3	145.3	155.5	147.0	128.6
3T 2002	154.9	171.9	154.5	139.6	140.2	148.4	142.3	123.8
4T 2002	168.6	168.8	169.8	163.6	151.6	144.4	155.1	144.6
1T 2003	168.1	202.3	166.9	139.7	150.8	173.1	152.3	123.0
2T 2003	176.9	212.2	175.4	148.5	157.4	179.8	158.5	130.9
avr-03	184.2	240.6	178.5	152.1	164.3	204.5	161.9	134.2
mai-03	169.0	204.6	165.5	148.4	149.4	172.5	148.4	130.8
juin-03	177.5	191.4	182.2	145.0	158.4	162.3	165.1	127.6
								Taux de variation annuels en %
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	1.8	4.3	2.0	-1.2
1997	17.8	15.5	20.9	7.3	17.6	13.4	21.2	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	3.9	7.0	3.0	4.6
1999	2.8	7.1	1.8	2.7	3.1	5.7	2.9	1.1
2000	16.5	13.5	19.2	7.6	10.4	4.7	12.8	5.7
2001	2.9	5.2	1.8	5.1	0.3	2.4	-0.6	2.4
2002	2.4	8.0	-0.3	9.0	2.3	8.5	0.1	6.2
3T 2002	0.9	8.4	-2.3	7.6	1.2	9.9	-1.6	4.9
4T 2002	6.3	9.1	4.9	9.9	4.6	6.8	3.5	7.5
1T 2003	9.4	12.5	9.3	5.7	6.5	8.4	6.7	3.2
2T 2003	9.6	9.9	10.6	4.7	6.4	6.1	7.2	3.2
avr-03	11.9	14.5	11.7	9.1	8.7	10.3	8.5	7.5
mai-03	3.9	9.6	2.5	3.2	-0.1	4.9	-1.8	1.6
juin-03	13.1	4.9	18.0	2.0	10.8	2.5	15.2	0.4

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflétant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2001: Commerce et réparation automobile 17.5%, commerce de gros 62.6%, commerce de détail 19.9%
--

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.5
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	3.0	87.8
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.0	84.8
4T 2002	-34.7	61.3	-10.0	74.0	3.0	85.0
1T 2003	-28.7	68.0	-5.3	60.0	2.9	85.0
2T 2003	-37.3	60.7	-17.0	68.3	2.9	86.0
3T 2003	-36.0	60.7	-7.0	73.0	2.9	85.0
juil-03	-40.0	56.0	-12.0	70.0		
août-03	-35.0	63.0	-13.0	73.0		
sept-03	-33.0	63.0	4.0	76.0		

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Mois
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	57.0	4.3
4T 2002	-53.3	42.0	3.9
1T 2003	-67.0	31.7	3.6
2T 2003	-54.0	42.7	3.6
3T 2003	-44.3	48.3	3.7
juil-03	-49.0	41.0	3.7
août-03	-53.0	45.0	3.6
sept-03	-31.0	59.0	3.9

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
										1000 personnes	En % de la population
1995	5.130	197.5	16.3	213.8	55.5	0.7	7.8	47.0	166.8	172.0	3.0
1996	5.680	203.1	16.4	219.6	59.6	0.7	7.8	51.1	168.5	174.1	3.3
1997	5.861	210.0	16.6	226.6	64.4	0.7	7.8	56.0	170.6	176.5	3.3
1998	5.534	219.7	16.7	236.4	70.8	0.7	7.8	62.3	174.1	179.6	3.1
1999	5.351	231.5	16.8	248.3	78.4	0.7	7.7	70.0	178.3	183.7	2.9
2000	4.964	245.4	16.9	262.3	87.4	0.7	7.7	78.9	183.4	188.3	2.6
2001	4.927	260.1	16.9	277.0	97.3	0.7	7.7	88.9	188.1	193.0	2.6
2002	5.823	268.8	16.9	285.7	103.0	0.7	7.7	94.5	191.1	197.0	3.0
3T 2002	5.664	269.2	16.9	286.2	103.9	0.7	7.7	95.5	190.7	196.4	2.9
4T 2002	6.618	271.2	17.1	288.3	104.4	0.7	7.7	96.0	192.3	198.9	3.3
1T 2003	7.461	271.5	17.0	288.5	104.9	0.7	7.7	96.5	192.0	199.5	3.7
2T 2003	7.142	274.0	17.1	291.1	106.3	0.7	7.7	97.9	193.2	200.4	3.6
juin-03	7.049	275.1	17.2	292.3	107.2	0.7	7.7	98.8	193.5	200.5	3.5
juil-03	7.282	274.8	17.2	292.0	108.0	0.7	7.7	99.6	192.4	199.7	3.6
août-03	7.248	273.8	17.2	291.0	107.5	0.7	7.7	99.1	191.8	199.1	3.6
Taux de variation annuels en %											
1996	10.7	2.8	0.8	2.7	7.4	0.0	-0.2	8.7	1.0	1.3	
1997	3.2	3.4	1.0	3.2	8.1	0.0	-0.2	9.5	1.3	1.4	
1998	-5.6	4.6	0.5	4.3	9.9	0.0	0.0	11.4	2.0	1.8	
1999	-3.3	5.3	0.7	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.4	2.3	
2000	-7.2	6.0	0.3	5.6	11.5	0.0	0.5	12.8	2.8	2.5	
2001	-0.7	6.0	0.0	5.6	11.4	0.0	-0.1	12.7	2.6	2.5	
2002	18.2	3.3	0.3	3.1	5.8	0.0	-0.4	6.3	1.6	2.1	
3T 2002	20.6	2.8	0.3	2.7	4.8	0.0	-0.3	5.3	1.4	1.9	
4T 2002	24.6	2.5	1.0	2.4	4.4	0.0	0.0	4.8	1.2	1.9	
1T 2003	30.9	2.1	1.5	2.1	3.9	0.0	0.0	4.2	1.0	1.9	
2T 2003	34.5	2.0	1.6	2.0	3.6	0.0	0.0	3.9	1.0	1.9	
juin-03	36.2	2.2	1.6	2.2	4.1	0.0	0.0	4.4	1.0	2.0	
juil-03	32.8	2.2	1.6	2.2	4.2	0.0	0.0	4.6	1.0	1.9	
août-03	29.8	2.2	1.6	2.2	4.0	0.0	0.0	4.4	1.1	1.9	

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* Rupture de série en 1997. Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résidant) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire			Autres indicateurs			
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non- satisfaites	Mises au travail et mesures de formation	Total des demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM
		1000 heures	Nombre de personnes				En % de la population active	Nombre de personnes
1995	341.7	2 483	...	2 639	438	...	...
1996	362.6	2 736	...	2 837	1 107	...	...
1997	439.7	3 248	3.3	3 191	931	1 317	7 178
1998	525.2	3 902	3.1	2 450	1 443	1 718	7 252
1999	534.1	3 932	2.9	2 222	1 530	1 751	7 102
2000	617.9	4 473	2.6	2 025	1 364	1 922	6 886
2001	660.0	4 758	2.6	2 080	1 381	2 210	7 137
2002	650.1	4 720	2.6	2 775	940	2 585	8 408
3T 2002	671.5	4 948	2.9	5 835	927	2 462	8 125
4T 2002	633.5	4 419	3.3	6 310	696	2 730	9 348
1T 2003	616.1	4 778	3.5	6 948	874	2 859	10 319
2T 2003	732.9	5 268	3.7	7 421	873	3 011	10 153
juin-03	...	...	3.8	3 824	867	3 021	10 070
juil-03	...	...	3.8	3 881	892	2 848	10 130
août-03	...	...	3.8	3 898	1 245	2 744	9 992
							Taux de variation annuels en %
1996	6.1	10.2		7.5	153.0	...	...
1997	21.3	18.7		12.5	-15.9	...	...
1998	19.4	20.1		-23.2	55.0	30.4	1.0
1999	1.7	0.8		-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8		-8.9	-10.8	9.8	-3.0
2001	6.8	6.4		2.7	1.2	15.0	3.6
2002	-1.5	-0.8		33.4	-31.9	17.0	17.8
3T 2002	-1.2	-2.7		35.2	-36.8	18.2	19.9
4T 2002	3.0	2.8		38.7	-34.7	11.6	20.5
1 T 2003	2.9	4.6		41.8	-20.2	13.4	25.5
2T 2003	5.2	6.6		45.8	-16.2	14.5	27.9
juin-03	...	...		48.0	-21.7	14.4	28.8
juil-03	...	...		48.4	-11.4	14.7	27.1
août-03	...	...		47.2	27.6	14.4	25.2

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

Les chiffres en italique sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			Indices en volume ¹		
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Exportations	Importations
	Mio EUR												1990=100	
1995	5 720	4 875	4 379	846	7 488	6 635	6 456	853	-1 768	-1 761	-2 078	-7	114	121
1996	5 533	4 747	4 275	786	7 573	6 789	6 629	783	-2 040	-2 043	-2 354	2	115	120
1997	6 260	5 254	4 713	1 006	8 543	7 455	7 274	1 088	-2 283	-2 201	-2 561	-82	130	136
1998	7 222	6 003	5 377	1 219	9 736	8 583	8 297	1 153	-2 513	-2 580	-2 919	67	152	157
1999	7 415	6 357	5 607	1 059	10 382	8 653	8 327	1 729	-2 966	-2 296	-2 719	-670	162	165
2000	8 630	7 277	6 454	1 353	11 645	10 048	9 596	1 597	-3 015	-2 772	-3 143	-244	185	178
2001	9 272	7 864	6 825	1 408	12 588	11 014	10 390	1 575	-3 317	-3 150	-3 565	-167	197	193
2002	9 078	7 677	6 818	1 401	12 219	11 007	10 417	1 212	-3 141	-3 331	-3 599	189	189	184
3T 2002	2 172	1 838	1 625	334	2 912	2 514	2 386	398	-740	-676	-762	-64	182	176
4T 2002	2 293	1 928	1 719	365	3 326	3 077	2 922	250	-1 033	-1 148	-1 204	115	193	201
1T 2003	2 340	1 985	1 775	355	3 034	2 782	2 678	252	-694	-797	-903	103	...	...
2T 2003	2 374	1 998	1 785	377	3 100	2 752	2 630	348	-725	-754	-845	29	...	...
mai-03	783	648	582	135	1 019	894	855	125	-236	-246	-273	10	...	...
juin-03	781	669	598	112	989	904	862	85	-208	-235	-264	27	...	...
juil-03	785	669	599	116	1 032	930	882	102	-247	-261	-283	13	...	...
	Taux de variation annuels en %													
1996	-3.3	-2.6	-2.4	-7.1	1.1	2.3	2.7	-8.2					1.1	-0.8
1997	13.1	10.7	10.2	28.0	12.8	9.8	9.7	38.8					13.1	12.8
1998	15.4	14.3	14.1	21.2	14.0	15.1	14.1	6.0					16.8	15.8
1999	2.7	5.9	4.3	-13.2	6.6	0.8	0.4	50.0					6.3	5.0
2000	16.4	14.5	15.1	27.8	12.2	16.1	15.2	-7.7					14.5	8.1
2001	7.4	8.1	5.8	4.1	8.1	9.6	8.3	-1.4					6.4	8.0
2002	-2.1	-2.4	-0.1	-0.5	-2.9	-0.1	0.3	-23.0					-3.9	-4.3
3T 2002	-3.0	-3.9	-3.2	2.2	-7.4	-5.1	-2.3	-19.8					-3.5	-8.2
4T 2002	2.9	3.6	5.4	-0.5	10.8	11.9	12.7	-1.5					2.6	9.3
1T 2003	5.6	5.0	5.6	8.9	1.5	4.7	6.3	-24.3					...	...
2T 2003	-0.9	-1.1	-0.5	0.2	3.6	-0.3	1.6	50.4					...	...
mai-03	0.9	-0.1	-0.6	5.7	4.1	-0.6	0.4	56.7					...	...
juin-03	0.5	2.5	0.5	-9.8	5.9	4.5	4.9	23.7					...	...
juil-03	-0.4	1.6	-1.3	-10.7	4.9	2.9	2.8	26.5					...	...

Source: STATEC

¹ Pour des raisons techniques, la publication des résultats des valeurs unitaires à l'exportation et à l'importation est suspendue. Les évolutions "en volume" des exportations et importations de biens le sont donc également.

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve Mio EUR
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements	
2002	-762	-162 246	135 360	8 209	69 565	-78	-22 155	-29 382	-36
3T 2002	4 747	310	4 590	6 934	-2 535	-463	21 009	-25 075	-24
4T 2002	791	-93 991	88 039	-6 101	11 974	828	-8 995	9 034	4
1T 2003	-319	-21 506	20 085	-15 447	4 834	-127	4 002	7 839	1
2T 2003	-960	-34 512	25 697	-15 114	11 205	4 145	2 086	5 591	-59

Source: BCL, STATEC

Remarques méthodologiques

En 1978, pour étayer l'analyse des relations économiques extérieures du Luxembourg, qui fut jusque-là limitée aux seules statistiques sur les échanges de marchandises, le Gouvernement avait chargé le STATEC d'établir une première balance courante du Luxembourg. En 2000, le législateur a attribué à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) et au STATEC les compétences nécessaires pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, pour une période et un territoire économique donnés, l'ensemble des transactions économiques avec le reste du monde en les classant selon une nomenclature et une méthodologie particulière. Ces transactions peuvent aussi bien porter sur des échanges de biens, de services et de revenus que sur des créances et des engagements financiers. Une transaction se définit en particulier comme un flux économique découlant du changement de propriété d'un actif financier ou d'un bien, la prestation d'un service ou la fourniture de travail ou de capital. La balance des paiements doit uniquement enregistrer les flux entre des résidents et des non-résidents d'un territoire économique donné. Les principes et les concepts autour desquels se construit la balance des paiements sont en particulier décrits par le Fonds monétaire international (FMI) dans sa publication "Manuel de la balance des paiements 5ième édition" (MBP5). Ce recueil distingue les trois comptes suivants:

- **Le compte des transactions courantes** reprend les flux de paiements effectués avec l'étranger dans le cadre du commerce de biens, de l'échange de services ou résultant de transferts. Elle est établie par le STATEC sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.
L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (6b), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").
- **Le compte de capital** enregistre les transferts de capital et les transactions sur les actifs non financiers non produits (par exemple brevets, marques,...).
- **Le compte des opérations financières** englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, des actifs non financiers non produits ainsi que les opérations sur actifs financiers. Pour le compte financier uniquement, les «crédits» et les «débits» correspondant aux flux bruts n'apparaissent pas directement dans le tableau. Seuls les soldes figurent dans le tableau. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant positif indique une diminution, un montant négatif une augmentation.

Un système de comptabilisation en partie double

Le système d'enregistrement des opérations dans la balance des paiements est basé sur les principes de la comptabilité en partie double. Toute inscription doit être balancée par une écriture de contrepartie. Toutes les transactions sont donc enregistrées sous forme de crédits et de débits. Ceci implique que la somme de tous les crédits devrait être égale à la somme de tous les débits. Toutefois, les informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements sont collectées auprès de différentes sources qui ne concordent pas forcément. Par conséquent, le poste *des Erreurs et Omissions* permet d'atteindre l'équilibre des comptes. Pour des besoins de simplicité, celles-ci ne sont pas reprises dans les tableaux 6b et 6c.

La signification économique des débits et des crédits est détaillée dans le tableau suivant:

	Compte des transactions courantes	Compte des opérations financières
Crédit	- exportations de biens et de services - revenus à recevoir de l'étranger - transferts reçus sans contrepartie d'une autre économie	- diminution des avoirs extérieurs - augmentation des engagements extérieurs
Débit	- importations de biens et de services - revenus dus à l'étranger - transferts fournis sans contrepartie à une autre économie	- augmentation des avoirs extérieurs - diminution des engagements extérieurs

D. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes.....	5
Tableau 2: Indicateurs conjoncturels.....	8
Tableau 3: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches	16
Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs.....	18
Tableau 5: Évolution macro-économique, 2003-2004.....	21
Tableau 6: Évolution macro-économique 2003-2004, (écarts par rapport aux prévisions antérieures)	22
Tableau 7: Impact des révisions des hypothèses exogènes d'automne 2003 sur la croissance du PIB.....	22
Tableau 8: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise	24
Tableau 9: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable.....	25
Tableau 10: Évolution récente dans le commerce: chiffres d'affaires en volume.....	28
Tableau 11: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur.....	29
Tableau 12: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur	30
Tableau 13: Transports: variables annexes	31
Tableau 14: Services marchands divers: tableau de synthèse.....	32
Tableau 15: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques	34
Tableau 16: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques.....	36
Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg.....	38
Tableau 18: Inflation en Europe.....	38
Tableau 19: Inflation selon les douze divisions de l'indice des prix à la consommation national (IPCN)	39
Tableau 20: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (août 2003)	39
Tableau 21: Composants du coût salarial	41
Tableau 22: Balance des paiements courants	43
Tableau 23: Évolution du nombre d'emplois salariés créés en net.....	49
Tableau 24: Travail intérimaire.....	50
Tableau 25: Répartition des chômeurs par âge.....	51
Tableau 26: Répartition des chômeurs par durée d'inscription	51
Tableau 27: Répartition des chômeurs par niveau de formation	51
Tableau 28: Chômage partiel.....	54
Tableau 29: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg.....	54

Graphiques

Graphique 1: PIB	7
Graphique 2: Formation brute de capital.....	7
Graphique 3: Consommation finale des ménages	7
Graphique 4: Consommation publique.....	7
Graphique 5: Exportations de biens et services	7
Graphique 6: Importations de biens et services.....	7
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro	8
Graphique 8: Activité récente dans l'industrie.....	23
Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie	24
Graphique 10: Loyers réels d'habitation (IPCN)	26
Graphique 11: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction	27
Graphique 12: Indicateur de confiance des consommateurs	28
Graphique 13: Indicateurs financiers pour l'Europe	33
Graphique 14: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du second trimestre	34
Graphique 15: Organismes de placement Collectif	34
Graphique 16: Emploi dans les banques (données trimestrielles).....	35
Graphique 17: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000.....	36
Graphique 18: Inflation et prix pétroliers	37
Graphique 19: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US.....	37
Graphique 20: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg.....	40
Graphique 21: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne.....	41
Graphique 22: Solde de la balance courante du Luxembourg 1999-2003.....	43
Graphique 23: Évolution des échanges de biens (valeurs).....	44
Graphique 24: Évolution des services financiers.....	45
Graphique 25: Évolution des services autres que financiers	46
Graphique 26: Emploi et chômage	47
Graphique 27: Ventilation des chômeurs par emploi recherché.....	52
Graphique 28: Taux de chômage officiel et au sens large.....	52
Graphique 29: Évolution du nombre de personnes dans les différentes mesures	53